

LE DROIT CONVENTIONNEL INTERNATIONAL DU JAPON

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 29 mai 1931, à 14 heures

PAR

K. MATSUDAÏRA

Président : M. BASDEVANT Professeur

Suffragants { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE } *Professeurs*
 { LAFERRIÈRE }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1931

**LE DROIT CONVENTIONNEL
INTERNATIONAL
DU JAPON**

**La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.**

LE DROIT CONVENTIONNEL INTERNATIONAL DU JAPON

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 29 mai 1931, à 14 heures

PAR

K. MATSUDAÏRA

Président : M. BASDEVANT, Professeur

Suffragants { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE } *Professeurs*
 { LAFERRIÈRE }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY.

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1931



A MADemoisELLE M. HELIARD

A MES CHERS ET VÉNÉRÉS MAITRES

MM. J. BASDEVANT ET S. TACHI

*Hommage de mes vives reconnaissances
et de ma profonde admiration*

ERRATA

TEXTE

Page 27, note 2, au lieu de : *Chunt*, lire : *Clunet*.

Page 45, au lieu de : *Hsio-Wiju*, lire : *Hsin-Wiju*.

Page 51, au lieu de : **59** *Conflits de nationalité*, lire : *Nationalité*.

Page 79, au lieu de : *qossessions*, lire : *possessions*.

Page 84, au lieu de : *terrain* lire *terrains*.

Page 119, ligne 23, au lieu de : *régulariser les relations commerciales internationales*, lire : « susceptibles de répercussion hors du cadre bilatéral du traité par, etc. ».

Page 132, ligne 14, au lieu de : *que*, lire : ;.

Page 145, 2° *Division en consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires*.

— ligne 25, lire : « *Deputy consuls* » au lieu de : « *Deputy consuls* ».

Page 172, ligne 14, supprimer *et*.

Page 186, ligne 5, au lieu de : *délimité*, lire : *limité*.

TABLE DES MATIERES

- 81.** Droits civils autres que ceux de propriétés.
- 133.** 1802 au lieu de : 1882.
- 134.** *Celle contenue* au lieu de : *règle*.
 - I. *Ports maritimes*.
- 148.** Tout Etat est libre de diriger comme il l'entend sa politique commerciale.
- 159** et **160.** Délivrance des certificats.
- 165.** Le transit et l'Entrepôt, l'Admission temporaire.
- 169.** Régime des échantillons.
- 170.** Epaves et marchandises sauvées des navires naufragés.
- 215** et **216.** Modalités d'application des règles conventionnelles.
- 218.** Actes diplomatiques comportant la clause.
- 223.** Caractère de la clause sous cette forme.
- 224.** Commerce, industrie, navigation, droit de douane.
- 226.** Exemples.
- 244** et **245.** Clause relative ou limitée.
- 257** et **258.** Interprétation de la clause.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A. — MANUELS ET OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- Anzilotti *Cours de droit international*, 3^{me} édition, vol. I, 1928, édition française par Gidel, 1929.
- Brierly *The law of nations*, 1928.
- Calvo *Le droit international théorique et pratique*, 5^e édition, I-IV, 1896.
- Cobbett *Leading cases on international law*, 4^e édition.
- Despagnet *Cours de droit international public*, 4^e édition, par de Boeck, 1910.
- Fauchille *Le droit international*, Paris, I 1 (1922), I 2 (1925), I 3 (1926), II (1921).
- Fenwick *International law*, 1924; *Treatise on international law*, 8^e édition 1924.
- Hall..... *Pearce Higgins*.
- Hershey *Essentials of international public law and organization*, 2^e éd. 1927.
- Hyde..... *International law chiefly as interpreted and applied by the United States*, 2 vol. 1922.
- V. Liszt..... *Le droit international*, traduction française par Gidel, d'après la 9^e édition allemande (1913), 1928.
- Louter (de) *Le droit international public positif*, 2 vol. 1920.
- Mérignac *Traité de droit public international*, I. 1905 II. 1907, III. 1912.
- Moore *Digest of international law*, 8 vol. 1906.
- Oppenheim (M. C. Nair) *International law*, 2 vol. 4^e édition, I, 1928, II, 1266.
- Pradier-Fodéré .. *Traité de droit international public européen et américain*, 8 vol. 1884-1906.
- Rivier *Principes du Droit des gens*, 2 vol. 1896.
- Strupp *Eléments de droit international public, universel, européen et américain*, 3 vol. 1930.
- Tachi *Traité de droit international public*, 2 vol. 1930 (en japonais).
- Westlake *International law*, 2 vol. 1904-1907.

B. REVUES ET AUTRES PUBLICATIONS

A.J. *American journal of international law.*

A.J. Documents. . . *American journal of International law, documents.*

Recueil de Cours. *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye.*

R.D.I.P. *Revue générale de droit international public.*

Recueil S.D.N. . . . *Recueil des traités enregistrés et publiés par le secrétariat de la S.D. N.*

Publications de la Cour. — *Publications de la Cour Permanente de Justice Internationale.*

INTRODUCTION

1. Objet de cette étude. Définition des règles constatées dans les traités bilatéraux. — **2.** Intérêt de cette étude. *a)* caractère technique du droit conventionnel; *b)* hiérarchie établie entre le droit particulier, les actes collectifs et le droit coutumier. — **3.** Plan de l'ouvrage.

1. Rechercher les règles de droit en vigueur au Japon constatées dans ses traités bilatéraux¹, tel est l'objet de la présente étude.

Cette étude porte sur les règles nées de la rencontre de deux volontés. Elle se désintéresse des normes qui découlent de la volonté unilatérale du Japon ou des accords collectifs auxquels il participe.

Il est à signaler, d'autre part, que l'étude des règles de droit est autre chose que celle de l'instrument qui en énonce les termes : notre intention n'est pas de faire ici « une théorie des instruments »².

2. Point n'est nécessaire d'insister sur l'intérêt d'une semblable étude. Il suffira d'indiquer deux ordres de faits pour le mettre suffisamment en lumière :

1. Nous employons le terme : « le droit conventionnel particulier » pour désigner l'ensemble de ces règles. Nous entendons ici par « les traités » les traités lato sensu englobant tous les instruments consacrant l'accord des volontés. Dans cette étude, le mot traité est tantôt employé dans ce sens tantôt dans le sens du traité proprement dit, c'est-à-dire l'instrument que le langage diplomatique désigne comme tel.

2. Basdevant, *Recueil des cours*, 1926, V, 15, p. 552.

a) La faiblesse du droit international, en tant que branche de la science juridique, réside, à l'heure actuelle, dans l'insuffisance de son développement technique. Il ne possède pas encore une ossature aussi développée que celle du droit administratif, par exemple, dont l'origine est cependant aussi récente.

C'est sur le terrain du droit conventionnel qu'on trouve le faible mais le seul aspect technique que revêt ce droit. L'étude du droit conventionnel est particulièrement féconde à ce point de vue, d'autant plus que les auteurs du droit des gens ne s'en soucient guère. Il n'est pas exagéré de dire que le progrès du droit international est fonction du développement du droit conventionnel.

b) Il est admis par le droit international que les normes de droit particulier l'emportent sur la norme générale : *in toto jure per speciem derogatur*; par conséquent, l'accord entre deux Etats prévaut sur l'acte collectif, et celui-ci prime à son tour le droit coutumier.

L'article 38 du Statut de la Cour porte :

« La Cour applique :

1° Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige;

2° La coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit, etc. »

Cette disposition signifie que les règles établies par les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, l'emportent sur le droit commun coutumier. Elle n'implique pas cependant que les conventions spéciales ne prévalent pas à leur tour sur les conventions générales. La rédaction de l'article 38 du Statut n'est pas

suffisamment claire sur ce point. C'est ce que le professeur Anzilotti constate avec sa magistrale autorité¹.

Ainsi donc, sous ce jour, la Cour permanente de justice internationale apparaît comme le défenseur du particularisme juridique et le gardien de la hiérarchie établie entre les accords particuliers, les actes collectifs et le droit coutumier².

3. Le droit particulier du Japon poursuit deux buts : déterminer et coordonner la compétence respective des parties contractantes. Il est indifférent au problème de l'organisation de l'institution internationale.

Le plan de cet ouvrage est donc très net. Nous envisagerons, dans deux parties distinctes, les règles déterminant la compétence des parties contractantes et celles relatives à la coordination de cette compétence.

1. Anzilotti, *Cours de droit international*, p. 104.

2. Il est à ajouter toutefois que le principe en question n'est pas absolu.

Sans parler de l'art. 20 du Pacte de la S. D. N. et de certaines dispositions de Conventions établissant des unions, nous relevons ici en ce qui concerne le droit conventionnel japonais, une disposition ainsi conçue :

« Le présent traité ne sera pas considéré comme conférant des droits ou comme imposant des obligations contraires à une convention internationale quelconque à laquelle S. M. l'Empereur du Japon ou le Président de la République Lettone est ou pourrait devenir partie. » (Traité de commerce et de navigation entre le Japon et la Lettonie, signé à Berlin le 4 juillet 1925, art. XXIII.)

PREMIÈRE PARTIE

Règles relatives à la détermination de la compétence

CHAPITRE PREMIER

NORMES TOUCHANT LE TERRITOIRE

4. Définition du territoire. — **5.** Plan d'études.

4. Le territoire est la partie du globe sur laquelle le gouvernement d'un Etat exerce sa puissance de contrainte, organise et fait fonctionner différents services publics. Le droit international exclut tout exercice de la puissance d'un Etat sur le territoire d'un autre Etat¹.

Une disposition qu'on trouve dans la Convention passée avec l'U. R. S. S. stipule, par rapport aux droits qu'un Etat exerce sur son territoire, dans les termes suivants :

« Les H. P. C. affirment solennellement leur désir et leur intention... de respecter scrupuleusement le droit incontestable d'un Etat à organiser comme il l'entend

¹. *Publication de la Cour, série A, arrêt n° 10, p.p. 18-19.*

sa vie propre dans le ressort de sa propre juridiction..., etc. »².

5. Nous devons envisager le territoire de l'Empire sous deux aspects : statut des territoires et frontières. Le premier a trait au caractère du droit exercé par le Japon sur les différentes parties de son territoire, et le second à la portée territoriale de ce droit.

§ I. — STATUT DU TERRITOIRE

Section Première. Territoire métropolitain. — **Section II.** Territoire colonial. — **Section III.** Territoire à bail. — **Section IV.** Chemin de fer Sud-Mandchourien. — **Section V.** Territoires sous mandat.

Section I. — Territoire métropolitain.

6 et 7. Territoire métropolitain. — 8 et 9. Situation des îles Kouriles. — 10. La situation des russes dans les îles Kouriles. — 11. Situation des russes domiciliés dans les territoires cédés. — 12. Situation conventionnelle des aborigènes.

6. Le Japon a étendu sa souveraineté au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire depuis qu'il a conquis internationalement l'existence juridique, à trois groupes d'îles qui constituent aujourd'hui une partie de son territoire métropolitain : îles Riou-Kiou, en 1872, îles Kouriles, en 1875, et les trois îles du groupe Bonin, en 1891. Les actes juridiques auxquels cette extension de la souveraineté a donné lieu relèvent généralement de l'ordre juridique interne (ordonnance impé-

2. Convention comportant les principes fondamentaux applicables aux relations entre le Japon et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, signée à Pékin le 20 janvier 1925.

riale n° 190, du 10 septembre 1891, relative à l'incorporation des trois îles du groupe Bonin, rescrit impérial de septembre 1872, relatif à l'incorporation des îles Riou-Kiou), et n'intéressent le droit international que par répercussion. On ne rencontre qu'un seul traité qui est le traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles, signé à Saint-Pétersbourg le 7 mai 1875.

7. Ce fait est très caractéristique car il est loin d'en être de même pour le territoire métropolitain des autres nations; la France, par exemple, possède sur ce point un grand nombre de traités.

Du moment que la Grande-Bretagne, qui, comme l'a souligné Michelet, « est une île » au même titre que le Japon, possède un territoire métropolitain dont la situation territoriale est déterminée sur une base essentiellement conventionnelle, on ne saurait expliquer l'inexistence d'un tel statut au Japon par le caractère insulaire de ce dernier pays.

Le fait s'explique plutôt, à notre avis, par des raisons d'ordre historique : l'Empire se tint longtemps à l'écart de la communauté internationale et par suite ses rapports conventionnels n'ont fait que commencer depuis soixante ans¹.

8. En échange de la cession par le Japon à la Russie de ses droits sur l'île de Sakhaline, la Russie céda au Japon le groupe des îles Kouriles avec tous les droits de souveraineté qui s'y rapportaient (y compris le droit de propriété sur les territoires publics, les terres inoc-

1. Hara, *Histoire du Japon*, Paris, 1926, p. 167.

cupées, les constructions publiques, fortifications, casernes et autres édifices qui ne sont pas propriété particulière). Toutefois, quant aux constructions et aux biens mobiliers appartenant aux gouvernements respectifs, le montant de l'évaluation en devait être remboursé par le gouvernement auquel était faite la cession de territoire (traité d'échange signé à Saint-Pétersbourg, le 7 mai 1875, art. II.)

9. Ce groupe comprend dix-huit îles faisant partie de l'archipel du même nom : 1) Choumcheu, 2) Alaïd, 3) Paramouchir, 4) Makanrouchi, 5) Onékotan, 6) Harimkatan, 7) Ekarma, 8) Chiachkotan, 9) Moussir, 10) Raikoké, 11) Matoua, 12) Rastoua, 13) les îlots de Srednéva et Ouchisir, 14) Kétoi, 15) Simousir, 16) Broton, 17) les îlots de Tcherpoï et Brat Tcherpoïeff et, 18) Ouroup.

10. Les sujets russes, habitants les territoires cédés, c'est-à-dire les dix-huit îles de l'archipel des Kouriles, sont libres de « conserver leur nationalité et de rentrer dans leur pays¹ ».

11. Les sujets russes habitant les territoires cédés qui désireront être domiciliés dans les localités qu'ils occupent seront maintenus dans le plein exercice de leurs industries. Ils conserveront le droit de pêche et de chasse dans les limites qui leur appartiennent; ils seront exempts leur vie durant de tout impôt sur leur

1. Art. 5 du traité d'échange, St-Pétersbourg, 7 mai 1875.

Art. 3, notes annexées, 7 mai-25 avril 1875.

Article supplémentaire, a, 22 août 1875.

industrie¹. Ils seront maintenus et protégés dans le plein exercice de leur droit de propriété; des certificats leur seront délivrés constatant leur droit d'usufruit et de propriété sur les immeubles qui se trouvent en leur possession². De plus, une pleine et parfaite liberté de religion sera accordée aux sujets russes dans les îles Kouriles; les églises, temples et cimetières seront respectés³.

12. Quant aux aborigènes des îles Kouriles une pleine et parfaite liberté de religion leur sera accordée; les temples et les cimetières seront respectés⁴.

Section II. — Territoire colonial.

13. Expansion japonaise au point de vue politique. — **14.** Colonies du Japon. — **15.** Notion des Colonies. — **16.** Statut de Formose. — **17.** Statut de la Sakhaline. — **18.** Situation des Russes. — **19.** Situation des japonais dans la partie septentrionale de l'île de Sakhaline. — **20.** Statut des aborigènes dans l'île de Sakhaline (en ce qui concerne la partie septentrionale). — **21.** Liberté de navigation des détroits de la Pérouse et de Tartarie. Défense de fortifications ou de travaux militaires semblables. — **22.** Concessions en faveur des sujets japonais dans l'île de Sakhaline. — **23.** Droits du Japon le long des côtes des possessions de la Russie en Extrême-Orient. Condition des bâtiments et commerçants japonais dans les ports de la mer d'Okhotsk et de ceux de Kamtchatka. — **24.** Droit de pêche le long des côtes des possessions de l'U. R. S. S. en Extrême-Orient. — **25.** Statut de la Corée. — **26.** Condition des russes en Corée. — **27.** Condition des sujets britanniques en Corée. — **28.** Droit d'exploiter les mines.

1. Art. 5, traité d'échange, 7 mai 1875.

Art. 3, notes annexées, 7 mai-25 avril 1875.

Article supplémentaire, a, 22 août 1875.

2. Art. 5, traité d'échange, 7 mai 1875.

Art. 3, notes annexées, 7 mai-25 avril 1875.

Articles supplémentaires, b, 22 août 1875.

3. Articles supplémentaires, c, 22 août 1875.

4. Art. 3, notes annexées au traité d'échange, 7 mai 1875, St-Petersbourg, 25 avril-7 mai 1875.

Articles supplémentaires, Tokio, 22 août 1875.

13. Affirmation de sa jeune puissance et besoin né de l'exubérance d'une population très prolifique et de l'essor de ses industries modernes ¹, l'expansion du Japon se manifeste sous diverses formes : émigration ², ³ colonisation (Formose, Corée, Sakhaline, Kouang-Tong), pénétration économique en Mandchourie et en Chine ⁴.

14. Dès qu'il fut sorti de son long isolement, le Japon poursuivit une très énergique politique d'expansion coloniale.

Il se fait céder, dès 1895, et à la suite de la guerre sino-japonaise, l'île de Formose et le groupe des îles Pescadores. La guerre de 1904-1905 avec la Russie lui fait acquérir la moitié sud de Sakhaline et le protectorat de la Corée ⁵, qu'il s'annexera définitivement en 1910.

Aujourd'hui, Formose (c'est-à-dire l'île de Formose et le groupe des îles Pescadores), Sakhaline et la Corée constituent les colonies de l'Empire.

15. Les colonies constituent une partie intégrante du territoire de l'Etat.

Selon le droit public interne, elles ne sont, relativement à la métropole que des éléments accessoires ⁶.

1. Les industries textiles cotonnières possèdent à elles seules 5.700.000 broches; sa flotte est maintenant la troisième du monde (2.540.000 tx net, 1927-1928).

2. Relativement à l'émigration japonaise aux îles Hawaiï, voir Moore, Digest, tome I, pp. 504-509; M. Sherman to M. Toru Hoshi, 25 juillet 1877, 14 août 1897, 8 juillet 1898).

3. L'émigration aux Etats-Unis n'existe plus, celle dans l'Amérique du Sud fut 64.000 en 1926.

4. En ce qui concerne la doctrine asiatique de l'intervention du professeur Tachi, v. Fauchille, I, I, p.p. 655 et s.s.

5. Traité de Portsmouth, 5 septembre 1905, art. II.

6. Rivier, p. 139. Von Liszt, p. 88. Hall, 150, § 38, Hershey, 173, westlake I, p. 41.

16. Aux termes de l'article II du traité de paix signé à Shimonoseki le 17 avril 1895, la Chine a cédé au Japon, à perpétuité et en pleine souveraineté, les territoires (y compris les fortifications, arsenaux et autres propriétés publiques) de Formose, c'est-à-dire :
1° l'île de Formose, avec toutes les îles adjacentes;
2° le groupe des îles Pescadores, à savoir toutes les îles situées entre les 119° et 120° degrés de longitude est et les 23° et 24° degrés de latitude nord¹.

17. La partie sud de l'île de Sakhaline, c'est-à-dire la partie qui se trouve au sud du 50° parallèle de latitude nord et toutes les îles qui y sont adjacentes (y compris tous les travaux et propriétés publics) ont été cédées au Japon par la Russie en vertu de l'article IX du traité de paix signé à Portsmouth (New Hampshire) le 23 août, 5 septembre 1905.

18. Aux termes de ce traité², il est permis aux sujets russes, habitants les territoires cédés au Japon, de vendre leurs propriétés immobilières et de se retirer dans leur pays.

Les sujets russes qui continueront à rester dans le

1. Déclaration du gouvernement japonais concernant la rétrocession de la Péninsule de Teng-Tien, Tokio, 19 juillet 1895, le Gouvernement impérial, prenant en considération la demande des gouvernements russe, français et allemand, ainsi que l'intérêt du commerce international en général :

1° Reconnaît le canal de Formose comme étant une grande route maritime des nations et comme se trouvant, en conséquence, en dehors de son contrôle ou de son approbation exclusifs;

2° S'engage à ne céder à aucune puissance les îles de Formose et des Pescadores.

(Paragraphe 3. Déclaration concernant la rétrocession de la Péninsule de Feng-Tien.)

2. Art. 8 du traité de Portsmouth.

territoire cédé seront maintenus et protégés dans le plein exercice de leurs industries et droits de propriété à la condition de se soumettre aux lois et à la juridiction japonaises.

Le Japon a pleine liberté de retirer le droit de résidence à « tous les habitants se trouvant dans l'incapacité politique ou administrative », ou de les déporter de ce territoire. Dans cette hypothèse, il est tenu, toutefois, de respecter pleinement les droits de propriété.

Les sujets russes de la partie méridionale de l'île de Sakhaline, cédée au Japon, peuvent rester donc, sous la condition mentionnée ci-dessus, *indéfiniment dans l'île sans jamais devenir sujets japonais*. Ici, le *changement de souveraineté territoriale n'entraîne pas celui de la souveraineté personnelle*.

19. Les sujets japonais habitant le territoire cédé de l'île de Sakhaline, jouissent, en vertu du « Traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles »¹, de la faculté de conserver leur nationalité et de rentrer dans leur pays et, s'ils préfèrent rester dans les territoires cédés ils seront maintenus et protégés dans le plein exercice de leur industrie, droit de propriété et religion, sur le même pied que les nationaux à la condition de se soumettre aux lois et à la juridiction de la Russie.

C'est ainsi qu'ils conservent le droit de pêche et de chasse dans les limites qui leur appartiennent (à la

1. Art. 5, traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles. Art. 3, notes annexées, 7 mai-25 avril 1875. Articles supplémentaires, a, b, c, 22 août 1875.

à la date de la signature du traité, qu'ils seront exempts leur vie durant de tout impôt sur leurs industries, que des certificats leur seront délivrés constatant leur droit d'usufruit et de propriété sur les immeubles qui se trouvent en leur possession lors de signature du traité et enfin que leurs églises, temples et cimetières seront respectés¹.

L'effet des dispositions du traité d'échange déterminant de cette façon la condition des Japonais dans l'île de Sakhaline, subsiste, après le traité de Portsmouth, en ce qui concerne la partie septentrionale de ladite île.

20. Le gouvernement de la Russie s'est engagé à accorder à tous les aborigènes de l'île de Sakhaline une pleine et parfaite liberté de religion, de respecter leurs temples et leurs cimetières². Cette obligation persiste relativement aux aborigènes de la partie septentrionale de l'île de Sakhaline.

21. Le Japon et la Russie ont convenu de ne construire dans leurs possessions respectives sur l'île de Sakhaline et sur les îles qui y sont adjacentes, aucune fortification ni travaux semblables³.

Certains⁴ voient dans cette obligation une servitude internationale négative.

De même, ils se sont engagés respectivement à ne prendre aucune mesure militaire qui pourrait entraver

1. Art. 3, notes annexées, 7 mai-25 avril 1875.

2. Art. 3, notes annexées, 7 mai-25 avril 1875. Articles supplémentaires, d, 22 août 1875.

3. Art. IX du traité de Portsmouth.

4. Hershey, p. 273.

la libre navigation des détroits de la Pérouse et de Tartarie ¹.

22. En vue de développer les relations économiques entre les deux pays et en tenant compte des besoins du Japon en matières premières, le gouvernement de l'U. R. S. S. déclara être disposé à accorder aux sujets, compagnies et associations japonaises des concessions pour l'exploitation des richesses minérales, forestières et autres richesses naturelles sur tous les territoires de l'U. R. S. S. (art. VI de la convention comportant les principes fondamentaux applicables aux relations entre le Japon et l'U. R. S. S. signée à Pékin, le 20 janvier 1925).

Le gouvernement de l'U. R. S. S. accorde actuellement à des entreprises japonaises, recommandées par le gouvernement du Japon, des concessions pour l'exploitation de 50 % de la superficie de chacun des gisements pétrolifères de la partie septentrionale de l'île Sakhaline, mentionnés dans le memorandum soumis le 29 août 1924 au représentant de l'Union par le représentant japonais (Protocole B. 1), le droit de rechercher, pendant une période de cinq ans, les gisements pétrolifères sur la côte orientale de la partie nord de l'île de Sakhaline sur une superficie de mille verstes carrés (Protocole B. 2); des concessions pour l'exploitation des gisements houillers, situés sur la côte occidentale de la partie nord de l'île et le district de Doué, sur une superficie déterminée (Protocole B. 3).

23. L'article VI 2° du traité d'échange accorde le traitement de la nation la plus favorisée aux bâtiments et

1. Art. IX du traité de Portsmouth.

commerçants japonais pour ce qui concerne la navigation et le commerce dans les ports de la mer d'Okhotsk et de ceux de Kamtchatka.

24. Aux termes de la Convention entre le Japon et l'U. R. S. S. concernant la pêche, signée à Moscou, le 23 janvier 1928 (cette Convention comporte trois protocoles : protocole a), b), c) et un protocole final), l'U. R. S. S. accorde aux sujets japonais, conformément aux conditions précisées par la convention elle-même, le droit de pêcher, de prendre et de préparer toutes sortes de poissons et produits aquatiques, sauf¹ les phoques à fourrure et les loutres de mer, le long des possessions de l'U. R. S. S. dans les mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring, à l'exception des rivières et anses.

25. Tous les droits de souveraineté sur la Corée ont passé de S. M. l'Empereur de la Corée à S. M. l'Empereur du Japon en vertu du « Traité concernant l'incorporation de la Corée à l'Empire japonais », signé à Seoul, le 29 août 1910^{2,3} (art. 1, 2).

Le gouvernement japonais se charge par là de l'administration de la Corée et s'engage à assurer aux Coréens la protection de la personne et de la propriété (art. 7); on prévoit également l'admission des Coréens à l'administration sous certaines conditions (art. 8).

1. Convention, Washington, 7 juillet 1911, « *respecting Measures for the Preservation and Protection of the fur Seals in the North Pacific Ocean.* »

2. A. J., 1910, p. 280.

3. V. Proclamation du Japon lors de l'annexion de la Corée, A. I., 1910, p. 281, 29 août 1910.

Déclaration du Ministère des Affaires Etrangères du Japon, 29 août 1910, A. J., 1910, p.p. 281 et s.s.

26. Les sujets russes en Corée seront traités sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée¹.

27. Par échange de notes², le 16 décembre 1910 et le 16 février 1911 (Londres), le gouvernement japonais reconnaît aux sujets britanniques, propriétaires en Corée, de mines ou fonds fonciers, un droit de propriété libre de toutes les conditions ou restrictions prescrites par la législation japonaise et en vigueur au Japon proprement dit, en matière de propriété foncière (loi n° 51, du 13 avril 1910. Principe de l'interdiction³) ou en matière de mines (La loi n° 45 de mars 1905, art. 5, n'accorde pas aux étrangers — y compris les personnes morales — la faculté de jouir de la propriété des mines⁴).

28. En ce qui concerne les mines, les sujets britanniques avaient obtenu du gouvernement coréen, en

1. Art. II, traité de Portsmouth, 5 septembre 1905.

2. Martens, *N. R. G.*, 3^e série, I, XII, p. 281.

3. Cette loi reconnaît le droit de propriété foncier aux étrangers sous trois conditions : 1° sous réserve de certaines zones; 2° à charge de réciprocité; 3° sous condition d'autorisation préalable du Ministre des Affaires Etrangères.

4. Yamada, *Condition juridique des étrangers au Japon*, p. 23.

Bulletin de la Société franco-japonaise de Paris, Paris, 1929.

Législation japonaise en matière de propriété foncière vis-à-vis des étrangers.

En vertu de l'art. II de la circulaire de 1873, il avait été interdit aux étrangers d'être propriétaires, créanciers gagistes ou hypothécaires, de fonds de terre. La loi n° 51 du 13 avril 1910 apporta une certaine atténuation à la rigueur de ce système en autorisant les étrangers à accéder à la propriété, sous réserve de trois conditions, mais cette loi ne fut jamais appliquée. Ce n'est que par la loi n° 42 de 1925 que fut établi le principe de l'assimilation des étrangers aux nationaux en matière de jouissance de la propriété foncière. Cette loi n'a cependant pas encore reçu exécution.

Le principe qu'elle consacre s'applique également aux colonies.

vertu d'arrangements particuliers, un droit d'exploitation que le Japon s'engage à maintenir et respecter¹.

Sur le territoire métropolitain, ce droit est réservé aux sujets japonais. Le droit de recueillir (loi n° 45 de mars 1905, art. 3)² les sables métallifères leur est également réservé (loi n° 10 de mars 1893, art. 4)^{3 4}.

Section III. — Territoire à bail.

29. Bail de Port-Arthur. — **30.** Règles conventionnelles relatives à l'exercice du droit de bail. Condition des russes dans le territoire à bail. — **31.** Condition des chinois dans la province. — **32.** Liberté de commerce dans le territoire de Kouang-Tong. — **33.** Régime douanier de la Province. — **34.** Installation télégraphique ou téléphonique. — **35.** Juridiction consulaire. — **36.** Maintien des forces armées dans la Province.

29. Le gouvernement japonais s'est attribué, en vertu de l'article 5 du traité de Portsmouth, le bail de Part-Arthur, de Talién-wan et les eaux adjacentes, ainsi que tous les droits, privilèges et concessions se rattachant à ce bail ou en faisant partie (y compris tous les travaux et propriétés publics). L'acquisition définitive par le gouvernement japonais du bail en question avait été subordonnée au consentement de la Chine (art. 5 du traité de Portsmouth); le consentement fut accordé par la Chine au Japon par la Convention dite de Mandchourie signée à Pékin le 22 décembre 1905 (art. 1 et 2).

1. Echange de notes, 16 décembre 1910 et 16 février 1911, Londres.

2. Nagaoka, *Condition des étrangers au Japon*, Chunt, 1905 (pp. 12, 17, 31), 1906 (pp. 107-115) (1055-63), 1907 (pp. 314-321).

3. Nagaoka, *op. cit.*

4. Le droit des sujets britanniques en question porte surtout sur les mines d'or.

Le statut du territoire à bail a pour base une série d'actes passés entre la Chine et la Russie dont les plus importants sont la Convention signée à Pékin le 15-17 mars 1898 et le Protocole additionnel signé à Saint-Pétersbourg le 25 avril 1898.

Le bail englobait Port-Arthur, Talien-wan et les eaux adjacentes (y compris les îles) ¹ et avait une durée de vingt-cinq ans à partir de la date de signature de la convention (15-17 mars 1898) ².

Dans les limites ainsi déterminées, le gouvernement chinois accordait à la Russie un droit de bail ou, selon des termes moins fréquemment employés, un droit d'usufruit ³.

La nature de ce droit ne ressort pas cependant avec netteté du texte des instruments diplomatiques qui s'y rapportent, dont la rédaction est, sans doute intentionnellement, fort défectueuse ⁴.

La doctrine cherche donc à déterminer la nature de ce droit, en interprétant ces actes, soit d'après l'intention des parties (théorie de la cession déguisée), soit suivant l'application qu'on a faite de ces instruments diplomatiques ^{5 6}.

1. Yang, *Territoires à bail en Chine*, thèse, Paris, 1929, p. 46.

2. On a institué aussi au nord du territoire une zone neutralisée (Art. 5 de la Convention du 15-17 mars 1898).

3. Moore, *Digest*, vol. II, § 267 et ss.

Contrat pour la construction et exploitation de l'embranchement sud-manchou du chemin de fer chinois de l'Est. 24 juin 1898, St-Pétersbourg, Chine, Russie, § 5.

4. Les instruments sont rédigés dans des termes très vagues, et parfois, incompréhensibles. Le texte se trouve dans : Yang, *Territoire à bail*, p. 46, A. J. 1910 Documents.

5. Brierly, p. 98.

Lauterpacht, *Private law sources and analogies of international law*, pp. 183-90.

6. La majorité des auteurs admettent la théorie classique de la cession déguisée; Despagnet, n° 394 bis, t. I.; Fauchille, I, II, 744; Fenwick, 243-44; Hall, p. 399; Hershey, 269, 283; Laband, *Droit public*

C'est ce droit mal défini qui fut transféré au Japon en vertu de l'article V du traité de Portsmouth. Un traité signé à Pékin, le 25 mai 1915, a prolongé le terme de ce bail : celui-ci prendra fin en 1997 (échange de notes, Pékin, 25 mai 1915).

Quelle que soit la nature de ce droit dans l'opinion des auteurs (bail, usufruit, servitude, souveraineté), le droit public interne du Japon assimile ce territoire à une colonie¹. L'Empire y légifère, règle, et administre la justice, dans la plénitude de sa compétence.

30. Le Japon a donné au gouvernement russe, en vertu du traité de Portsmouth (art. 5), l'assurance que les droits de propriété des sujets russes dans le territoire à bail seront parfaitement respectés.

31. « Les Chinois peuvent quitter ou demeurer à leur gré dans la province et ne doivent pas être chassés. » (Art. 4 de la convention signée à Pékin le 15-27 mars 1898; traité de Portsmouth signé le 23 août-5 septembre 1905; traité signé le 21 décembre 1905 entre la Chine et le Japon, art. 2.)

La cession à bail du territoire de la province n'affecte pas la nationalité des Chinois qui y résident¹.

de l'Empire allemand, trad. franç., II, 678; Lawrence, § 2; Liszt, p. 109; Nys, II, p. 104; Strupp, p. 53; Westlake, 135-136; Wheaton, I, 75; De Lapradelle, *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 1898, XI, 285; D. Pourvoirville, *R. D. I. P.*, 1899, 118-119; Gérard, *Des cessions déguisées*, 1904; Mérignac, *R. D. S.* 1898, X, p. 104; Perrinjaquet, *R. D. I. P.*, 1909, p. 316; Oppenheim cite le bail comme mode d'annexion du territoire, sans adopter la théorie des cessions déguisées, I, p. 136; Lindley, *The acquisition and government of back ward territory in international law*, London, 1924.

Opinion contraire : Lauterpacht, pp. 183-90, Brierly, pp. 243-4; Tachi, I, p. 326; Minobe, 137 (*théorie des servitudes internationales*).

1. Minobe, p. 196, *Eléments de droit constitutionnel du Japon*, Tokio, 1923.

1. Art. 1, 4 de la convention, Pékin, 15-27 mars 1898.

32. Le gouvernement japonais est tenu vis-à-vis des Etats-Unis, en vertu d'un échange de notes (Tokio, 20 et 26 décembre 1899)¹ de respecter dans la province de Kouang-Tong le principe de la « porte ouverte », principe dit de John Hay.

Le Japon s'est engagé :

1° A respecter tous les intérêts acquis par les étrangers dans le territoire à bail;

2° A appliquer le tarif douanier chinois, pour le compte du gouvernement de la Chine, à toute marchandise, sans distinction d'origine, débarquée ou embarquée dans les ports de la province ouverts au commerce extérieur (c'est-à-dire à Dairen).

3° A concéder le traitement des nationaux aux navires étrangers se trouvant dans le territoire, et en matière de tarif des chemins de fer aux marchandises étrangères transportées à travers la province par voie ferrée.

Le même principe se rencontre dans le traité d'alliance, aujourd'hui caduc passé avec la Grande-Bretagne (30 janvier 1902, Londres), le traité de Portsmouth, articles III et IV (5 septembre 1915, Portsmouth), l'arrangement Root-Takahira (échange de notes, 30 novembre 1908, Washington); l'arrangement (échange de notes), Ishii-Lanshing (2 novembre 1917, Washington), (cet arrangement est devenu caduc par suite de l'échange

1. Moore, Digest, vol. V, p. 53-40 § 811; note de M. Buck à Viscomte Aoki; note de Viscomte Aoki à M. Buck; instructions de M. Hay, secrétaire d'Etat à M. White, ambassadeur en Allemagne, 6 septembre 1899; instructions de M. Hay, secrétaire d'Etat à M. Choate, ambassadeur en Grande-Bretagne, 6 septembre 1899; instructions de M. Hay à M. Tower, ambassadeur en Russie, 6 septembre 1899; instructions de M. Hay à M. Buck, ministre du Japon, 13 novembre 1899.

de notes, 14 avril 1923, Washington), l'arrangement (déclaration 10 juin 1907, Paris) Kurino-Pichon.

33. Le gouvernement chinois pourra, en vertu de l'arrangement intervenu à Pékin le 30 mai 1907¹, établir un bureau de douane à Dalny (Dairen). La direction en sera confiée à un directeur de nationalité japonaise qui percevra les droits au profit du Trésor chinois. Le bureau relèvera directement de l'Inspection générale des Douanes². Il appliquera le tarif chinois en vigueur dans les « treaty ports » sur tous les produits ou articles venant de la mer (y compris ceux venant d'un « treaty port ») à destination de l'intérieur de la Chine ou venant de l'intérieur de la Chine à destination d'outre-mer (y compris les « treaty ports »). La province elle-même se constituera en zone franche. Le bureau délivrera, en outre, les certificats de navigation intérieure³.

34. Une convention signée à Tokio le 12 octobre 1908 confirme le droit du Japon d'effectuer sans l'autorisation du gouvernement chinois, des installations télégraphiques ou téléphoniques dans le territoire à bail (et dans les zones du chemin de fer sud-mandchourien).⁴

1. Cet arrangement fut signé entre le ministre plénipotentiaire du Japon et l'inspecteur général des douanes, Sir Robert Havt.

2. Inspection générale des douanes chinoises.

3. Arrangement, Pékin, 30 mai 1907

2. La conférence pour la limitation des armements tenue à Washington en 1921-1922 a envisagé certains points concernant le statut de la Province.

1° Le principe de la suppression des bureaux de poste étrangers en Chine ne s'applique pas aux territoires cédés à bail (Résolution n° 5, 1^{er} février 1922), ni à la zone du chemin de fer.

4. La stipulation de la Résolution n° 6, 1^{er} février 1922, qui vise les mesures à prendre concernant le retrait des forces armées maintenues en Chine pour la protection de la vie et des biens des étrangers, mesures qui sont envisagées par rapport aux forces armées mainte-

35. Les gouvernements ayant des relations diplomatiques avec la Chine ont admis, lors de la cession de la Province à la Russie, que leurs consuls nommés en Chine n'auraient pas le droit d'exercer la juridiction consulaire, sans l'autorisation expresse, par exéquatour ou autrement du gouvernement sous le contrôle duquel le territoire était passé¹.

36. Le traité de Portsmouth reconnaît au Japon le droit de maintenir des troupes sur le territoire à bail.

Section IV. — Chemin de fer Sud-Mandchourie.

37, 38 et 39. Droit du Japon sur ce chemin de fer. — **40.** L'irrégularité de la situation en Mandchourie.

37. Le gouvernement japonais possède en vertu de l'article VI du traité de Portsmouth, le chemin de fer entre Chan-Choun (Kouan-Tchen-Tsy) et Port-Arthur et

nues sans autorisation résultant de traités ou accords ne s'applique ni au maintien des forces armées ni à celui de la police dans la Province et dans la zone du chemin de fer;

3° La situation des stations radiotélégraphiques situées sur les territoires cédés à bail et la zone du chemin de fer est considérée comme devant faire l'objet d'un débat entre le gouvernement chinois et le gouvernement intéressé (Résolution n° 7, 1^{er} février 1922).

Cependant, ceci ne préjuge pas de l'opinion de la Conférence quant à la question de savoir si les stations en question sont ou non autorisées par la Chine.

D'autre part, la situation de semblables stations ne peut porter atteinte au principe de la « porte ouverte » et de la « chance égale », tels qu'ils ont été approuvés par la Conférence. (Déclaration concernant la résolution relative aux stations radiotélégraphiques en Chine).

La Déclaration de la Délégation chinoise porte que le gouvernement chinois ne reconnaît ni n'accorde le droit à aucune puissance étrangère ou leurs ressortissants, d'installer ou d'exploiter, sans son consentement expresse, des stations radiotélégraphiques dans les territoires cédés à bail et dans la zone du chemin de fer (17 décembre 1927).

1. Moore, Digest, vol. II, § 268.

tous leurs embranchements, avec tous les droits, privilèges et propriétés leur appartenant dans la région, ainsi que toutes les mines de charbon appartenant à ces chemins de fer ou nécessaires à leur exploitation. La convention de Mandchourie signée à Pékin le 22 décembre 1905 comporte le consentement du gouvernement chinois à cet état de choses (art. 1, 2).

Parmi les embranchements du chemin de fer Chan-Choun-Port-Arthur se trouve la ligne Antoung-Moukden (art. 6, protocole additionnel, Pékin, 22 décembre 1905).

Ces droits prendront fin en 2002 (traité signé à Pékin, le 25 mai 1915, art. 1; échange de notes, à Pékin, le 25 mai 1915¹).

38. « Tous les droits, privilèges et propriétés appartenant » au chemin de fer sud-mandchourien, sont plus ou moins déterminés dans une série de textes conventionnels dont les plus anciens remontent jusqu'en 1896 : contrat pour la construction et exploitation des chemins de fer chinois de l'Est entre la Chine et la Banque russo-chinoise, signé à Berlin, le 27 août-8 septembre 1896; convention entre la Chine et la Russie signée à Pékin le 15-27 mars 1898 (art. 8); protocole additionnel entre la Chine et la Russie signé à St-Petersbourg, le 25 avril 1898; contrat pour la construction et l'exploitation de l'embranchement sud-mandchourien du chemin de fer chinois de l'Est entre la Chine et la Banque russo-chinoise signé à Saint-Petersbourg le 24 juin 1898; traité de paix entre le Japon et la Russie signé à Portsmouth le 23 août-5 sep-

1. A. J., Documents, 1915.

tembre 1905; convention entre la Chine et le Japon signée à Pékin le 22 décembre 1905; convention des télégraphes entre la Chine et le Japon, signée à Tokio le 7 novembre 1908; traité entre la Chine et le Japon signé à Pékin le 25 mai 1915; échange de notes entre la Chine et le Japon passé à Pékin le 25 mai 1915; protocole entre la Chine et le Japon signé le 8 décembre 1922 à Pékin.

La situation du chemin de fer sud-mandchourien est en pleine évolution. Toutefois elle demeure encore imprécise.

39. Selon le droit public interne du Japon, l'Empire, sur la ligne du chemin de fer sud-mandchourien : 1° exerce l'administration de la police (Cette administration est confiée au gouvernement de Kouang-Tong¹); 2° maintient la garde militaire des voies ferrées (ces soldats font partie du corps de troupes résidant à Kouang-Tong); 3° exécute certains services publics, tels que l'enseignement, l'hygiène, l'exécution des travaux publics, etc. et perçoit les taxes et contributions². Il se charge également des services postaux téléphoniques et télégraphiques.

40. La situation de la Mandchourie est une question avant tout politique. Il est vain de rechercher dans une interprétation exégétique des actes diplomatiques une définition juridique de cette situation.

Ce serait, cependant, faire montre d'une simplicité d'esprit par trop choquante que d'y voir un état « d'illé-

1. Oda, *Droit administratif*, p. 142.

2. Décret d'août 1906, V. Yoshitomi, *Administration étrangère en Chine*, R. G. D. I., 1927, pp. 210 et ss.

galité¹ ». La constatation d'un semblable état de choses ne fait seulement que confirmer notre conviction que l'empire du Droit international n'existe, à l'heure qu'il est, que dans la mesure où la volonté de l'Etat entend l'admettre. La règle du droit des gens n'est pas « une panacée² » qui remédie à tous les maux ni un ukase qui tranche sans équivoque toutes les controverses. Elle ne joue pas, dans les relations entre nations, pour l'affermissement du bon ordre de la communauté internationale, un rôle plus important que les autres institutions, et par exemple, la politique.

Il faut ajouter aussi, que cette situation particulière de la Mandchourie est grandement dûe aux conditions spéciales dans lesquelles se trouve la Chine. Celle-ci n'est pas encore parvenue au développement social, économique ou politique des autres Etats modernes; on ne s'étonnera pas que les règles de droit commun visant les Etats civilisés ne s'appliquent pas, dans leur ensemble, à ce pays. (C'est ainsi que l'on procède à l'établissement de la juridiction consulaire, à l'adoption de la clause unilatérale de la nation la plus favorisée, etc.). On est vraiment tenté ici de se rallier à la séduisante formule du Président Wilson : « Respect de la souveraineté respectable » qui a trouvé sa manifestation doctrinale dans la théorie de M. Tobar en matière de reconnaissance.

1. Par exemple : Hoshien-Tchen : *Etude sur les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon de 1871 à nos jours*, thèse, Paris, 1923.

2. Brierly, Introduction.

Section V. — Territoires sous mandat.

41. Ile de Yap et autres îles.

41. Le Japon a passé un traité bilatéral avec les Etats-Unis relativement à l'île de Yap et aux autres îles placées sous mandat¹².

Aux termes de cette convention, les Etats-Unis consent à l'administration par le Japon des territoires sous mandat, et le Japon s'engage à étendre aux Etats-Unis et à leurs nationaux le bénéfice des obligations définies dans l'acte du mandat (art. 1, 2).

Le Japon s'oblige, en outre, vis-à-vis des Etats-Unis :

1.° A assurer dans les îles la liberté de conscience et de culte, et à reconnaître aux missionnaires américains la liberté de pénétrer, de circuler et de résider dans les îles, d'y acquérir et d'y posséder des biens, d'y construire des édifices religieux et d'y ouvrir des écoles (art. 2) ;

2.° A respecter tous les droits de propriété des Américains (art. 2) ;

3.° A accorder aux Etats-Unis et à leurs nationaux le droit d'accéder à l'île de Yap sur un pied d'entière égalité avec le Japon ou les autres nations et leurs nationaux respectifs, pour tout ce qui concerne la pose et l'exploitation du câble existant Yap-Guam ou de tout câble qui serait ultérieurement posé ou exploité par les Etats-Unis ou par leurs nationaux et relié avec l'île de Yap (art. 3) ;

4.° A concéder le même traitement au gouvernement

1. Traité entre les Etats-Unis et le Japon, signé à Washington le 11 février 1922.

2. Fauchille, I, II, pp. 859-860; Gregory, A. J., p. 249, 1922; Diena, *Recueil des cours*, V, 1925, p. 263; Rolin, *Recueil des cours*, XIX, p. 492.

et aux ressortissants des Etats-Unis pour les communications radio-télégraphiques, sous certaines réserves (art. 3);

5. A accorder au gouvernement et aux ressortissants des Etats-Unis un traitement de faveur relativement aux communications électriques dans l'île de Yap (art. 4).

Un échange de notes, Washington, 11 février 1922, porte que le gouvernement japonais recevra avec la courtoisie habituelle les nationaux et navires des Etats-Unis pénétrant dans les ports et les eaux des îles en question.

Il est dit également dans le traité que le Japon adressera aux Etats-Unis un duplicata du rapport annuel sur l'administration du mandat qu'il doit présenter au Conseil de la S. D. N., que les modifications apportées aux conditions du mandat ne porte pas atteinte aux dispositions du traité (art. 2).

§ II. — FRONTIÈRES

Section première. Détermination des frontières. — **Section II.** Aménagement des frontières.

42. Importance politique du problème des frontières.

43. Rôle de la frontière.

42. « Frontiers are the chief anxiety of nearly every Foreign Office in the civilised world and are the subject of four out of every five political treaties or conventions that are concluded. » (Lord Curzon, *Frontiers, Romane Lecture*, Oxford, 1907).

L'importance du problème est telle, qu'un simple con-

flit d'interprétation du traité sur la question de savoir si la frontière entre l'Argentine et le Chili constituée par la Cordillère des Andes devait suivre la ligne des plus hautes crêtes ou celle de partage des eaux, faillit appeler une solution par les armes. (20 novembre 1902, sentence d'arbitrage¹).

La jurisprudence des Etats-Unis est également dans ce sens; la question de savoir qui est souverain d'un territoire, de jure ou de facto, est une question politique et non judiciaire, dont le pouvoir législatif peut seul envisager la solution qui liera impérativement le juge². De même la jurisprudence anglaise³.

43. La frontière joue un double rôle : en tant que ligne elle sépare les domaines respectifs de deux souverainetés indépendantes, et en tant que zone elle concilie ces deux souverainetés.

L'étude de la frontière n'est complète que lorsqu'elle est envisagée sous ces deux aspects : où passe la ligne de frontière ? comment est aménagée ou organisée la frontière ?

Section I. — Détermination du parcours des frontières.

44. Détermination du parcours de la frontière. — **45.** Opérations de délimitation. — **46.** Le droit conventionnel du Japon. — **47.** Frontières naturelles.

44. Les frontières sont, le plus souvent, déterminées

1. Politis, *Justice internationale*, p. 62.

2. Moore, *Digest.*, I, § 155, p. 745; Moore, *Digest.*, I, § 154, p. 743.

3. Moore, *Digest.*, I, § 155, p. 745.

dans les traités politiques¹, parfois, dans une convention², très rarement dans une déclaration³.

Frontières maritimes. — La frontière qui sépare le Japon de la Russie passe au nord des îles Kouriles par le détroit qui se trouve entre le cap Lopatka de la péninsule de Kamtchatka et l'île Choumcheu (art. 2, traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles, Saint-Petersbourg, 7 mai 1875).

Au sud, le parallèle qui passe au large de Formose par le milieu du canal navigable de Bachi est pris comme ligne de démarcation entre les possessions japonaises et américaines de l'ouest de l'Océan Pacifique (Déclaration du Japon et de l'Espagne concernant une délimitation de territoires, 7 août 1895, Tokio). Les territoires sous mandat attribués au Japon ont pour limite l'équateur.

Frontière terrestre. — Le cinquantième parallèle de latitude nord est adopté comme limite du territoire cédé par la Russie au Japon dans l'île de Sakhaline (art. 9 du traité de Portsmouth.)

Relativement à une partie de la frontière sino-coréenne, « la convention en vue de délimiter la frontière entre la Chine et la Corée et de régler les relations des deux Etats en Mandchourie, Pékin, 14 septembre 1909 (art. 1) porte que la frontière suit, dans la région de Kiang-Heung, la rivière Tumen et à la source de celle-ci le cours de Shi-Yi-Schwéi jusqu'au monument-frontière ». La frontière

1. Traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles, St-Petersbourg, 7 mai 1875; Traité de paix de Shimonoseki, 17 avril 1895; Traité de paix de Portsmouth, 5 septembre 1905; Traité de paix de Versailles, 28 juin 1919, etc.

2. Convention en vue de délimiter la frontière entre la Chine et la Corée et de régler les relations de deux Etats en Mandchourie, Pékin, 24 septembre 1909.

3. Déclaration du Japon et de l'Espagne concernant une délimitation de territoires, 7 août 1895, Tokio.

du territoire à bail commence du « côté nord de la baie d'A-Tang sur le côté ouest du Liao-Tong et passe à travers le sommet de la Montagne d'A-Tang à la côte est du Liao-Tong près du côté nord de la baie de Pi-tseu-wouo¹ ».

45. Le changement de territoire entraîne ordinairement, quand il s'agit du domaine terrestre, la question de la délimitation; les opérations de délimitation consistent dans l'adoption sur le terrain de la limite définie dans le traité, et tracée sur la carte qui lui est annexée.

On procède de la sorte à l'exécution des traités.

Les parties contractantes confient très souvent les opérations de délimitation à une commission dite de délimitation. La tâche de celle-ci consiste en général, à préparer la rédaction d'un instrument diplomatique qui porte constatation sur le sol de la ligne exacte de la frontière. Déterminer précisément la ligne frontière, la consigner dans un acte, à l'aide de documents et plans, puis soumettre cet instrument à l'approbation des gouvernements; tel est son rôle, purement préparatoire, dans l'exécution du traité.

La détermination de la ligne frontière nécessite une série d'opérations matérielles et techniques : établissement d'une carte à grande échelle, piquetage provisoire ou définitif, abornement, pose de signaux, de bornes, de poteaux ou d'arbres, repérages, etc. Du fait de ces opérations, la commission est le plus souvent composée de techniciens militaires ou civils; ses fonctions demeurent

1. La traduction du texte est citée dans : Yang, *Les territoires à bail en Chine*, 1929, Paris, thèse, p. 44.

purement matérielles, fonctions d'exécution et non de décision.

Lorsque la confection de l'acte et des documents et plans qui y sont annexés (description de la limite, carte de la frontière délimitée, état descriptif des bornes) est terminée, les parties contractantes en approuvant cet acte (ainsi que les documents et les plans) le transforment en instrument diplomatique (convention, procès-verbal, protocole, échange de notes, etc.) La ligne de frontière ainsi déterminée revêt désormais un caractère international.

Par la suite, il peut être nécessaire de procéder à certaines opérations : vérification de délimitation, suivie du procès-verbal de vérification (acte administratif) ; rectification de frontière, en exécution d'une convention ultérieure (acte diplomatique).

46. Le droit conventionnel international du Japon ne possède, relativement à la délimitation de ses frontières, qu'un seul instrument diplomatique (échange de notes entre la Japon et la Russie concernant l'approbation des travaux de délimitation, Tokio, le 6 août 1908). L'extrême rareté d'instrument sur ce point s'explique par le fait que la majeure partie de ses frontières sont maritimes.

L'acte de délimitation qui fut adopté par un échange de notes passé à Tokio le 6 août 1908, avait été rédigé le 28 mars-10 avril 1908 à Vladivostock par une commission de délimitation instituée conformément à l'article 9 du traité de Portsmouth du 23 août-5 septembre 1905 ainsi qu'à l'article additionnel au même traité.

La commission était composée de membres nommés

respectivement par les parties contractantes, et en nombre égal pour chacune d'elles.

La fonction de cette commission est déterminée par l'article 2 additionnel de la façon suivante :

« La commission... marquera sur les lieux, d'une manière permanente, la ligne exacte entre les possessions japonaises et russes de l'île de Sakhaline.

« La commission est tenue, autant que les considérations topographiques le permettent, à suivre le cinquantième parallèle de latitude nord pour la ligne de démarcation et dans le cas où des déviations de ladite ligne sur quelques points seront trouvées nécessaires, compensation en sera fait par des déviations corrélatives sur d'autres points.

« Il sera, de même, du devoir de ladite commission, de préparer une liste et description des îles adjacentes qui seront comprises dans la cession et finalement la commission préparera et signera les cartes constatant les limites du territoire cédé. »

La commission était investie — on le voit — du pouvoir de modifier le tracé délimité par le traité. Elle devait également préparer une liste et faire une description des îles adjacentes.

L'article 2 additionnel stipule, d'autre part, que les travaux de la commission seront soumis à l'approbation des H. P. C.

47. Frontières naturelles. *Cours d'eau.* — Le traité de paix de Shimonoseki (art. 3) a adopté le thalweg comme ligne de démarcation¹.

1. La disposition concerne la rivière Liao, art. II, traité de Shimonoseki, 17 avril 1894.

La limite nord de la zone neutre instituée à la lisière de la province de Kouang-Tong passe en partie par la *rive gauche* de la rivière Ta-Yeng, jusqu'à son embouchure qui est *seule* comprise dans la zone²².

Montagne. — En ce qui concerne les frontières en montagne, il semble qu'on ait adopté la ligne des crêtes⁴.

Section II. — Aménagement des frontières.

- I. *Aménagement des frontières en ce qui concerne les frontaliers.*
 II. *Coordination des services publics.* — III. *Coordination des Services publics en Mandchourie.*

48. La conciliation à la frontière des deux souverainetés voisines se réalise par la coordination des services publics proprement dits et par le traitement exceptionnel accordé aux frontaliers.

En cette matière, le droit conventionnel du Japon possède une convention, « en vue de délimiter la frontière entre la Chine et la Corée et de régler les relations des deux Etats en Mandchourie », du 14 septembre 1907 et plusieurs protocoles, arrangements et échanges de notes.

2. Protocole additionnel St-Petersbourg, 25 avril 1898, art. 2.

3. Suivant la doctrine, la ligne exacte de la frontière fluviale passe par : 1° La ligne médiane du cours d'eau. Grotius, Vattel, G. F. de Martens, Klüber, Heffter, Bluntschli; 2° Le thalweg, Fiore, Hall, Mérignac, Pradier-Fodéré; 3° Pour le cours d'eau navigable, le thalweg, pour le cours d'eau non-navigable, la ligne médiane, Hyde, Oppenheim, Rivier. Pratique américaine : Weaton : *Eléments sect.*, 192 et 202; Hyde : *International law*, 1922, t. I, § 138, p. 246, note I.

4. En vertu du Protocole additionnel, signé à St-Petersbourg le 25 avril 1898, art. I (il concerne le territoire à bail) la frontière passe par le sommet (ou *pic*) d'Adams (A-Tang) « le *pic* étant compris dans le territoire à bail »).

I. — AMENAGEMENT DES FRONTIERES EN CE QUI CONCERNE LES FRONTALIERS

49. Frontières sino-coréennes. — Frontières de Kiang-Heung. — **50** et **51.** Frontières de Hsin-Wiju.

49. Sur la frontière sino-coréenne, dans sa partie qui traverse la région de Kiang-Heung, les frontaliers coréens jouissent, en vertu de la convention du 14 septembre 1907 de :

1° La liberté de résidence et d'exploitation agricole dans la région frontière au nord du Tumen dont l'étendue est déterminée dans la carte annexée à la convention (art. 3). Les Coréens en question sont soumis à la juridiction locale (art. 4) dérogeant, sur ce point, aux règles de droit commun, car partout ailleurs ils sont soumis à la juridiction consulaire¹;

2° La liberté d'entrée et de circulation dans la zone ci-dessous déterminée sans passeport ni formalité d'admission (exception faite en ce qui concerne les Coréens porteurs d'armes²).

La convention prévoit « l'installation des bacs aux endroits propices sur la rivière Tumen » (art. 5);

3° Le traitement national en matière fiscale ou autre (art. 4);

4° Le traitement national en ce qui concerne la pro-

1. Convention entre la Chine et le Japon signée à Pékin le 25 mai 1915, art. 5. Traité de commerce et de navigation entre la Chine et le Japon signé le 21 juillet 1896, art. 3.

2. L'art. 4 du Protocole additionnel signé à St-Petersbourg le 25 avril 1898 prévoit en faveur des habitants de la ville de King-Tchéou, certaines facilités dans le parcours des routes frontières.

Le texte se trouve dans : Yang, *Territoire à bail en Chine*, 1929, Paris, thèse, p. 44.

priété immobilière ou foncière que les frontaliers coréens possèdent dans ladite zone (art. 5);

5° La liberté du commerce frontalier.

Les frontaliers coréens ont la liberté d'exporter les denrées agricoles récoltées dans la zone, sauf le cas de disette dans la région (art. 5).

deux Etats en Mandchourie », du 14 septembre 1907, et

Les articles exportés de cette partie de la Mandchourie à destination de la Corée septentrionale ou importés de la Corée septentrionale en Mandchourie jouissent d'une réduction du 1/3 sur les taxes douanières perçues dans les douanes chinoises. (Echange de notes, Pékin, 3-10 mai 1919).

50. Sur une autre partie de la même frontière, un arrangement prévoit une réduction du 1/3 sur les droits d'exportation en ce qui concerne les marchandises exportées par voie ferroviaire de la Mandchourie à destination de Hsin-Wiju¹ pour la consommation locale, ou sur les droits d'importation relativement aux marchandises originaires de Hsio-Wiju importées par la même voie en Mandchourie. (Arrangement, 29 mai 1913, Pékin). Les droits de douane en question sont ceux perçus dans les douanes chinoises.

Dans le même ordre d'idées, des bénéfices identiques sont prévus dans le même arrangement pour ces marchandises importées en Mandchourie par voie ferroviaire, de ou à travers la Corée, ou exportées de la Mandchourie par la même voie à ou à travers la Corée. (Agreement, 29 mai 1913, Pékin).

1. C'est une ville qui se trouve sur le bord de la rivière Yalou, cours d'eau frontière.

51. Mieux encore, le protocole annexé au traité de Pékin, du 22 décembre 1905, (art. 11), oblige chacune des parties contractantes à accorder aux ressortissants de l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce frontalier. C'est là, d'ailleurs, le seul instrument diplomatique signé avec la Chine où l'on puisse rencontrer cette clause sous la forme réciproque¹.

II. — COORDINATION DES SERVICES PUBLICS

52. 1° Chemins de fer ; 2° Concordance entre les diverses exploitations de chemins de fer ; 3° Douanes ; 4° Frontières russo-coréenne. — **53.** Faible développement du régime de la frontière sino-coréenne.

52. La coordination des services publics sur la frontière japonaise consiste dans :

1° Raccordement (ou établissement) des lignes de chemin de fer.

Dans la « convention en vue de délimiter la frontière entre la Chine et la Corée et de régler les relations des deux Etats en Mandchourie » du 14 septembre 1909 passée entre la Chine et le Japon à Pékin (art. 6), il est question du prolongement de la ligne Girin-Chang-Choun jusqu'à la frontière nord du Yenching où on la raccordera (à Hoïriyong) au chemin de fer coréen. Le protocole signé à Moukden, le 4 avril 1910, concerne le pont à jeter sur la rivière Yalou afin d'effectuer le raccordement entre la ligne du chemin de fer coréen et le chemin de fer Antoung-Moukden;

1. La clause est conçue dans la forme unilatérale : art. 6, traité de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895; art. 25, traité de commerce et de navigation, signé à Pékin, le 21 juillet 1896; art. 9, traité supplémentaire de commerce et de navigation signé à Changhaï le 8 octobre 1903.

2° Concordance technique réalisée entre les diverses exploitations de chemins de fer.

« Le protocole concernant le pont à jeter sur la rivière Yalou » signé à Moukden le 4 avril, envisage également la concordance technique à réaliser entre les exploitations de chemins de fer coréen et Antoung-Moukden. Un arrangement signé à Moukden le 2 novembre 1911 concerne le trafic direct, l'emploi réciproque du matériel roulant (excepté les locomotives), etc. sur ces lignes;

3° Coordination des services de douane.

L'arrangement du 2 novembre 1911, Moukden, prévoit (relativement au trafic direct entre les chemins de fer coréen et Antoung-Moukden) la coordination des formalités douanières (y compris les opérations matérielles et le traitement des bagages de voyageurs), et l'institution d'une gare unique où s'accompliront ces formalités pour les deux pays.

Un arrangement passé à Pékin, le 29 mai 1913, porte une stipulation relative à l'assistance mutuelle que se porteront les services douaniers des pays respectifs dans la répression de la contrebande (art. IV);

4° Démilitarisation de la frontière russo-coréenne.

L'article II du traité de Portsmouth, signé le 5 septembre 1905, dispose que, pour éviter toute cause de malentendu, les deux H. P. C. s'abstiendront, sur la frontière russo-coréenne, de prendre toute mesure arbitraire qui pourrait menacer la sécurité du territoire russe ou coréen.

53. Il ressort de l'étude précédente que les avantages établis par le régime relatif à la frontière sino-coréenne, sont, en principe, accordés unilatéralement,

tant en matière de service public qu'en ce qui concerne le traitement des frontaliers¹. Le régime ne comporte, d'ailleurs, qu'un faible développement.

III. — COORDINATION DES SERVICES PUBLICS EN MANDCHOURIE

54. Chemins de fer. Raccordement. — **55.** Privilèges accordés au gouvernement chinois. — **56.** Services télégraphiques. — **57.** Câble sous-marins.

1°. — *Service du transport ferroviaire*

54. L'exploitation du chemin de fer sud-mandchourien (y compris ses nombreux embranchements) a fait apparaître la nécessité du raccordement et de la concordance technique de ses services avec ceux des chemins de fer chinois ou russe qui le rejoignent. Une série d'instruments diplomatiques ont alors été passés dans ce sens.

Le droit conventionnel du Japon possède ainsi des textes conventionnels envisageant le raccordement et la concordance du chemin de fer sud-mandchourien, soit avec le chemin de fer Chinois de l'Est (art. VIII du traité de Portsmouth; arrangement entre le Japon et la Russie, signé à Kwantchengtze, le 21 juillet 1907; convention russo-japonaise provisoire concernant le service de

1. Sont rédigés avec le caractère unilatéral :

Arrangement du 2 novembre 1911, concernant le trafic direct; agreement concerning special duty reduction treatment of goods imported into Manchuria from through Chosen by rail via Antoung, signé le 29 mai 1913 à Pékin; échange de notes du 3 mai 1919; protocole concernant le pont à jeter sur la rivière Yalou signé à Moukden le 4 avril 1910; convention en vue de délimiter la frontière et de régler les relations des deux Etats en Mandchourie signé le 14 septembre 1909.

raccordement des chemins de fer japonais et russe en Mandchourie, signé à Saint-Pétersbourg, le 13 juin 1907; articles additionnels signés à Saint-Pétersbourg, le 13 juin 1907; protocole du même jour : Convention russo-japonaise, signée à Saint-Pétersbourg, le 4 juillet 1910; art. I, convention russo-japonaise pour le transport direct de Mandchourie par chemins de fer et bateaux à vapeur japonais et russe, signé le 16 août 1911) soit avec le chemin de fer Pékin-Moukden (arrangement signé le 15 avril 1907, art. 5, concernant la ligne Simmington-Moukden; arrangement signé le 5 octobre 1908; arrangement signé le 4 septembre 1909, art. 5; arrangement signé le 2 septembre 1912; protocole additionnel signé à Pékin, le 22 décembre 1905, art. 7, relatif au chemin de fer Antoung-Moukden), soit avec le chemin de fer Girin-Chang-Choun (arrangement, 15 avril 1907, art. 5).

55. Le gouvernement de l'Empire assure le fonctionnement du service des transports par chemin de fer avec le consentement du gouvernement chinois, sur une partie du territoire de celui-ci. Certains arrangements accordent quelques privilèges en retour à ce dernier : réduction des tarifs ou, parfois, exemption complète de paiement (arrangement concernant le chemin de fer Antoung-Moukden, signé le 30 octobre 1911, à Moukden; Protocole additionnel, art. 6, relativement à la ligne Antoung-Moukden, signé à Pékin, le 22 décembre 1905; arrangement signé le 15 avril 1907, à Pékin, art. 3, concernant la ligne Chang-Choun-Girin). Il en est de même avec le chemin de fer Sud-Mandchourien (art. 11, contrat pour la construction et exploitation du

chemin de fer Chinois de l'Est, signé le 27 août-18 septembre 1896).

2°. — *Services postaux*

56. Les services télégraphiques dans la zone du chemin de fer sud-manchourien sont placés sous l'administration du Japon. Il en résulte la nécessité de leur raccordement avec les services chinois du reste de la Mandchourie.

C'est ainsi qu'une Convention est intervenue le 12 octobre 1908, aux termes de laquelle la Chine s'engageait à « placer les fils télégraphiques spéciaux » afin de réaliser ce raccordement.

57. Une Convention du 12 octobre 1908 prévoit le raccordement des câbles sous-marins, entre la province de Kouang-Tong et Tchéfou.

CHAPITRE II

REGLES AYANT TRAIT A LA POPULATION

58. La détermination de la nationalité rentre dans la compétence exclusive de l'Etat. — **59.** Conflits de nationalité. — **60.** Souveraineté personnelle. — **61.** Aborigènes du groupe des îles Kouriles. — **62.** Aborigènes de l'île de Sakhaline. — **63.** « Habitants de Formose ». — **64.** Russes dans les îles Kouriles et dans l'île de Sakhaline. — **65.** Japonais dans l'île de Sakhaline. — **66.** Coréens. — **67.** Nationalité des navires de commerce. — **68.** Nationalité des personnes morales.

58. L'acquisition et la perte de la nationalité sont réglées par le droit interne de chaque Etat. Celui-ci est maître absolu en la matière.

La nationalité ne présente pas d'intérêts seulement au point de vue juridique; la question de déterminer qui est et qui peut être citoyen d'un Etat peut revêtir une telle importance qu'elle peut mettre en jeu la puissance économique ou morale de cet Etat ou en compromettre la défense nationale : aussi les gouvernements de tous les pays résolvent-ils le problème chacun pour leur propre compte, s'inspirant de leurs intérêts particuliers.

C'est ainsi qu'ils répugnent à l'intervention du droit conventionnel particulier en la matière ¹, prétendant que

1. Les traités bilatéraux sont très rares en la matière.

celle-ci relève du droit public interne¹, qu'ils opposent un scepticisme hostile à toute tentative de codification², écartent la solution arbitrale des conflits internationaux qu'elle a fait naître³, se réservant le droit de décréter la déchéance de la nationalité soit individuellement soit collectivement à l'égard des éléments réfractaires de sa population⁴ et enfin vont parfois jusqu'à déclencher une guerre pour sauvegarder ses intérêts sur ce point⁵.

Les ressortissants, de leur côté, s'attachent religieusement à leur nationalité, « la traitant comme un privilège, un patrimoine, une chose qu'on est fier de posséder⁶ ».

59. L'Etat n'entend point, donc, aliéner de ce chef sa compétence exclusive. L'« anarchie de la souveraineté » qui en résulte entraîne fatalement des conflits de compétence, tant positifs que négatifs : double nationalité, état d'un individu ressortissant en même temps de plusieurs Etats, et « heimatlosat » ou « apolidie », situation d'un individu qui n'est ressortissant d'aucun Etat. On recourt

1. Arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation, 2 février 1921, Dalloz, *Rec. Pér.* 1921, I. I., note Ambroise Colin.

2. La récente convention de la Haye s'est préoccupée seulement de diminuer les cas d'apolidie et de double nationalité, elle a envisagé aussi la situation de la femme mariée.

« La convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité, La Haye, 9 avril 1930.

3. La matière de la nationalité est très souvent l'objet de réserves dans les traités d'arbitrage.

Aussi, De Lapradelle, *Revue de droit international privé*, 1922-23, p. 151.

4. La dénaturalisation des émigrés russes par le gouvernement de l'U. R. S. S. ou des anti-fascistes par le gouvernement italien ou encore des Arméniens par la Turquie, etc.

5. La guerre des Boers est due, en partie, à des raisons de ce genre.

6. Rivier, I, 308, note.

parfois au droit conventionnel afin d'atténuer les inconvénients qui peuvent résulter de ces difficultés¹.

60. La nationalité ainsi accordée crée entre l'Etat et ses ressortissants de nombreux liens de droit, et confère internationalement à l'Etat des droits dits de souveraineté personnelle qui se résument dans une allégeance sur ses ressortissants (droit de réclamer des services publics, droit de percevoir certaines taxes, droit de punir dans la mesure où il n'y a pas incompatibilité avec la souveraineté territoriale de l'Etat de résidence) et à leur protection à l'étranger.

Parfois l'Etat détermine conventionnellement qui seront ses nationaux.

Le droit conventionnel du Japon comporte plusieurs traités attribuant la nationalité japonaise à une certaine catégorie d'individus. Tels sont le Traité d'Echange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles signé à St-Petersbourg le 7 mai 1875, le Traité de Paix signé à Shimonoseki le 17 avril 1895, le Traité de Paix signé à Portsmouth le 5 septembre 1905, le Traité d'Annexion de la Corée signé à Séoul, le 29 août 1910.

61. Aborigènes du groupe des îles Kouriles. — Les aborigènes qui se trouvent domiciliés aux îles Kouriles

1. Exemple, V. Liszt. Traité conclu entre la France et la Suisse du 23 juillet 1873; traité entre les Etats-Unis et la Confédération de l'Allemagne du Nord du 22 février 1868 (*Convention Bancroft*) R. G. B. I., p. 228; traité d'amitié entre l'Empire allemand et le Nicaragua du 4 février 1896 (R. G. B. I., 1897, p. 171, art. 10, § 1); traité entre la Grande-Bretagne et Haïti du 6 avril 1906; traité d'amitié entre l'Empire allemand et le Honduras du 2 décembre 1887, (R. G. B. I., 1888, p. 262); traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Empire allemand et la Costa-Rica du 18 mai 1875, (R. G. B., I., 1877, p. 13).

sont devenus sujets du gouvernement japonais à l'expiration de trois années à dater de la notification à eux faite de l'Article supplémentaire au Traité d'Echange conclu à Tokio le 22 août 1875 entre le Japon et la Russie (condition suspensive). (Art. 3, notes annexées au Traité d'Echange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles signé à Saint-Petersbourg le 7 mai 1875, § (D) de l'Article supplémentaire au Traité d'Echange signé à Tokio le 22 août 1875).

62. Aborigènes de l'île de Sakhaline. — Les aborigènes de la moitié sud de l'île de Sakhaline ont acquis la nationalité japonaise en vertu du traité de Portsmouth. (Traité d'Echange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles, notes annexées, art. 3, signées à Saint-Petersbourg le 25 avril-7 mai 1875; Article supplémentaire signé à Tokio le 22 août 1875; art. 9 Traité de Paix, signé à Portsmouth, le 5 septembre 1905).

63. « Habitants » de Formose. — L'article 5 du Traité de Paix signé à Shimonoseki le 17 avril 1895 entre la Chine et le Japon stipule que les « habitants¹ » (!) de Formose qui n'auraient pas abandonné le territoire cédé (c'est-à-dire vendu leurs propriétés immobilières, transporté leur résidence en dehors des districts cédés) à l'expiration de la période de deux ans à partir de la date de l'échange des ratifications du Traité, sont considérés, *au gré du Japon* (at the option of Japan) comme sujets japonais (condition suspensive.)

1. Aucune précision n'est donnée davantage.

64. Russes dans les îles Kouriles et dans l'île de Sakhaline. — Les changements de souveraineté qui se produisirent aux îles Kouriles (Traité d'Echange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles, signé à Saint-Pétersbourg, le 25 avril-7 mai 1875; Article supplémentaire Tokio, le 22 août 1875) et dans l'île de Sakhaline (Traité de Portsmouth, signé le 5 septembre 1905) n'affectèrent point la nationalité des sujets russes qui demeurèrent sur les territoires en question.

65. Japonais dans l'île de Sakhaline. — Les Japonais qui demeurèrent dans l'île de Sakhaline après la cession de cette île à la Russie par suite du Traité d'Echange signé à Saint-Pétersbourg le 7 mai 1875, ont conservé leur nationalité.

66. Coréens. — Le Traité d'Annexion de la Corée signé à Séoul le 29 août 1910 a transféré au Japon « tous les droits de souveraineté sur toute l'étendue de la Corée. »

Les Coréens sont devenus par l'effet de cette annexion sujets japonais (art. 1, 2, 6), et le gouvernement de l'Empire s'est imposé leur protection à l'étranger au même titre que celle des Japonais proprement dits. (Déclaration du ministre des Affaires Etrangères du 29 août 1910^{1 2}).

1. A. J., 1910, p. 281.

2. Situation des administrés mandataires. Les habitants indigènes des territoires sous mandat attribués au Japon sont dans une situation particulière. Leur statut est distinct de celui des nationaux et ne saurait lui être assimilé par une mesure quelconque de portée générale. Les habitants indigènes de ce territoire n'acquièrent la nationalité japonaise que par voie de naturalisation spéciale. Ils bénéficient à l'étranger de la protection du Japon.

67. On assimile aux ressortissants d'un Etat les navires et les personnes morales.

C'est l'Etat qui détermine dans sa législation interne la nationalité des navires de commerce. Les traités de commerce contiennent parfois une stipulation qui confirme ce principe;

« Tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais et tous les navires qui, conformément aux lois mexicaines, sont considérés comme navires mexicains, seront considérés respectivement en tout ce qui concerne l'application de ce traité comme navires japonais et mexicains¹. »

Il est très fréquemment question du pavillon et des papiers de bord dans les dispositions conventionnelles :

« Les navires et bateaux naviguant sous *le pavillon* de l'une des H. P. C. et *porteurs des papiers de bord et documents exigés* par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie Contractante sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications²³. »

1. Art. 26, Traité de commerce et de navigation, Mexique, 8 octobre 1924 dans le même sens :

Traités de commerce passés avec : l'Argentine (art. 9), l'Equateur (art. 10), le Chili (art. 9), la Colombie (art. 9), le Brésil (art. 9), la Grèce (art. 9), la Grande-Bretagne (art. 18), la Lettonie (art. 17), la Finlande (art. 14).

2. Dans ce sens.

Traités de commerce passés avec : la Belgique (art. 10), Allemagne (art. 6), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 16), Suède (art. 11), Etats-Unis (art. 10), Danemark (art. 12), Espagne (art. 11), France (art. 12), Norvège (art. 10), Pays-Bas (art. 12), Pologne (art. 12).

3. Le Protocole de signature passé avec la Pologne, Varsovie, le 7 décembre 1922 porte que les H. P. C. s'engagent à conclure un arrangement sur une base équitable relative à la reconnaissance réciproque des papiers de bord.

68. Le droit conventionnel¹ du Japon adopte comme critérium de la nationalité des personnes morales à la fois :

1° La législation selon laquelle les personnes morales se sont constituées;

2° Le siège social, domicile ou lieu d'enregistrement^{2, 3}.

1. Traité de commerce avec :

Etats-Unis (art. 7), Equateur (art. 13), Suède (art. 7), Norvège (art. 8), Danemark (art. 9), Grande-Bretagne (art. 15), France (art. 4), Lettonie (art. 12), Tchécoslovaquie (art. 13), Italie (art. 12), Espagne (art. 8), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 11), Suisse (art. 13), Belgique (art. 9), Pologne (art. 11), Bolivie (art. 10), Paraguay (art. 10), Allemagne (art. 13), Finlande (art. 10), Mexique (art. 13).

Art. 6, le Siam n'adopte comme critérium que la législation conformément à laquelle les personnes morales ont été constituées.

2. Il est question du lieu d'enregistrement dans les traités conclus avec : Equateur (art. 13), Grande-Bretagne (art. 15), Tchécoslovaquie (art. 13), Espagne (art. 8).

3. Théories sur la nationalité des personnes morales :

a) La nationalité de la majorité des membres détermine celle de la personne morale;

b) Le siège social effectif comme le critérium de cette nationalité;

c) La nationalité du pays dont la législation a donné naissance à la personne;

d) Théorie du contrôle : jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes (Recueil, I, p. 422; III, p. 889; III, p. 954).

DEUXIÈME PARTIE

Normes concernant la coordination de la compétence

CHAPITRE PREMIER

REGLES DÉTERMINANT LE STATUT DES ÉTRANGERS

(étrangers proprement dits, navires et marchandises)

§ I. — ETRANGERS¹

Section Première. Admission des étrangers. — **Section II.**
Condition des étrangers.

Section I. — Admission des étrangers.

I. Admission des étrangers. — II. Immigration. — III. Formalités relatives à l'admission sur le territoire Japonais.

I. — ADMISSION DES ETRANGERS

69. Le principe de droit international en la matière.

69. Le droit international confère à l'Etat le droit d'accorder ou de refuser aux étrangers l'accès de son territoire. Il lui reconnaît également la compétence de les expulser ou extradier, après les avoir reçus, à tout moment et à tout propos². L'Etat est maître chez lui : « ses

1. Les dispositions de traité citées ainsi : Etats-Unis (art. 1), Argentine (art. 2), etc, sont celle des traités de commerce en vigueur conclus avec les Etats-Unis, l'Argentine, etc.

2. River, *Principes du droit des gens*, I, p. 307.

Dans le même sens. Par exemple Calvo, § 700, Oppenheim I, § 314.
« The reception of foreigners is a matter of discretion, and every state is by reason of its territorial supremacy competent to exclude

craintes peuvent être sans fondement : ses législations peuvent être excessives : l'Etat n'en est pas moins dans son droit ^{1 2}. »

Le Japon possède aujourd'hui, en matière d'extradition, un traité signé avec les Etats-Unis le 29 avril 1886, modifié par l'amendement du 5 juillet 1886 et complété le 17 mai 1906.

II. — IMMIGRATION

70. Le problème de l'immigration est indépendant de celui de l'admission des étrangers en général. — **71.** Règles établies à l'égard de l'immigration japonaise.

70. « L'immigrant » est au regard du droit interne un sujet distinct de l'étranger en général, doué d'un statut juridique particulier ³. Le droit international tend, par répercussion, à le considérer comme une entité juridique ayant son propre champ d'action ⁴. La tendance est très

foreigners from the whole or any part of its territory ». Hershey § 244, pp. 256--7, cite Calvo. Hall, p. 264 : « A State being at liberty to do whatever it chooses within its own territory... it has the right of receiving and giving hospitality or asylum to emigrants or refugees, etc... » « ...it be grated that in strict law a country can refuse the hospitality of its soil to any or to all foreigners : but its exercise of the right is necessarily tempered by the facts of modern civilisation... » p. 264. Strupp, I, p. 138.

Opinion contraire : Bonfils, Fauchille, Fiore, Heffter etc. Liszt, p. 211, « Il résulte des principes fondamentaux du droit international que les ressortissants de tous les Etats civilisés doivent avoir libre accès sur le territoire de chacun de ces Etats (jus commercii) ».

1. Hall, p. 264.

2. La pratique législative des Etats-Unis est nettement dans ce sens ; la Cour suprême partage également l'opinion du Congrès sous ce rapport.

3. La législation d'ensemble américaine relative à l'immigration et de ses célèbres lois de 1921-24, la législation française pour la protection du travail national, (8 août 1873-20 janvier 1928), l'Aliens Act de 1905, la fondation du Commissariat Royal d'Immigration (1902), etc.

4. Activité de la S. D. N. et de l'Organisation Internationale du Travail, deux conférences de Rome et de Cuba.

nette surtout en ce qui concerne le droit particulier¹. Il en est ainsi concernant le droit particulier du Japon qui comporte un faisceau d'actes dans ce sens : Déclaration concernant la limitation et le contrôle des émigrations des travailleurs japonais aux Etats-Unis signé à Washington le 21 février 1911 (aujourd'hui caduque, par suite de la législation américaine du 26 mai 1924); Echange de notes relatives à l'amendement du traité de commerce avec les Etats-Unis du 21 février 1911, à Washington, 21 février 1911; Echange de notes relatives à la discrimination ethnique avec le Paraguay, 29 et 30 novembre 1920; procès-verbal de la signature du traité de commerce et de navigation et de la convention spéciale et réciproque de douane conclus avec la Suède, 19 mai 1911; Déclaration concernant la limitation et le contrôle de l'émigration des travailleurs japonais au Canada, à Ottawa, le 11 avril 1911, et enfin le « Gentlemen's Agreement » 1907-8 (aujourd'hui caduc par suite de la législation américaine de 1924 sus-mentionnée, note japonaise du 31 mai 1924^{2 3 4}).

71. L'Equateur⁵ et le Paraguay⁶ se sont engagés à ne faire aucune discrimination à l'égard de l'immigration japonaise sur leur territoire. Le procès-verbal de signa-

1. Par exemple : Traités de travail signés entre 1919-1924 par la France.

2. *International conciliation*, 1925, p. 201; *International conciliation*, 1929, pp. 20 et ss.; note de M. Hugues à M. Hanihara, 16 juin 1924.

3. Relativement au *Gentlemen's Agreement*; *International conciliation*, 1925, pp. 201 et ss.

4. Fenwick A. J., 1924, p. 508; Brown Scott, A. J., 1923, p. 510; *Revue Internationale du Travail*, février-mars 1923, p. 390, A. J., 1923, p. 36.

5. Echange de notes, 26 août 1918.

6. Echange de notes, 29-30 novembre 1920.

ture annexé au traité de commerce et de navigation signé avec la Suède le 12 mai 1911 est également dans ce sens.

D'autre part, le Japon est tenu de maintenir effective une politique restrictive d'émigration japonaise au Canada¹.

III. — FORMALITES RELATIVES A L'ADMISSION SUR LE TERRITOIRE JAPONAIS

72. Formalités relatives à l'admission sur le territoire japonais.

72. L'étranger qui se présente à la frontière japonaise n'est admis que s'il remplit certaines conditions dictées par la législation interne². Il est tenu surtout d'être muni d'un passeport visé par l'agent diplomatique ou consulaire japonais.

Un certain nombre d'échanges de notes dispose que le port de passeport est suffisant³.

Les Chinois sont de même dispensés du passeport⁴.

Il est expressément stipulé, parfois, que l'admission est subordonnée, soit aux dispositions légales en matière de passeport⁵, soit aux lois, ordonnances et règlements relatifs à la santé publique, police, hygiène, applicables à tous les étrangers⁶.

L'ordonnance n° 1 du département de l'Intérieur du 24 janvier 1918 n'autorise pas l'admission :

1. Déclaration, Ottawa, 11 avril 1911.

2. Ordonnance sur l'immigration, 24 janvier 1918; *Revue Internationale du Travail*, 1923, février-mars, p. 390.

3. Echange de notes avec la Finlande, 25 février 1928 (*Recueil S. D. N.*, LXXI, p. 467); Echange de notes avec la Norvège, 21-29 mars 1928 (*Recueil S. D. N.*, LXXIII, p. 81); Echange de notes avec l'Autriche, 6 juillet 1928 (*Recueil S. D. N.*, LXXXI, p. 425), etc.

4. Echange de notes, 25 janvier 1918.

5. Protocole final, Allemagne, 20 juillet 1927.

6. Echange de notes, Tchécoslovaquie, 30 octobre 1925, n° 1.

1° Des personnes non munies de passeport ou de certificat de nationalité;

2° Des personnes suspectées d'agissements contraires aux intérêts du Japon et soupçonnées d'être au service d'un pays ennemi;

3° Des personnes susceptibles de constituer une menace pour l'ordre et la moralité publique;

4° Des mendiants et des vagabonds;

5° Des personnes atteintes d'une maladie infectieuse ou d'une affection dangereuse au point de vue de l'hygiène publique;

6° Des fous, des faibles d'esprit, des indigents et des personnes susceptibles de devenir une charge pour l'Etat.

Section II. — Condition des étrangers.

I. *Généralités.* — II. *Condition des étrangers proprement dits.*

I. — GENERALITES

73. La règle du droit des gens en la matière. — **74.** La violation de cette règle rend responsable l'Etat délictueux vis-à-vis de l'Etat auquel appartient l'étranger lésé. Droit conventionnel en la matière. — **75.** La condition des étrangers est une matière qui échappe progressivement à l'emprise du droit conventionnel. — **76.** La situation des étrangers est parfois envisagée dans les traités de commerce.

73. Si l'Etat est juge souverain de l'opportunité de l'admission des étrangers sur son territoire, il ne l'est pas pourtant en ce qui concerne le traitement à accorder aux étrangers *admis*. Ce traitement est déterminé par les règles du droit coutumier : il doit être conforme aux principes démocratiques, tels qu'ils sont généralement admis par les Etats modernes : reconnaissance de la qualité de personne, de sujet de droits, tant publics que

privés, et protection juridique de la situation ainsi déterminée. Restreindre la condition des étrangers au-dessous du minimum obligatoire, c'est violer la règle de droit, commettre un délit international. L'empire du droit coutumier s'affirme ici avec toute sa force : et la souveraineté de l'Etat s'estompe.

74. L'Etat agissant en violation de cette règle se rend responsable vis-à-vis de l'Etat auquel appartient l'étranger faisant l'objet du traitement illicite, mais vis-à-vis de cet Etat seul. L'article 25 du traité de commerce passé avec le Mexique, le 4 mai 1925, confirme ce principe ¹.

« A l'égard des réclamations ou plaintes d'individus particuliers en matière d'ordre civil, criminel ou administratif, les agents diplomatiques des H. P. C. n'interviendront pas, sauf pour cause de refus ou retard extraordinaire ou illégal de justice, pour manque d'exécution d'une sentence définitive : ou bien les recours légaux épuisés pour violation expresse des traités existants entre les H. P. C., ou des règles du droit international aussi bien public que privé, reconnues généralement par les nations.

« Il est également stipulé entre les deux H. P. C. qu'aucun des Gouvernements ne prétendra rendre l'autre responsable (à moins qu'il y ait eu faute ou manque de diligence de la part de leurs autorités respectives ou de leurs agents) des dommages, vexations ou exactions occasionnés en temps d'insurrection ou de guerre civile, aux sujets ou citoyens d'une Partie dans le territoire de l'autre par des rebelles, insurgés ou tribus sauvages soustraies aux ordres du gouvernement.

1. Cette disposition est le seul texte qui se prononce dans le droit conventionnel du Japon sur ce point,

« Il est entendu toutefois que, dans le cas où l'une des H. P. C. acceptera, par voie d'accord ou autrement en ce qui concerne les réclamations des sujets ou citoyens d'une tierce Puissance quelconque, une responsabilité plus étendue que celle qui est spécifiée ci-dessus, les réclamations des sujets ou citoyens de l'autre Partie Contractante ne seront pas traités d'une manière moins favorable. »

75. La condition des étrangers est une matière qui échappe progressivement au domaine du droit conventionnel ; celui-ci cède sans cesse le terrain au droit coutumier. Alors que les traités de commerce des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles se distinguaient par leur réglementation minutieuse du statut des étrangers, à partir du ^{xix}e siècle, ils s'en préoccupent de moins en moins, abandonnant le champ à la coutume toujours plus forte et plus envahissante.

76. On envisage parfois la condition des étrangers dans les traités de commerce¹, très rarement dans la déclaration ou dans les notes échangées². Le Japon ne possède qu'un seul traité d'établissement³. Parfois, elle est envisagée dans un traité politique⁴.

1. Etats-Unis (art. 1), Argentine (art. 2), Belgique (art. 2), Bolivie (art. 2), Brésil (art. 3), Chili (art. 1), Colombie (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1), Danemark (art. 1), Equateur (art. 3), Finlande (art. 1), France (art. 2), Allemagne (art. 1), Grande-Bretagne (art. 1), Grèce (art. 3), Pays-Bas (art. 1), Italie (art. 1), Lettonie (art. 1), Mexique (art. 1), Norvège (art. 1), Paraguay (art. 2), Pérou (art. 1), Pologne (art. 1), Siam (art. 1), Suède (art. 1), Espagne (art. 1).

2. Echange de notes, 3 octobre 1925, Autriche.

Déclaration concernant l'Indo-Chine française, Paris, le 10 juin 1907.

Déclaration concernant l'Indo-Chine française, Paris, le 19 août 1911.

3. Traité d'établissement et de commerce, signé le 20 décembre 1911 avec la Suisse.

4. Convention comportant les principes fondamentaux réglant les relations entre le Japon et l'U. R. S. S., signé le 20 janvier 1925.

Dans les traités de commerce, dont le but est de poser ou de déterminer les principes devant régir les rapports commerciaux entre les Parties Contractantes, la situation des étrangers n'est forcément envisagée qu'en fonction du commerce international. Le droit conventionnel commercial ignore, en principe, les considérations ressortissant notamment du droit interne, en particulier, du droit dit international privé, qui cherche à envisager les étrangers moins en leur qualité de commerçants qu'en tant qu'élément constitutif d'un ordre juridique national.

II. — CONDITION DES ETRANGERS PROPREMENT DITS

A) Commerce et industrie

77. Règle conventionnelle. — **78.** Exceptions. — **79.** Commerce par escales.

77. La garantie conventionnelle d'un certain traitement (national ou favorisé) existe dans le droit particulier japonais : 1° en faveur des étrangers en général sur le territoire japonais pour tout ce qui concerne les études ou investigations, l'exercice des métiers et professions, l'exécution des entreprises industrielles et manufacturières¹, les œuvres religieuses, de charité et d'enseignement², le trafic des articles de commerce licite³.

1. Allemagne, (art. 1), Belgique, (art. 2), Danemark, (art. 1), France, (art. 2), Espagne (art. 2), Italie (art. 2), Mexique (art. 2), Norvège (art. 1), Pays-Bas (art. 1), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 2), Suède (art. 1), Suisse (art. I), Equateur (art. 3), Paraguay (art. 2), Finlande (art. 2), Grande-Bretagne (art. 2), Lettonie (art. 2), Pologne (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1), Autriche, Echange de notes (Accord additionnel de commerce), 3 octobre 1925, U. R. S. S., (art. 4), est également dans ce sens.

2. Siam, art. 1.

3. Voir note 1, en plus : Etats-Unis (art. 1), Argentine (art. 3), Bolivie (art. 2), Pérou (art. 2), Bulgarie, notes échangées le 11 novembre 1927.

Un échange de notes avec la Tchécoslovaquie mentionne que « l'exécution des entreprises commerciales et manufacturières » implique « l'introduction de leurs entreprises commerciales et manufacturières ». (Echange de notes, à Prague, le 30 octobre 1925).

Le Japon avait signé avec le Mexique le 26 août 1917 une convention d'après laquelle ses ressortissants pouvaient exercer librement sur le territoire mexicain la profession de médecin, pharmacien, dentiste, sage-femme et vétérinaire, toutes les fois qu'ils seraient habilités en vertu d'un diplôme ou d'un titre délivré par l'autorité compétente de leur pays. Cette convention fut dénoncée par un échange de notes passées à Tokio le 20 mai 1927.

78. Sont exclus de l'application de la règle conventionnelle :

a) L'exercice de certaines professions réservées par voie législative aux nationaux : les traités de commerce déclarent que la jouissance de la liberté de commerce et d'industrie est subordonnée aux conditions établies par les lois du pays¹;

b) La pêche nationale : les traités de commerce passés avec l'Italie (art. 10), les Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 17), la Lettonie (art. 15), le Mexique (art. 24), et enfin la Belgique (art. 15), stipulent que leurs dispositions ne s'appliquent pas à la pêche dans les eaux territoriales des H. P. C., laquelle est « régie par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacune des H. P. C.² »;

1. Quant à la législation intérieure du Japon, V. Nagaoka, condition juridique des étrangers au Japon, Clunet, 1905, 1906, 1907, cité par Weiss, t. II, p. 707; Yamada, *Bulletin de la Société franco-japonaise*, Paris, 1929, p. 18.

2. Art. 17 Serbes-Croates-et-Slovènes.

c) Le cabotage. — Le cabotage, c'est-à-dire le transport des voyageurs et marchandises de port à port le long de ses côtes est également réservé aux nationaux.

Parfois l'exercice du cabotage est subordonné au traitement de la nation la plus favorisée.

Le traitement de la nation la plus favorisée est parfois soumise à la condition de réciprocité.

« Toutefois, il est entendu que les navires des Parties Contractantes jouiront, sous ce rapport, des droits et avantages qui sont ou pourront être accordés aux navires de tout autre pays, gratuitement si la concession au pays tiers a été gratuite, et sous condition de réciprocité ou de compensation, si semblable condition a été stipulée vis-à-vis du pays dont il s'agit. » (Art. 12, Belgique).

L'article 2 de la convention supplémentaire du traité de commerce et de navigation signé à Londres le 31 juillet 1925 porte une stipulation analogue :

« Toutefois, les bénéficiaires seront réclamés seulement sous condition de réciprocité dans le cas où cette condition est requise de par les lois de chaque Partie Contractante ou aux termes de l'arrangement avec un pays tiers par lequel les semblables concessions lui seront concédées. »

79. Un bon nombre de traités¹ ne comprennent pas dans le cabotage ce qu'on appelle le commerce par escalas (commercio de escala), c'est-à-dire :

1° Le trafic des navires passant d'un port dans un autre, soit pour y débarquer des passagers ou décharger tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger,

1. Allemagne (art. 19), Belgique (art. 12), Danemark (art. 15), Espagne (art. 14), Etats-Unis (art. 13), France (art. 15), Grande-Bretagne (art. 2) (convention supplémentaire), Italie (art. 17), Lettonie (art. 14), Mexique (art. 19), Norvège (art. 13), Pérou (art. 10), Suède (art. 14).

soit pour y embarquer les passagers ou charger tout ou partie de leurs cargaisons à destination étrangère;

2° Le transport, d'un port à l'autre, des passagers munis de billets directs ou de marchandises expédiées avec connaissements directs délivrés à, ou destinés pour l'étranger. Toutefois ces opérations doivent être conformes aux lois, aux tarifs et aux règlements de douanes du pays¹;

3° En faveur des étrangers négociants, industriels ou commis-voyageurs et pour tout ce qui concerne leurs achats et leurs commandes (y compris les matières d'imposition²). Le droit conventionnel entend par « les étrangers négociants, industriels ou commis-voyageurs » : a) les négociants et industriels ressortissants de l'une des Parties Contractantes, ainsi que b) les négociants et les industriels, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans les territoires de cette Partie. L'art. II du traité passé avec l'Allemagne comporte une formule plus précise, mais moins compréhensive : « Les négociants et industriels des Parties Contractantes qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation pour

1. A propos de l'interprétation à donner à ladite « condition de réciprocité », lors de la signature de la Convention supplémentaire du Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Japon du 30 juillet 1925, l'Ambassadeur du Japon déclara que son gouvernement n'avait aucunement l'intention de refuser aux navires enregistrés dans une partie de l'Empire Britannique l'octroi des bénéfices stipulés, sous le prétexte qu'une autre partie de l'Empire refusait d'accorder le traitement de réciprocité aux navires japonais.

Il est à noter que le gouvernement japonais se propose d'admettre les navires étrangers au cabotage. L'idée en fut suggérée par l'ambassadeur Hayashi, lors de la signature de la Convention supplémentaire avec la Grande-Bretagne (minute, 30 juillet 1925).

2. Allemagne, (art. 11), Italie (art. 10), Pologne (art. 10), Suède (art. 17), Danemark (art. 8), Espagne (art. 7), Grande-Bretagne (art. 12), France (art. 7), Suisse (art. 11), Belgique (art. 8), Mexique (art. 12), Tchécoslovaquie (art. 10), Pays-Bas (art. 7), Lettonie (art. 9), Notes échangées, 30 octobre 1925. Autriche.

voyageurs de commerce délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie dans les territoires de cette Partie. »

Sous ce rapport, certains traités déterminent les autorités compétentes pour délivrer les certificats nécessaires¹.

B) Conditions nécessaires à l'exercice du commerce et de l'industrie

1°. — *Droits privés*

80. Droits de propriété. — **81.** Droits civils. — **82.** Certaine influence de la législation interne sur la rédaction des traités.

80. Droit de propriété mobilière ou immobilière selon le régime conventionnel du Japon. — Les étrangers, réserves faites des dispositions législatives², ou conventionnelles particulières (condition de réciprocité³, traitement national⁴, traitement de la nation la plus favori-

1. France, (art. 7), Grande-Bretagne (art. 12), Suisse (art. 11), Lettonie (art. 9).

2. Une circulaire de 1873 (art. 11) interdisait aux étrangers d'être propriétaires, créanciers gagistes et hypothécaires. Cette interdiction fut levée par la loi n° 42 de 1925 qui a consacré le principe de l'assimilation des étrangers aux nationaux en matière de propriété foncière.

3. Allemagne (art. 1), Bolivie (art. 2), Belgique (art. 1), Danemark (art. 1), Equateur (art. 3), Espagne (art. 1), Finlande (art. 1), France (art. 2), Grande-Bretagne (art. 1), Italie (art. 1), Lettonie (art. 1), Mexique (art. 1), Paraguay (art. 2), Pays-Bas (art. 1), Pologne (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1), U. R. S. S. (art. 4-2).

4. Les dispositions de traités signés avec : Belgique (art. 1), Equateur (art. 3), Espagne (art. 1), Finlande (art. 3), France (art. 2), Grande-Bretagne (art. 1), Italie (art. 1), Lettonie (art. 1), Mexique (art. 1), Pologne (art. 1), Suisse (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1), consacrent le traitement national en ce qui concerne la disposition de la propriété. Il est à souligner nettement que le traitement national ne concerne que la *disposition* de la propriété : il ne s'agit pas de l'*acquisition* de cette propriété. Les traités conclus avec : Belgique (art. 1),

sée¹, traitement national ou de la nation la plus favorisée²) sont admis à acquérir et posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, à disposer de la propriété ainsi acquise ou possédée par voie successorale (transmission testamentaire, par exemple) ou autrement (par vente, échange, donation, contrat de mariage, etc...) et enfin à exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés ou de leurs biens en général. Ce principe est également consacré dans l'acte conclu avec l'U. R. S. S. L'article 4 (2) de la convention du 20 janvier 1925 passée avec celle-ci comporte : « Chacune des H. P. C. conformément à la législation du pays accordera sur ses territoires aux sujets ou citoyens de l'autre Partie dans la plus large mesure possible et sous condition de réciprocité le droit de propriété privée... »

81. Droits divers. — Les étrangers peuvent posséder, louer et occuper les locaux nécessaires à leur industrie (y compris, les magasins, maisons, manufactures et

Equateur (art. 3), Espagne (art. 1), Finlande (art. 1), France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 1), Italie (art. 1), Lettonie (art. 1), Mexique (art. 1), Pologne (art. 1), Suisse (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1), adoptent le traitement national en matière d'exportation.

1. Allemagne (art. 2), Belgique (art. 1), Bolivie (art. 2), Brésil (art. 3), Danemark (art. 2), Espagne (art. 2), Equateur (art. 3), Finlande (art. 1), France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 1), Grèce (art. 3), Italie (art. 1), Lettonie (art. 1), Mexique (art. 1), Paraguay (art. 1), Pays-Bas (art. 1), Pérou (art. 1), Pologne (art. 1), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 1), Siam (art. 1), Suisse (art. 2), Tchécoslovaquie (art. 2), concernent le traitement de la nation la plus favorisée relatif à l'acquisition ou possession de la propriété en général. Les traités passés avec : Brésil (art. 3), Danemark (art. 1), Grèce (art. 3), Norvège (art. 1), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 1), Siam (art. 1), Suède (art. 1), Allemagne (art. 1) (biens mobiliers) adoptent le traitement favorisé concernant la disposition de la propriété.

2. Allemagne (art. 1), Bolivie (art. 1), Paraguay (art. 1), Pays-Bas (art. 1), Pérou (art. 2), envisagent le traitement national ou favorisé concernant l'acquisition ou possession de biens mobiliers. Ceux passés avec : Allemagne (art. 1), Bolivie (art. 1), Paraguay (art. 1), Pays-Bas (art. 1), Pérou (art. 1), visent la disposition des biens mobiliers.

boutiques) ou prendre à bail des terrains afin de les affecter à un usage quelconque licite (commercial, industriel, manufacturier ou autre).¹

82. La législation japonaise a longtemps interdit aux étrangers l'accès à la propriété foncière. Cette particularité de sa législation interne entraîna certaines singularités de son droit conventionnel.

C'est ainsi qu'il existe dans les traités² une stipulation d'après laquelle les étrangers n'ont que le droit de prendre à bail les terrains dont ils ont besoin pour leur industrie, commerce, etc... d'ailleurs le traitement national a été complètement écarté en ce qui concerne la possession en matière immobilière.

Les vieux traités distinguaient souvent la propriété mobilière et la propriété immobilière. Ils les traitaient dans les paragraphes distincts, d'une façon très différente et leur accordaient une importance très inégale. Il n'est pas sans intérêt de souligner ce parallélisme entre la législation interne et le droit conventionnel international, manifestation d'une solidarité intrinsèque liant les deux ordres juridiques.

Il y a plus encore. Au fur et à mesure que l'opinion publique se dessinait dans le sens de l'assimilation des étrangers aux nationaux en matière foncière, la pratique conventionnelle s'orientait vers une atténuation de la

1 et 2. Etats-Unis (art. 1), Grande-Bretagne (art. 1), Pérou (art. 1), Pologne (art. 1), Siam (art. 1), Suisse (art. 1), (traitement national).

Danemark (art. 1), Finlande (art. 1), Lettonie (art. 1), Mexique (art. 1), Norvège (art. 1), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 1), Suède (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1), (traitement favorisé).

Allemagne (art. 1), Argentine (art. 3), Belgique (art. 1), Bolivie (art. 2), Brésil (art. 3), Chili (art. 1), Colombie (art. 1), Equateur (art. 3), Espagne (art. 1), France (art. 1), Grèce (art. 1), Italie (art. 1), Paraguay (art. 1), Pays-Bas (art. 1). (Dispositions absolues).

rigueur du droit interne. On ne distinguera plus la propriété mobilière de la propriété immobilière. On leur réservera le même traitement et la même considération. Les traités de commerce de date récente (depuis la fin de la guerre), sauf de rares et peu importantes exceptions¹, sont unanimement dans ce sens². Cette tendance conventionnelle fut couronnée par la législation de 1925 qui a mis fin à cet exclusivisme juridique.

2°. — *Droit de propriété littéraire,
artistique et industrielle*

83. Propriété littéraire et artistique. — **84.** Propriété industrielle. — **85.** Protection réciproque de la propriété industrielle littéraire et artistique en Chine. — **86.** Protection de la propriété littéraire artistique et industrielle dans les pays de juridiction, possessions insulaires, territoire à bail et autres. — **87.** Traité avec la Lettonie

83. Propriété littéraire et artistique. — Il y a, en matière de propriété littéraire et artistique une convention bilatérale dite « convention concernant la protection des droits d'auteur » signée avec les Etats-Unis à Tokio, le 10 novembre 1905. Cet accord stipule que les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront sur les territoires de l'autre du traitement national relativement à la protection des droits d'auteur, tant pour leurs ouvrages de littérature et d'art que pour les photographies; il autorise, toutefois, les ressortissants de chacune des H. P. C. à traduire les livres, brochures ou

1. Allemagne (art. 1) (20 juillet 1927), Paraguay (art. 1), (25 août 1921).

2. Pologne (1925), Belgique (1924), Tchécoslovaquie (1925), Finlande (1924), Lettonie (1925), Serbes-Croates-et-Slovènes (1925), Equateur (1919), Siam (1924), Mexique (1924).

autres, ouvrages dramatiques ou compositions musicales, publiés sur les territoires de l'autre Partie, et à imprimer et publier ces traductions.

D'autres dispositions se rencontrent dans les traités de commerce passés avec le Siam¹ et avec la Lettonie². Elles consacrent le principe en vertu duquel les ressortissants des Parties Contractantes sont placés sur le pied d'égalité avec les nationaux en ce qui concerne la protection de ce droit.

84. Propriété industrielle. — Les traités de commerce conclus avec les Etats-Unis, le Pérou, le Siam, et la Lettonie³ stipulent que les ressortissants de chacune des H. P. C. jouiront dans les territoires de l'autre, sur le même pied et dans les mêmes conditions que les nationaux, de la protection des brevets d'invention, marques de commerce et modèles. Le traité japoно-siamois protège également le nom de commerce⁴.

En outre, l'article 16 du traité de commerce passé avec la France porte que les deux H. P. C. déclarent qu'elles sont adhérentes à la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle; que dans le cas où l'une d'entre elles cesserait d'adhérer à la Convention précitée, elles conviennent des stipulations suivantes :

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits que les nationaux eux-mêmes, pour tout ce qui

1. Siam (art. 11).

2. Lettonie (art. 12).

3. Etats-Unis (art. 18), Pérou (art 16), Siam (art. 16), Lettonie (art. 21).

4. Siam (art. 16).

concerne la protection des brevets d'invention, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles industriels et de fabrication de toute espèce et noms commerciaux, et des indications de provenance, et pour tout ce qui concerne la répression de la concurrence déloyale, sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées par la loi.

Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des pays contractants, ou un lieu situé sur les territoires de l'un d'eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation à la requête des autorités douanières ou du ministère public ou d'une partie intéressée, si la législation de chaque pays contractant l'admet, ou bien, à défaut, sera soumis aux actions et moyens assurés en pareil cas par la loi aux nationaux.

Il est entendu avec la Suède, d'autre part, que, si l'une ou l'autre des Parties Contractantes vient à dénoncer la convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, les deux gouvernements s'entendront pour conclure un arrangement assurant à leurs sujets une protection réciproque quant aux matières faisant l'objet de la dite convention³. Les notes échangées avec le Siam le 24 février 1924 font connaître l'intention du gouvernement siamois d'adhérer à la Convention pour la Protection de la Propriété industrielle afin de mieux assurer l'exécution de l'obligation susmentionnée; elles

3. Procès-verbal de la signature du Traité de commerce et de navigation et de la Convention spéciale et réciproque de Douane, Stockholm, 19 mai 1911.

4. Dans le même sens. Déclaration and explanation exchanged, 6 mai 1911, entre la Grande-Bretagne et le Japon.

consacrent également le traitement de la nation la plus favorisée au profit des ressortissants japonais.

85. Le Japon a passé avec la Suède, la France et les Etats-Unis, des conventions pour la protection réciproque en Chine des inventions, dessins, marques de fabrique et droits d'auteur¹ : ce sont « la Convention pour la protection réciproque en Chine de la propriété industrielle » conclue avec la Suède et signée à Tokio le 24 août 1916; « la Convention pour la protection réciproque en Chine des inventions, dessins, marques de fabrique et droits d'auteur » conclue avec la France et signée à Tokio le 14 septembre 1909, enfin, une convention analogue signée avec les Etats-Unis, à Washington, le 14 mai 1908. En vertu de ces conventions, les inventions, dessins et marques de fabrique (dûment patentés ou enregistrés par les ressortissants de l'une des H. P. C. à l'Office compétent de l'autre Partie Contractante) ainsi que les droits d'auteur pour les ouvrages de littérature et d'art (y compris les photographies) ont dans toutes les parties de la Chine les mêmes protections contre toute contre-façon ou violation de la part des ressortissants de cette Partie Contractante que sur les territoires et possessions de l'autre Partie. Contre toute semblable violation ou contrefaçon la partie lésée aura devant les tribunaux nationaux ou consulaires compétents de la Partie Contractante les mêmes droits et recours que les ressortissants de celle-ci. Quant à la protection des noms commerciaux, chacune des Parties Contractantes s'engage à étendre à la Chine le traitement dont jouissent les ressortissants de l'autre Partie

1. La convention avec la Suède ne vise pas les droits d'auteur.

Contractante sur les territoires et possessions de cette Partie en vertu de la Convention concernant la protection de la propriété industrielle signée à Paris le 20 mars 1883.

86. Les conventions passées avec les Etats-Unis et la France prévoient que leurs effets seront étendus, dans la mesure du possible aux pays dans lesquels les H. P. C. ont un droit de juridiction extraterritoriale. Elles s'appliquent également aux possessions insulaires ou autres et aux territoires occupés à bail des H. P. C. et confient la protection de ces droits aux tribunaux de chacune des Parties.

87. L'article XXII du traité passé avec la Lettonie déclare :

« Sous réserve de réciprocité, la Lettonie s'engage à reconnaître et à protéger tous les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, appartenant à des ressortissants japonais et effectivement en vigueur, ou qui, s'il n'y avait pas eu la guerre ou la révolution en Russie, auraient été en vigueur sur une partie quelconque de ses territoires avant son transfert à la Lettonie; les délais nécessaires seront accordés à ces ressortissants japonais en vue du renouvellement desdits droits.

Il est entendu qu'en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus, la Lettonie pourra exiger des preuves écrites et l'enregistrement de ces droits en Lettonie ».

3°. — *Droits publics*

88. Respect de la personnalité de l'individu et l'Etat. — **89.** Protection de la personne et de la propriété. — **90.** Liberté individuelle. Liberté de résidence et de voyage. — **91.** Liberté de conscience et de culte. — **92.** Inviolabilité de domicile. — **93.** Charges fiscales. — **94.** Les impositions sur les revenus des entreprises de transport maritime. — **95.** Immunité fiscale des bâtiments construits sur les terrains possédés à bail perpétuel. — **96.** Service militaire obligatoire. — **97.** Emprunts forcés. — **98.** Réquisitions militaires, prestations, etc... — **99.** Protection juridictionnelle des étrangers. — **100.** Juridiction civile. — **101.** Recours administratif, gracieux ou contentieux.

88. L'Etat, ensemble de services publics, n'a de raison d'être qu'en fonction du respect de la personnalité de l'individu. Ce principe est reconnu même en ce qui concerne les étrangers. Il est vrai que les constitutions des divers pays ne s'entendent pas toutes sur l'étendue des droits à accorder aux non nationaux. Mais la différence ne porte pas sur la question de principe. La protection de la personne et de la propriété de l'étranger est aujourd'hui, une règle qui n'est plus discutée¹.

89. Protection de la personne et de la propriété. — Certains traités² passés avec des pays pour la plupart européens portent : « Ils³ jouiront d'une protection et sécurité constantes et complètes, pour leur personne et leurs propriétés. »

La déclaration concernant l'Indo-Chine française signée à Paris, le 10 juin 1907⁴ accorde le traitement de la

1. Liszt, p. 210.

2. Grèce (art. 12), Suède (art. 2), Norvège (art. 1), Danemark (art. 1), Italie (art. 1), Pologne (art. 1), Espagne (art. 2), Grande-Bretagne (art. 1), France (art. 1), Siam (art. 1), Suisse (art. 1), Belgique (art. 1), Mexique (art. 2), Tchécoslovaquie (art. 1), Finlande (art. 1), Allemagne (art. 1), Lettonie (art. 3), U. R. S. S. (art. 4), (1) b/.

3. Ressortissants de chacune des parties contractantes.

4. Cette déclaration avait dû prendre fin à l'expiration du Traité de commerce et de navigation signé entre le Japon et la France le 4 août 1896, mais elle a été prolongée par une autre Déclaration signée à Paris le 19 août 1911.

nation la plus favorisée aux fonctionnaires et sujets du Japon dans l'Indo-Chine française pour tout ce qui concerne leur personne et la protection de leurs biens ; elle accorde, d'autre part, le même traitement aux sujets et protégés de l'Indo-Chine française dans l'Empire du Japon.

90. Les étrangers ont la liberté de voyager, de résider et de séjourner temporairement sur le territoire de chacune des H. P. C.¹ Ils sont, pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, placés quelquefois à tous égards sur le même pied que les nationaux² ou les ressortissants de la nation la plus favorisée³.

91. Les vieux traités¹, passés surtout avec les Etats Sud-Américains énoncent le principe de la liberté de conscience et de culte. Ils reconnaissent ainsi aux étrangers le droit d'inhumer ou de brûler les corps de leurs morts, suivant leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés qui sont établis et entretenus à cet effet sur les territoires de chacune des H. P. C.⁴.

92. Un bon nombre de traités⁵ portent une stipulation ainsi conçue :

1. Dispositions impératives. Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 1), U. R. S. S. (art. 4) (1) a/.

2. Allemagne (art. 1), Etats-Unis (art. 1), Finlande (art. 1), France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 1), Italie (art. 1), Lettonie (art. 1), Mexique (art. 1), Pérou (art. 1), Pologne (art. 1), Suisse (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 2), Siam (art. 1).

3. Autriche, échange de notes, (1925), Belgique (art. 1), Bolivie (art. 2), Danemark (art. 1), Espagne (art. 1), Norvège (art. 1), Paraguay (art. 2), Pays-Bas (art. 1), Suède (art. 1), Argentine (art. 3), Brésil (art. 3), Chili (art. 3), Colombie (art. 3), Equateur (art. 3), Grèce (art. 1).

Argentine (art. 11), Brésil (art. 11), Chili (art. 11), Colombie (art. 10), Equateur (art. 12), Grèce (art. 12), Pérou (art. 1), Siam (art. 2).

4. Siam ne porte pas cette stipulation.

5. Allemagne (art. 2), Danemark (art. 2), Equateur (art. 5), Belgique (art. 2), Bolivie (art. 3), Espagne (art. 2), Etats-Unis (art. 2),

« Les habitations, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des H. P. C. dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent, employés dans des buts licites, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des nationaux eux-mêmes ».

93. Charges fiscales. — Le principe de la généralité de l'impôt et la règle de l'égalité devant le fisc, support de la démocratie, admis dans la législation interne se sont introduits sur le terrain du droit international public. Il en découle que : 1° les étrangers sont astreints au paiement des charges fiscales ordinairement imposées en vue d'assurer le fonctionnement normal des services publics; 2° en principe, les étrangers comme tels, ne font pas l'objet d'une imposition spéciale.

Les traités de commerce rappellent, parfois, cette règle. L'article 1 du Traité de commerce signé avec le Mexique porte, par exemple :

« Ils ne seront contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevées que ceux qui sont ou pourront être imposés aux nationaux ¹ ». D'autres traités ² abandonnent la matière tantôt au traitement de

France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 3), Finlande (art. 3), Grèce (art. 14), Italie (art. 3), Lettonie (art. 3), Mexique (art. 3), Norvège (art. 2), Paraguay (art. 3), Pologne (art. 3), Siam (art. 2), Suisse (art. 3), Tchécoslovaquie (art. 3), Pérou (art. 3), Suède (art. 2).

1. Dans la teneur analogue. Etats-Unis (art. 1), Siam (art. 1), Autriche, Echange de notes, (1925).

2. Belgique (art. 2), Danemark (art. 3), Norvège (art. 1), Pays-Bas (art. 1), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 1), Suède (art. 1) (traitement de

la nation la plus favorisée, tantôt au traitement national ou favorisé.

94. Les notes échangées avec les Etats-Unis le 8 juin 1926, et avec le Danemark, le 15 octobre 1927 ont établi une entente entre le gouvernement japonais, d'une part, et les gouvernements américains et danois, d'autre part, afin d'éviter la double imposition sur le revenu des entreprises de transport maritime de leurs ressortissants respectifs qui ne posséderaient pas leur siège social sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

95. Lors du différend survenu entre le gouvernement du Japon d'une part, et les gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, d'autre part, touchant le sens réel et la portée des dispositions des traités respectifs et autres engagements existant entre eux, dont toutes étaient rédigées à peu près dans les mêmes termes que voici : Paragraphe 4 de l'article XXI du Traité révisé du 4 août 1896 entre le Japon et la France : « Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués » (c'est-à-dire : lorsque les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon : et lorsque les autorités japonaises compétentes auront annexé toutes les obligations et tous les devoirs municipaux et que les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers auront été transférés auxdites autorités) « les baux à perpétuité en vertu desquels les

la nation la plus favorisée), Allemagne (art. 1), Bolivie (art. 2), Finlande (art. 3), France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 1), Espagne (art. 1), Italie (art. 1), Lettonie (art. 1), Paraguay (art. 2), Pérou (art. 1), Pologne (art. 1), Suisse (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1),

étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucun impôt, taxe, charge, contribution ou condition quelconque autre que ceux expressément stipulés dans les baux en question. »

Les puissances en litige avaient soumis leur différend à la décision de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye qui assumait la mission de statuer sur la question de savoir si : « oui ou non les dispositions des traités etc... exemptent-elles seulement les terrains possédés en vertu de baux perpétuels concédés par le gouvernement japonais, ou en son nom, ou bien exemptent-elles les terrains et les bâtiments de toute nature construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question ? »

Le Tribunal, dans sa sentence rendue à la Haye le 22 mai 1905, déclara que les dispositions en question n'exemptaient pas seulement les terrains possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le gouvernement japonais ou en son nom, mais qu'elles exemptaient aussi les terrains et les bâtiments de toute nature construits ou qui auraient pu être construits sur ces terrains, de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question ¹.

96. Le service obligatoire dans l'armée nationale est un devoir d'allégeance auquel les nationaux seuls peu-

1. V. Basdevant, tome 4, p. 428.

vent être astreints. Il est dit dans la majorité des traités que les ressortissants de chacune des Parties Contractantes sont exempts de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale ou aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice¹. Il en va de même de toute contribution imposée aux lieu et place du service personnel².

L'article I du Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et le Japon signé à Vienne le 28 octobre 1912 stipulait expressément que les ressortissants de chacune des H. P. C. ne seraient empêchés en aucune manière d'accomplir leur service militaire dans leur propre pays. Le traité est devenu caduc en 1914 à la suite de l'état de guerre entre l'Autriche-Hongrie et le Japon.

97. Quant à la contribution forcée aux emprunts publics, le droit conventionnel du Japon se montre très hésitant. Il dispense parfois³ les étrangers de l'obligation de souscrire aux emprunts forcés comme s'il s'agissait des contributions imposées aux lieu et place du service militaire personnel; c'est ainsi que l'article I du traité de commerce conclu avec la Norvège stipule : « Ils (les étrangers) sont exempts de tout service militaire... de

1 et 2. Allemagne (art. 1), Bolivie (art. 1), Danemark (art. 1), Etats-Unis (art. 1), Espagne (art. 2), Mexique (art. 2), Paraguay (art. 1), Pays-Bas (art. 1), Pérou (art. 1), Pologne (art. 2), Siam (art. 1), Suède (art. 1), Norvège (art. 1), (en ce qui concerne les contributions). (Exemption impérative).

Argentine (art. 12), Belgique (art. 1), Brésil (art. 12), Chili (art. 11), Colombie (art. 11), Equateur art. 14), Finlande art. 2), France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 2), Grèce (art. 13), Italie (art. 2), Lettonie (art. 2), Norvège art. 3), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 3), Suisse (art. 2), Tchécoslovaquie (art. 2).

3. Allemagne (art. 2), Danemark (art. 1), Etats-Unis (art. 3), Norvège (art. 1), Paraguay (art. 1), Pérou (art. 1), Siam (art. 1) (exemption impérative), Argentine (art. 12), Belgique (art. 1), Brésil (art. 12), Chili (art. 11), Colombie (art. 11), Grèce (art. 13), Pays-Bas (art. 1), Pologne (art. 2), Suède (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 2). (Traitement de la nation la plus favorisée).

toutes contributions imposées aux lieu et place du service personnel, ainsi que de tous emprunts forcés, etc... » Parfois¹, au contraire, il assimile ces emprunts aux réquisitions militaires et les considère comme licitement imposables aux ressortissants des Parties Contractantes. L'article 2 du traité de commerce passé avec le Mexique porte par exemple : « Ils seront exempts également de tous emprunts forcés et de toutes réquisitions ou contributions militaires, sauf ceux qui leur seront imposés comme aux nationaux eux-mêmes, en leur qualité de possesseurs, locataires ou occupants de biens immeubles. » Une faible tendance se manifeste dans ce dernier sens².

98. La doctrine³ admet que les étrangers, sur les territoires de l'Etat où ils résident, sont soumis, en temps de paix comme en temps de guerre, à certaines obligations de caractère exceptionnel ou extraordinaire, telles que les réquisitions, prestations militaires, etc...

Dans le droit conventionnel du Japon, certains traités prévoient l'exemption absolue de ces obligations au profit des étrangers⁴, les autres disposent, soit le traitement de la nation la plus favorisée⁵, soit le traitement national⁶, soit le traitement national ou favorisé⁷.

1. Equateur (art. 14), Espagne (art. 1), Finlande (art. 2), France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 2), Italie (art. 2), Lettonie (art. 2), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 3), Suisse (art. 2), Mexique (art. 2).

2. Les traités récents tels que ceux contractés avec la Lettonie, les Serbes-Croates-et-Slovènes, le Mexique et la Finlande sont dans ce sens,

3. Hall, p. 254, Strupp, I, p. 140, par exemple.

4. Etats-Unis, (art. 2), Pérou (art. 3), Siam (art. 1).

5. Argentine (art. 12), Brésil (art. 12), Chili (art. 11), Colombie (art. 11), Grèce (art. 1), Pays-Bas (art. 1), Pologne (art. 1), Tchécoslovaquie (art. 1).

6. Danemark (art. 1), Mexique (art. 1), Norvège (art. 1), Suède (art. 1).

7. Allemagne (art. 1), Belgique (art. 1), Bolivie (art. 2), Paraguay (art. 1), Equateur (art. 14), Espagne (art. 3), Finlande (art. 2), France (art. 1), Grande-Bretagne (art. 2), Italie (art. 2), Lettonie (art. 2), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 3), Suisse (art. 2).

Parfois on prévoit le paiement d'indemnités en contrepartie des réquisitions militaires. L'article I du traité de commerce passé avec la Belgique porte, par exemple :

« ... ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs. »

Il arrive aussi qu'on envisage dans les traités¹ l'obligation de loger les militaires. L'article 12 du traité de commerce entre le Brésil et le Japon dit : « En ce qui concerne l'obligation de loger les militaires... (traitement de la nation la plus favorisée). »

99. Protection juridictionnelle des étrangers. — L'Etat est internationalement obligé d'exercer la fonction juridictionnelle vis-à-vis des étrangers. S'abstenir de l'exercice de cette fonction, soit parce que le pouvoir législatif n'a pas ouvert la voie judiciaire, soit parce que le juge national a failli à son devoir en donnant à la loi une interprétation erronée, c'est toujours faire un déni de justice, fait indiscutablement illicite au regard du droit international et qui engage la responsabilité de l'Etat.

100. En ce qui concerne la procédure civile, le droit conventionnel international du Japon consacre « le libre et facile accès des étrangers au tribunal judiciaire », clause de style des traités de commerce, et le traitement national des étrangers pour tout ce qui concerne l'administration de la justice (y compris l'emploi et le choix des avocats, avoués et autres hommes de loi). Au sujet

1. Argentine (art. 12), Brésil (art. 12), Chili (art. 11), Colombie (art. 11), Grèce (art. 1).

de la caution judiciaire, un échange de notes portant la date du 30 octobre 1925, à Prague, avec la Tchécoslovaquie déclare que le libre et facile accès au tribunal judiciaire n'implique pas l'exemption de la caution judiciaire.

101. Certains traités reconnaissent aux étrangers le droit au recours administratif, gracieux ou contentieux.

L'article I du traité de commerce entre le Japon et la Belgique contient une stipulation portant les termes que voici :

« ...et ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes, devant les Tribunaux ou autres autorités compétentes. »

4°. — *Personnes morales*

102. Sociétés de fait. — **103.** Rôle de droit conventionnel, attributif de la capacité juridique. — **104.** Une société de fait a-t-elle le droit de faire du commerce, d'exploiter une industrie ou d'acquérir les biens ? Problème de la société de jure. — **105.** Personnes morales et emprunts forcés, réquisitions, constitutions, taxes, impôts, etc. — **106.** Personnes morales japonaises en Indo-Chine.

102. Les associations et sociétés étrangères ou les sociétés qu'on appelle ordinairement les sociétés de facto ne sont pas aux yeux du droit interne de divers pays automatiquement des entités de droit, dignes, comme telles, de la protection juridique. Il leur faut une qualification spéciale par les traités particuliers pour qu'elles soient assimilées, aux points de vue de la capacité juridique et de la capacité d'ester en justice, aux associations et sociétés nationales.

103. Le droit conventionnel joue ici un rôle attributif de la capacité juridique aux sociétés de facto. Les

dispositions des traités¹ portent : « Les sociétés et associations commerciales, industrielles et financières, y compris les sociétés d'assurances, qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des H. P. C. et qui ont leur siège social dans les territoires de cette Partie, sont autorisées, dans les territoires de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci à *exercer leur activité et à ester en justice* devant les tribunaux auxquels ils auront libre et facile accès soit pour intenter une action, soit pour y défendre. »

L'article 6 du traité de commerce japoно-siamois prévoit, concernant la capacité pour ester en justice, le traitement national doublé du traitement de la nation la plus favorisée.

Il en est question dans beaucoup de traités².

Ils portent une stipulation rédigée dans les termes suivants :

« Il est fait exception aux dispositions de la présente convention pour le cabotage dont le régime reste soumis à la législation de la France et du Japon respectivement³ » (Art. 15, Traité de commerce et de navigation avec la France).

1 Dans le même sens, Etats-Unis (art. 7), Bolivie (art. 10), Paraguay (art. 10), Suède (art. 17), Norvège (art. 8), Danemark (art. 9), Italie (art. 12), Pologne art. 11), France (art. 4), Serbes-Croates-et-Slovenes (art. 11), Siam (art. 6), Suisse (art. 13), Belgique (art. 9), Allemagne (art. 9), Finlande (art. 10), Equateur (art. 13), Espagne (art. 8), Grande-Bretagne (art. 15), Mexique (art. 13), Lettonie (art. 12), Tchécoslovaquie (art. 13).

2. Allemagne (art. 19), Belgique (art. 12), Chili (art. 8), Danemark (art. 15), Espagne (art. 14), France (art. 15), Grèce (art. 8), Lettonie (art. 14), Norvège (art. 13), Pologne (art. 17), Suède (art. 14), Argentine (art. 8), Brésil (art. 8), Colombie (art. 8), Equateur (art. 8), Finlande (art. 16), Grande-Bretagne (art. 2) (supplementary-Convention), Italie (art. 17), Mexique (art. 19), Pérou (art. 10), Serbes-Croates-et-Slovenes (art. 17), Tchécoslovaquie (art. 14).

3. Dans le même sens : Allemagne (art. 19), Danemark (art. 15), Etats-Unis (art. 13), Grande-Bretagne (art. 2, convention supplémentaire), Mexique (art. 19), Norvège (art. 13), Pérou (art. 10), Suède (art. 14).

Parfois, on place le régime du cabotage sur le pied du traitement de la nation la plus favorisée.

« Il est entendu, toutefois, que les Français au Japon et les Japonais en France jouiront, pour tout ce qui concerne le cabotage, des droits et privilèges qui sont ou seront accordés par cette même législation aux ressortissants de la nation la plus favorisée ². » » (Art. 15, Traité de commerce et de navigation avec la France).

104. Quant à la question de savoir si une semblable société aura le droit de faire du commerce, ou d'exploiter une industrie sur les territoires de chacune des Parties Contractantes ¹, les dispositions des traités en réservent la solution à la législation interne du pays où elles se trouvent. Le même principe est adopté en ce qui concerne l'acquisition des biens ². Certains traités accordent le traitement de la nation la plus favorisée ³. La Pologne concède, sous condition de réciprocité, aux sociétés japonaises établies sur ses territoires, les bénéfices du traitement de la nation la plus favorisée en matière de jouissance

105. L'article 13 du traité germano-japonais déclare que les dispositions relatives aux emprunts forcés, réquisitions et contributions militaires, sont, en tant qu'elles peuvent concerner des personnes juridiques, également

1. Etats-Unis (art. 7), Bolivie (art. 10), Danemark (art. 9), Norvège (art. 8), Paraguay (art. 10), Pologne (art. 11), Suède (art. 7), Mexique (art. 13), Allemagne (art. 9), Tchécoslovaquie (art. 13), Lettonie (art. 12).

2. Paraguay (art. 10), Bolivie (art. 10), Pologne (art. 11), Mexique (art. 13), Allemagne (art. 9).

3. Bolivie (art. 10), Paraguay (art. 10), Pologne (art. 11), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 11), Mexique (art. 13), Allemagne (art. 9), Tchécoslovaquie (art. 13).

4. Pologne (art. 11).

applicables aux sociétés, associations et compagnies. Quant aux taxes, impôts et charges, en vertu du même traité, elles jouissent du traitement national ou du traitement de la nation la plus favorisée : il est dit¹ toutefois que cela ne doit pas constituer une dérogation à l'application du système d'imposition des personnes juridiques relatif à l'impôt sur les revenus en tant que des exemptions ne sont accordées à un Etat tiers.

106. Les personnes morales ressortissantes du Japon établies en Indo-Chine, et les personnes morales de l'Indo-Chine établies au Japon jouissent, les premières en Indo-Chine, les secondes au Japon, du traitement de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les conditions de leur activité ou toute matière d'ordre économique qu'en ce qui concerne les taxes et charges fiscales auxquelles elles pourraient être soumises. Il en va de même pour tout ce qui a trait à l'administration de la justice². Un arrangement « pour la reconnaissance réciproque des sociétés par actions et autres associations » fut conclu entre le Japon et la Russie, le 23 juin 1911 (Tokio).

1. Protocole final § 5, Allemagne.

2. Art. 2, Protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre le Japon et l'Indo-Chine, Paris, 30 août 1927.

§ II. — NAVIRES

Section première. Condition des navires dans la mer territoriale. — **Section II.** Statut des navires dans les ports maritimes. — **Section III.** Situation des navires dans les fleuves.

**Section I. — Conditions des navires
dans la mer territoriale**

I. Mer territoriale. — II. Restrictions à l'exercice de la souveraineté. — III. Juridiction. — IV. Exercice de la police à bord d'un navire marchand étranger.

I. — MER TERRITORIALE

107. Mer territoriale. — **108.** Le principe même de la mer territoriale est admis universellement. Doctrine. — **109.** Il semble pouvoir accepter la théorie qu'un Etat a la souveraineté sur la mer territoriale. — **110.** Certaines dispositions de traité. — **111.** Contenu du droit de l'Etat riverain.

107. Les navires emportent avec eux, en haute mer, et, à un degré moindre, dans les eaux territoriales d'un Etat étranger, la loi de leur pavillon. L'Etat étranger, de son côté, exerce de la souveraineté sur ses eaux territoriales. Ainsi donc, par le simple fait du passage ou du séjour des navires étrangers dans les eaux territoriales, la loi du pavillon et celle de l'Etat riverain peuvent se rencontrer à l'occasion de troubles ou litiges nés à bord des navires ou par leur fait. Par là, se posent le problème de la compétence législative et celui de la compétence judiciaire des deux souverainetés indépendantes.

108. Le principe même de la mer territoriale, c'est-à-dire d'une certaine étendue de mer baignant les côtes d'un Etat, sur laquelle celui-ci posséderait certains droits, n'est plus contesté. Les divergences, en doctrine et en

pratique, portent uniquement sur la question de savoir quelle peut être la nature des droits de l'Etat riverain, et quelle est l'étendue de cette zone.

La doctrine classique tend à assimiler le statut de la mer territoriale à celui du territoire même de l'Etat. Que le droit exercé par l'Etat riverain sur la mer littorale et jusqu'à la limite de la haute mer, soit le droit de souveraineté¹, de propriété² ou de juridiction³, elle déclare que ce droit est de même nature que celui qu'il exerce sur son domaine terrestre. Elle reconnaît que les droits particuliers de l'Etat côtier l'emportent sur les avantages universels de la liberté de la mer territoriale.

Un revirement très énergique s'est manifesté dès la fin du dernier siècle, sous la plume de MM. de Lapradelle, Von Liszt et Fauchille contre le dogme de l'unité territoriale et de la souveraineté de l'Etat riverain; M. de Lapradelle, ⁴ par exemple, après avoir soutenu que l'Etat riverain n'a qu'un faisceau de droits sur la mer territoriale, déclare :

« Si l'Etat riverain n'a sur les eaux côtières qu'un faisceau de servitudes, une règle d'interprétation en résulte : c'est qu'en principe il est sans droit; dans le doute ce n'est pas la servitude qui se présume, c'est la

1. Bluntschli, art. 302.

2. Vattel, *Droit des gens*, liv. I, chap. XXIII, § 287.

Fiore, *Traité de droit international*, liv. II, chap. III, tit. I.

3. Bonfils, *Manuel de droit international public*, Paris, 1914, p. 321.

4. R. G. D. I., V, 1898.

5. Fauchille, I, II, p. -147.

La mer territoriale, comme la haute mer, doit être pleinement ouverte à l'usage de tous. L'Etat riverain n'a de pouvoir sur la mer territoriale qu'en tant que le droit fondamental de conservation, c'est-à-dire le droit indispensable à la sauvegarde des éléments de son existence, le lui reconnaît.

Strupp, I, p. 172. Droit de « réglementations exceptionnelles ».

liberté. Pour démontrer l'existence de la servitude, il faut, soit un texte, soit la nécessité. Le texte ici ne se conçoit pas facilement. L'Etat riverain n'aura donc le droit de restreindre vis-à-vis des tiers le libre usage de la mer, que dans les limites de la nécessité. »

Mais, malgré la grande autorité des auteurs qui l'avancent, cette théorie n'a pas porté un coup sérieux à la vieille doctrine de la souveraineté de l'Etat riverain.

109. Il semble que l'on peut accepter la théorie suivant laquelle un Etat possède la souveraineté sur la zone de mer qui baigne ses côtes. Déjà admise par le comité de juristes constitué le 27 septembre 1927 par le Conseil de la S. D. N., qui modifia en ce sens le rapport de M. Schücking qui ne reconnaissait à l'Etat qu'un droit de souveraineté, cette théorie fut adoptée, en principe, à la dernière Conférence de La Haye. Le rapport de la Deuxième Commission, du 9 avril 1930, déclare que « le droit international attribue à chaque Etat riverain la *souveraineté* sur une zone baignant la côte; elle doit être considérée comme indispensable à la protection des intérêts légitimes des Etats. *La zone de mer territoriale forme une partie du territoire de l'Etat; la souveraineté que l'Etat y exerce ne diffère point, de par sa nature, du pouvoir exercé sur le domaine terrestre...*¹ »

110. Il est intéressant de noter à ce propos, qu'une série de traités passés par le Japon dispose :

« Les citoyens et les navires de... (la Partie Contractante) qui se rendent au Japon ou dans ses eaux territo-

1. Guerrero, *La codification du droit international*, Paris, 1930, annexe, n° 5.

riales seront, aussi longtemps qu'ils y resteront, soumis aux lois et à la juridiction du Japon, et les sujets et les navires du Japon qui se rendront... etc.¹ ».

Il découle, semble-t-il, de cette rédaction, que le droit qu'exerce l'Etat riverain sur son domaine terrestre est identique à celui qu'il possède sur les eaux côtières; l'Etat riverain peut légiférer et rendre la justice dans les eaux territoriales, dans les mêmes conditions que sur son domaine terrestre; cela revient à dire que l'Etat y exerce le droit de souveraineté².

111. L'Etat riverain a la souveraineté sur la mer territoriale; cela implique que dans cette zone, l'Etat exerce l'ensemble des pouvoirs se rattachant à la souveraineté : pouvoir de légiférer à l'égard de tous, de faire des règlements et de les appliquer, de juger, d'accorder des concessions, etc.³. Il peut également réserver à ses nationaux le cabotage ou la pêche côtière.

1. Argentine, (art. 8), Brésil (art. 8), Chili (art. 8), Equateur (art. 8), Grèce (art. 8).

2. On soutient quelquefois que le droit international *positif* reconnaît l'exercice par l'Etat de la souveraineté sur la mer territoriale qui baigne ses côtes. On a l'habitude de citer (Fauchille, 1, 2, p. 157, Strupp I, p. 172. Fedozzi, p. 54, note) à l'appui de cette affirmation la XIII^e convention de La Haye du 18 octobre 1907 concernant les droits et devoirs des puissances neutres en cas de guerre maritime, la convention signée à Paris le 13 octobre 1919 sur la navigation aérienne, la législation et la jurisprudence internes, telles, par exemple, le décret du 29 août 1854, (France) la loi du 14 décembre 1897 en matière de sauvetage et d'abordage tenant pour accomplis dans le ressort des tribunaux du territoire certains actes commis dans les eaux territoriales, (France) l'important arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis du 30 avril 1923, la décision du tribunal suprême du Reich (Strupp, p. 172) etc. ou encore, la jurisprudence internationale sur les affaires de pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique du Nord du 7 septembre 1910. (Basdevant, *R. D. I. P.* 1912, pp. 500-511) qui adopte comme point de départ le principe que la souveraineté de l'Etat s'étend à tout son territoire, y compris les eaux territoriales.

3. Rapport du Comité des juristes, 27 septembre 1927.

II. — RESTRICTIONS A L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE

112. L'exercice de la souveraineté est limité par le droit international. — **113.** Passage inoffensif. — **114.** Force majeure. — **115.** La force majeure limite-t-elle la compétence juridictionnelle de l'Etat riverain ? — **116.** Maria-Luz. Affaire Maria-Luz. — **117.** Naufrage, avarie en mer et relâche forcée. — **118.** — **119.** Régime du navire en relâche forcée. — **120.** Naufrage. — **121.** Articles sauvés des vaisseaux naufragés. Restitution de ces articles. — **122.** Régime douanier des épaves.

112. L'exercice de cette souveraineté est, cependant, limité dans les conditions fixées par le droit international.

113. Passage inoffensif. — C'est ainsi que l'Etat riverain ne peut interdire, en temps de paix, le passage inoffensif à travers les eaux territoriales, des navires de commerce et de guerre.^{1 2 3}

114. Force majeure. — En cas de nécessité, il existe à la charge de l'Etat côtier l'obligation d'admettre les navires étrangers (navires de commerce et navires de guerre) dans ses eaux territoriales, sans restrictions, et pour le temps nécessaire⁴.

1. Fauchille, I, II, p. 168, notamment la législation interne.

2. La liberté du passage inoffensif a été confirmée conventionnellement par l'art. 2 du texte du Statut annexé au traité sur la liberté du transit du 20 avril 1921.

3. Le simple passage dans la mer territoriale ne donne pas à l'Etat riverain le droit de percevoir des taxes sur les navires étrangers.

4. Par exemple : Vattel, « en cas de nécessité, le droit exclusif du gouvernement local cesse, comme, par exemple, quand un vaisseau est entraîné hors de sa route pour chercher un refuge contre la tempête ». (Vattel, liv. I, ch. XXIII, sec. 288); Vattel, « un vaisseau fuyant devant la tempête a le droit d'entrer, même par la force, dans un port étranger ». (Vattel, liv. II, ch. IX, sect. 123). Note

Le surarbitre Bates, dans l'affaire du Créole, déclare, par exemple :

« Le Créole était, dans son voyage, légitimé et protégé... par la loi des nations. Son droit de naviguer sur l'Océan ne pouvait être mis en question, ni, comme conséquence, *le droit de chercher refuge ou d'entrer dans les ports d'une nation amie en cas de détresse ou d'inévitable nécessité.* »

« Les droits sanctionnés par la loi des nations, c'est-à-dire *celui de naviguer sur l'Océan et de se réfugier dans les ports en cas de détresse ou toute autre inévitable circonstance... doivent être respectés par toutes les nations, car aucune nation indépendante ne consentirait à leur violation*². »

115. La force majeure limite-t-elle la compétence juridictionnelle de l'Etat riverain vis-à-vis des navires réfugiés dans ses eaux territoriales ? Et, en cas d'affirmative, jusqu'à quel point ?

Il est admis que l'Etat côtier ne peut infliger de pénalités au navire qui pénètre par nécessité dans un port fermé, ou dans un port ouvert alors qu'il serait porteur de marchandises prohibées. La spontanéité d'action répressive de l'Etat riverain, est, en cette hypothèse, internationalement restreinte.

doctrinale, Strisower, *Affaire Créole* et autres; De Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, t. I, p. 714; Cobett, *Leading case*, p. 75; Wheaton, *Histoire des principes du droit des gens*, II, p. 360; Halleck, *International law*, ch. VII, § 28; Wharton, *International law of the United States*, I, pp. 162, 164 et ss.; G. F. de Martens, *Droit des gens*, p. 184; Liszt, *Le droit international*, trad. française, pp. 213-214; Pradier-Fodéré, *Droit international public*, IV, p. 220, pp. 426 et suiv.; Rivier, *Droit des gens*, I, p. 136, etc.

2. Le 11 janvier 1855, De Lapradelle et Politis, *Recueil des Arbitrages internationaux*, I, p. 709.

Le problème devient très douteux quand il s'agit de savoir s'il peut y avoir une pareille restriction à sa compétence juridictionnelle en ce qui concerne les rapports juridiques existant à bord du navire en refuge; l'Etat riverain est-il tenu de s'abstenir de l'exercice de sa compétence juridictionnelle vis-à-vis du navire en refuge, alors que l'ordre juridique que celui-ci porte avec lui serait incompatible avec son propre système juridique ?

L'agent britannique soutenait dans l'affaire du Créole que chaque nation est seule juge de l'admission, sur son territoire, des lois étrangères, alors surtout qu'elles choquent, soit les intérêts, soit les sentiments moraux de cette nation. Le surarbitre Bates n'en a pas moins été d'avis, que, « un vaisseau qui navigue sur l'Océan transporte avec lui les lois de sa propre contrée pour autant qu'elles s'appliquent aux personnes et à la propriété du bord, et par une extension certaine les retient même dans les ports des nations étrangères qu'ils visitent » et que « la loi municipale d'Angleterre ne peut autoriser un magistrat à violer la loi des nations en envahissant à main armée le vaisseau d'une nation amie... *dissolvant de vive force les relations que, par les lois de son pays, le capitaine est tenu de maintenir et de faire respecter à son bord*¹. » Il s'ensuit donc que l'ordre juridique constitué à bord d'un vaisseau en relache forcée, conformément à la loi du pavillon, se soustrait à l'exercice de la souveraineté territoriale de l'Etat riverain.

116. La théorie du surarbitre Bates fut écartée dans l'affaire Maria-Luz survenue en 1872 entre le Japon et le Pérou.

1. De Lapradelle et Politis, *Recueil des Arbitrages internationaux*, I, p. 704; Wheaton, *International law*, § 103, n° 62; Phillimore, *International law*, 433..

Un navire péruvien, chargé de coolies chinois et poussé par une avarie, chercha refuge dans le port de Kanagawa (Yokohama). Le tribunal de Kanagawa, dans une sentence rendue sur la demande d'un des coolies, déclara que les contrats d'embauchage des coolies en question passés à Macao étaient en réalité des contrats d'esclavage (?) qu'ils portaient atteinte au droit des gens (?) et au droit national de l'Empire, et que, par conséquent, ils étaient, sur le territoire japonais, nuls et non avenue. Conformément à cette sentence, les autorités japonaises donnaient aux coolies la liberté de continuer ou d'interrompre à leur choix leur voyage, et sur leur adoption de ce dernier parti, les rapatrièrent.

Le gouvernement péruvien jugea que cet acte du gouvernement japonais était contraire au droit international et qu'il mettait en jeu la responsabilité de ce gouvernement. L'affaire fut soumise à l'arbitrage de l'Empereur de Toutes les Russies qui, dans sa sentence du 29-17 mai 1875,^{2 3} donna raison au Japon.

Les considérants de cette sentence portent : 1° que le gouvernement japonais a agi, dans cette affaire, de *bona fide*, en vertu de ses propres lois et coutumes, *sans enfreindre les prescriptions générales du droit des gens*, ni les stipulations des traités particuliers; 2° qu'il ne peut être accusé d'un *manque volontaire de respect*, ni d'une *intention malveillante* quelconque vis-à-vis du gouvernement péruvien; 3° que, en l'absence de stipulations formelles, on ne peut faire peser sur le gouvernement la responsabilité d'une action *qu'il n'a pas sérieusement*

2. Rivier, *Droit des gens*, I, p. 150.

3. De Mertens, *N. R. G.* II, III, p. 516; *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1877, p. 353.

*provoquée et de mesures qui sont conformes à sa propre législation*¹.

Cette sentence — on le voit — se plaît à relever la *bona fides* du gouvernements japonais, son manque involontaire de respect, l'inexistence d'une intention malveillante de sa part, le fait que l'action dont il est accusé n'a pas été *sérieusement* provoquée.

Par contre, elle se borne, à l'appui de sa décision affirmant l'irresponsabilité du gouvernements japonais, à constater que ledit gouvernement a agi, en l'espèce,... sans enfreindre les *prescriptions générales du droit des gens*; elle néglige de démontrer pourquoi et comment il est compétent en vertu des règles de droit, pour procéder aux actes contestés; pas de construction juridique de la compétence juridictionnelle de l'Etat riverain sur la mer territoriale, pas d'essai démonstratif de l'existence

1. *Décision arbitrale de l'Empereur Alexandre dans l'affaire de la « Maria Luz », entre le Japon et le Pérou*; Ems, 29-17 mai 1875.

Annuaire de l'Institut de droit international, 1877, p. 352. Traduction : « ...en procédant comme il l'a fait à l'égard de la « Maria Luz », de son équipage et de ses passagers, le gouvernement japonais a agi de *bona fides*, en vertu de ses propres lois et coutumes, sans enfreindre les prescriptions générales du droit des gens, ni les stipulations des traités particuliers;

Que par conséquent il ne peut être accusé d'un manque volontaire de respect, ni d'une intention malveillante quelconque vis-à-vis du gouvernement péruvien ou de ses citoyens;

Que les diverses espèces d'opinions provoquées par cet incident peuvent inspirer aux gouvernements qui n'ont pas de traités spéciaux avec le Japon le désir de rendre les relations internationales réciproques plus précises, afin d'éviter à l'avenir tout malentendu de ce genre; mais qu'elles ne peuvent, en l'absence de stipulations formelles, faire peser sur le gouvernement la responsabilité d'une action qu'il n'a pas sérieusement provoquée, et de mesures qui sont conformes à sa propre législation;

En conséquence nous n'avons pas trouvé de motifs suffisants pour reconnaître, comme irréguliers, les actes des autorités japonaises dans l'affaire du vaisseau « Maria Luz »; et attribuant les pertes supportées à une malheureuse combinaison de circonstances;

Le gouvernement japonais n'est pas responsable des conséquences produites par l'arrêt du vaisseau péruvien « Maria Luz » dans le port de Kanagawa, etc.

et de l'étendue des règles du droit des gens sur le statut des navires en relâche forcée.

117. Un grand nombre de traités de commerce passés par le Japon comportent des dispositions relatives au naufrage, à l'avarie en mer, et à la relâche forcée¹.

118. Au point de vue de leur rédaction, ces dispositions sont susceptibles d'être divisées en deux groupes :

Les unes, et elles sont la majorité, sont extrêmement brèves; on se borne à accorder aux navires étrangers le traitement national en la matière, et à y consacrer la règle de la franchise douanière des épaves.

Les autres, au contraire, (Grande-Bretagne, Grèce, Lettonie, Pérou, Siam) contiennent des dispositions fort détaillées; on y prévoit le régime des navires en relâche forcée dans un port étranger, la compétence du capitaine en pareille hypothèse, les règles à suivre dans l'assistance et le sauvetage, imposées, tant à la charge des autorités locales qu'aux consuls, la restitution des épaves, le régime douanier applicable à ces articles naufragés, etc.

119. Les navires (navires de guerre² ou bâtiments de commerce³, en relâche forcée dans un port quelcon-

1. Allemagne (art. 20), Belgique (art. 13), Danemark (art. 18), Espagne (art. 17), Grande-Bretagne (art. 23), Grèce (art. 10), Italie (art. 18), Lettonie (art. 17), Mexique (art. 22), Norvège (art. 16), Pays-Bas (art. 16), Pérou (art. 11), Siam (art. 14), Suède (art. 17).

2. Grèce (art. 10), Pérou (art. 11), Siam (art. 14).

3. Les traités passés avec la Grèce (art. 10), le Pérou (art. 11), le Siam (art. 14), stipulent vaguement « navires ». Ceux passés avec la Grande-Bretagne (art. 23), la Lettonie (art. 17), l'Allemagne (art. 16), la Belgique (art. 13), le Danemark (art. 18), l'Espagne (art. 17), l'Italie (art. 18), le Mexique (art. 22), la Norvège (art. 16), les Pays-Bas (art. 18), envisagent les « navires de commerce ». Le traité signé avec la Suède (art. 17) dispose : « navires qui appartiennent à l'Etat ou à des particuliers ».

que des H. P. C., en raison du mauvais temps, d'un accident¹ ou d'une nécessité quelconque peuvent y procéder au radoubage, à l'avitaillement, et quitter ce port après avoir acquitté les droits et taxes qui ne peuvent être autres ou plus élevés que ceux perçus à l'égard des navires nationaux.

Lorsque le capitaine du navire se voit dans la nécessité de disposer d'une partie de sa cargaison afin de couvrir ses frais, il doit, ce faisant, se conformer aux règlements et au tarif douanier du pays riverain².

120. Certains traités prévoient le cas de naufrage des navires de commerce et des navires de guerre³. Ces traités disposent que les autorités locales devront, en cas de naufrage d'un navire étranger⁴, et dès que faire se pourra, informer de ce naufrage le plus proche consul compétent de l'Etat auquel ce navire naufragé appartient⁵. Le consul est, en vertu de ces traités, autorisé (cette autorisation peut être conditionnelle) à prêter l'assistance nécessaire à ses nationaux⁶ en se conformant à la législation du pays riverain⁸.

121. Les articles sauvés des vaisseaux naufragés sont rendus, sur demande, à leurs propriétaires; en cas

1. Grande-Bretagne (art. 23), Lettonie (art. 17).

2. Grande-Bretagne (art. 23), Grèce (art. 10), Lettonie (art. 17), Pérou (art. 11), Siam (art. 14).

3. Grande-Bretagne, Grèce, Pérou, Siam.

4. La même obligation existe en cas d'avaries, dans le traité passé avec l'Allemagne.

5. Allemagne, Danemark, Mexique, Norvège, Siam, Suède.

6. Allemagne, Mexique, Norvège, Suède (sans condition) Grèce, Pérou, Grande-Bretagne, Siam, Lettonie, (sous condition).

7. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, le Siam, la Lettonie, les consuls ont ce droit, même aux cas d'avarie et de relâche forcée.

8. Pérou.

d'absence, de ceux-ci, ils sont remis, également sur demande, au consul de l'Etat du pavillon dans un délai fixé par la législation du pays riverain.

Le Japon a passé avec les Etats-Unis un arrangement relatif au remboursement des frais nécessités en cas de naufrage ¹ (Tokio, le 17 mai 1880).

Le consul et les propriétaires doivent rembourser tous les frais qui auraient été nécessités pour la conservation de ces articles (y compris les frais de sauvetage et autres frais), sans être pour cela soumis à un régime moins favorable que celui applicable aux nationaux ¹.

122. Les articles sauvés des vaisseaux naufragés sont exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils sont tenus de payer les droits prescrits ².

III. — JURIDICTION

123. Compétence de l'Etat riverain en matière de la juridiction dans la mer territoriale. — **124.** Navires de guerre. — **125.** Paquebots-poste. — **126.** Navires de commerce. — **127.** Juridiction civile. — **128.** Juridiction pénale. — **129.** « Discipline intérieure ». — **130.** Certains traités consacrent la territorialité de la juridiction. — **131.** Particularité de la législation du P. C. dans les traités en question. — **132.** Une autre série de traités que le Japon possède en la matière. — **133.** Avis du Conseil d'état français de 1882. — **134.** La différence qui existe entre la règle conventionnelle et la règle contenue sans l'avis du Conseil d'Etat.

123. Le droit international reconnaît, en principe, la

1. Grande-Bretagne, Grèce, Lettonie, Pérou, Siam.

2. Grande-Bretagne, Grèce, Lettonie, Pérou, Siam, Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Italie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Suède.

compétence de l'Etat riverain pour déterminer suivant son propre système la portée territoriale de ses lois, soit pénales, soit civiles, soit procédurales, dans toute l'étendue de la mer territoriale. Il ne peut y avoir de dérogation à ce principe qu'en vertu d'une disposition des traités, faute de règles de coutume.

124. a) Navires de guerre. — Les navires de guerre échappent à la juridiction de l'Etat riverain pour tous les faits dont ils sont cause et pour tous les actes qui se produisent à bord. Ils sont tenus, toutefois, d'observer les règlements de police établis par l'Etat riverain¹.

125. b) Paquebots-poste. — Il n'existe pas de norme juridique internationale d'après laquelle l'Etat serait tenu d'accorder un statut spécial et privilégié aux navires étrangers effectuant un service public².

Les paquebots-poste, c'est-à-dire les navires chargés d'un *service postal régulier* de l'Etat dont ils battent pavillon, *qu'ils appartiennent à l'Etat* ou *qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet*, jouissent, en vertu des termes des traités, dans les eaux territoriales des H. P. C., des mêmes facilités, privilèges et immunités, *que ceux*

1. Le tribunal d'arbitrage de Genève, dans l'affaire de l'Alabama, décida, le 14 septembre 1872 :

« Le privilège d'exterritorialité accordé aux navires de guerre a été admis dans le droit international non comme un droit absolu, mais seulement comme une mesure basée sur le principe de courtoisie et de mutuelle déférence entre les nations. »

De Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, 11, 890, 950, etc.

2. Cas du Parlement belge, 1880. Le juge Brette reconnut le principe de l'immunité juridictionnelle à ce navire, parce qu'il était « la propriété du roi des Belges ».

qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée¹.

Le traité de commerce et de navigation franco-japonais, du 4 août 1896, avait formellement établi l'insaisissabilité des paquebots, l'immunité au point de vue de l'embargo et de l'arrêt du prince (art. 15). Les traités actuels ne consacrent pas expressément cette insaisissabilité.

126. *c) Navires de commerce.* — Relativement à l'exercice de la juridiction locale sur les navires de commerce étrangers, il existe deux pratiques opposées : la pratique anglaise, ayant pour base le célèbre *Territorial Waters Jurisdiction Act* de 1878, adopté par la pratique législative ou conventionnelle des Etats sud-américains² qui prétend à la juridiction absolue de l'Etat riverain, et la pratique législative des autres pays, qui laisse, inspirée en cela par l'avis du conseil d'Etat de 1806, au capitaine du navire, la connaissance des affaires intérieures (faits disciplinaires, actes accomplis entre gens de l'équipage et passagers) sauf exceptions³.

127. *Juridiction civile.* — Certains traités passés par le Japon portent une stipulation ainsi conçue :

« Les officiers consulaires compétents de chacune des H. P. C. seront exclusivement chargés, dans les territoires de l'autre, du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation, et seront seuls

1. Allemagne (art. 18), Belgique (art. 11), Danemark (art. 14), Espagne (art. 13), Etats-Unis (art. 12), France (art. 14), Grande-Bretagne (art. 21), Italie (art. 16), Mexique (art. 18), Norvège (art. 12), Pologne (art. 16), Suède (art. 13).

2. Les législations du Chili, de l'Equateur, le traité de Montevideo (1889).

3. Fauchille, 1, 2, p. 1099.

compétents pour connaître des différends qui pourraient survenir, soit sur mer, soit dans les eaux territoriales et ports de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment *en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats.* »

128, Juridiction pénale. — Une série de vieux traités^{1,2} formulent une disposition conçue de la façon suivante :

« Les citoyens et les navires des... (nom de la Partie Contractante) qui se rendent au Japon ou dans ses eaux territoriales, seront, aussi longtemps qu'ils y resteront, soumis aux lois et à la juridiction du Japon, et les sujets et les navires du Japon qui se rendent à... (nom de la Partie Contractante) ou dans les eaux territoriales, seront également soumis aux lois et à la juridiction. »

La disposition consacre donc le système de la territorialité de la juridiction. Les navires battant pavillon étranger sont soumis à la juridiction locale aussi bien que les individus de la même nationalité sur le domaine terrestre de l'Etat riverain. C'est là la conventionnalisation de la vieille règle de la souveraineté de l'Etat riverain, formulée par le *Territorial Waters Jurisdiction Act*. Il est intéressant de noter que les dispositions insérées dans les traités conclus avec le Brésil et la Grèce ne contiennent aucune restriction à cette règle.

129. Il est vrai que les autres traités, en posant la règle de la territorialité de la juridiction, prévoient, toutefois, certaines dérogations relativement à des cas

1. Argentine (art. 10), Chili (art. 10), Grèce (art. 11), Brésil (art. 10), Equateur (art. 11).

2. Argentine (3 février, 1898), Chili (25 septembre, 1897), Brésil (5 novembre, 1895), Equateur (26 août, 1928), Grèce (1^{er} juin, 1899).

déterminés, la règle gardant toujours son caractère général. C'est ainsi que les traités passés avec l'Argentine, le Chili, et l'Equateur exceptent de l'application de cette règle générale, tout fait relatif à « la discipline intérieure » (Internal discipline) du navire. Mais il n'est pas contesté dans la pratique nationale de tous les pays, même de ceux qui adoptent le système d'une territorialité rigoureuse, que les faits relatifs à la discipline intérieure du navire échappent à la juridiction de l'Etat riverain; c'est ce que la législation de la Grande-Bretagne elle-même ne fait aucune difficulté pour admettre¹.

130. Il s'ensuit donc que cette série de dispositions ne fait que consacrer la territorialité de la juridiction². On dit quelquefois que le droit conventionnel particulier adopte le système français dont le rôle est d'atténuer la rigueur du principe de la souveraineté de l'Etat côtier. Cette affirmation n'est pas exacte.

131. Il n'est pas sans intérêt d'ailleurs, d'ajouter que parmi les pays signataires de cette série de traités figurent le Chili³, l'Equateur⁴, dont les législations ont reproduit la législation britannique sur ce point, et l'Argentine, signataire du traité de Montevideo du 23 janvier 1888, qui a adopté le système anglais.

132. Le droit conventionnel international du Japon possède une autre série de traités contenant des dispo-

1. Jordan, *Revue internationale de Droit maritime*, XXIV, 1908-7, p. 65 et ss.; Fedozzi, *Recueil des Cours*, 1925-V, t. 10, p. 193; Fauchille, 1, 2, 1037.

2. Il existe un traité collectif consacrant le système anglais. *Traité de Montevideo*, 23 janvier 1888.

3. Art. 5, *Code pénal*. Fauchille, 1, 2, p. 1039.

4. Art. 2, *Code d'instruction pénale*. Fauchille, 1 2, p. 1039.

sitions relatives à la juridiction des navires étrangers, et rédigés d'une façon tout à fait différente.

« Les officiers consulaires compétents de chacune des H. P. C. seront... seuls compétents pour connaître des différends qui pourraient survenir, soit en mer, soit dans les eaux territoriales et ports de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales dans le cas où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes dans les eaux territoriales et ports de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans les eaux ou à terre¹ » ou « lorsqu'une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée² ».

133. Cette disposition rappelle le fameux avis du Conseil d'Etat français de 1802 qui abandonna, en principe, à l'Etat du pavillon, le droit de juridiction sur les faits délictueux accomplis à bord d'un navire marchand se trouvant dans un port étranger; toutefois, cette règle ne jouait pas lorsqu'il s'agissait : 1° des délits commis à bord du navire par les gens de l'équipage envers les personnes étrangères à celui-ci; 2° des actes commis à bord entre les gens de l'équipage, si la tranquillité du port était compromise, ou si « l'ingérence » des autorités locales était réclamée.

1. Allemagne (art. 21), Equateur (art. 15), Norvège (art. 17), Belgique (art. 17), Lettonie (art. 19), Pays-Bas (art. 14), Danemark (art. 16), Mexique (art. 20), Suède (art. 15).

2. Allemagne (art. 21).

Ce principe fut adopté par la législation de plusieurs pays, même en ce qui concerne la mer territoriale¹.

134. Il est à remarquer, cependant, que la règle consacrée par les traités n'est pas tout à fait dans le même sens que l'avis du conseil d'Etat. On aperçoit notamment cette différence sur deux points :

En premier lieu, le droit conventionnel admet la juridiction locale lorsque les différends survenus à bord du navire sont de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans les eaux ou à terre. L'avis du Conseil d'Etat limite l'éventualité de l'ingérence des autorités locales au cas où la tranquillité du port est réellement compromise. L'exercice de la juridiction territoriale est conditionné, ici, à l'existence effective de désordres causés par les différends, tandis que, là, il a lieu d'office, lorsque les autorités estiment cette éventualité probable.

Enfin, suivant l'avis du Conseil d'Etat, pour que les autorités puissent intervenir, il faut préalablement qu'elles y aient été invitées. Le droit conventionnel confère, au contraire, à ces autorités, le droit d'agir discrétionnairement selon leur propre jugement; l'appréciation de l'opportunité de l'intervention est laissée à la discrétion des autorités du pays côtier; l'administration locale ne perd donc pas sa spontanéité d'action.

IV. — EXERCICE DE LA POLICE

A BORD D'UN NAVIRE MARCHAND ETRANGER

135. La police à bord d'un navire est exercée parfois par le consul de l'Etat du pavillon. Certains traités

1. Fauchille, 1, 2, pp. 170 1099.

disposent que : « Les officiers consulaires compétents de chacune des H. P. C. seront exclusivement chargés, dans les territoires de l'autre, du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation ¹. »

Section II. — Statut des navires dans les ports maritimes.

I. *Accès aux ports maritimes.* — II. *Régime des ports maritimes.*

I. — ACCES AUX PORTS MARITIMES

136. L'accès libre aux ports d'un état étranger. — **137.** Bateaux de commerce. — **138.** Bateaux de guerre.

136. Les ports constituent incontestablement une partie du territoire de l'Etat. Le droit à l'accès libre aux ports d'un Etat n'existe donc que dans la mesure où il est reconnu par les traités.

137. A l'heure qu'il est, les traités de commerce consacrent normalement la liberté d'accès aux ports des H. P. C. On rencontre dans ces traités une stipulation qui porte ordinairement :

« Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des H. P. C.; les

1. Allemagne (art. 21), Mexique (art. 20), Belgique (art. 17), Norvège (art. 17), Danemark (art. 16), Pays-Bas (art. 14), Equateur (art. 15), Suède (art. 15), Lettonie (art. 19).

2. Allemagne (art. 17), Argentine (art. 3), Belgique (art. 4), Bolivie (art. 5), Brésil (art. 3), Chili (art. 3), Colombie (art. 3), Danemark (art. 5), Equateur (art. 3), Espagne (art. 5), Etats-Unis (art. 4), Finlande (art. 1), France (art. 3), Grande-Bretagne (art. 6), Grèce (art. 3), Italie (art. 4), Lettonie (art. 6), Mexique (art. 6), Norvège (art. 5), Paraguay (art. 5), Pays-Bas (art. 5), Pérou (art. 2), Pologne (art. 4), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 5), Siam (art. 3), Suède (art. 5), Suisse (art. 6), Tchécoslovaquie (art. 4).

ressortissants de chacune d'Elles auront, de la même façon que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur. » (Art. 4, traité de commerce avec la Belgique.)

Les traités conclus avec le Siam (art. 12) et la Finlande (art. 12), précisent davantage ce point, en déclarant que les navires des H. P. C. seront placés sur le pied de la nation la plus favorisée en ce qui concerne « le droit de l'entrée dans les ports » de l'autre Partie Contractante.

138. Relativement aux bateaux de guerre, l'article 15 du traité de commerce signé avec le Siam leur accorde le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la liberté d'accès aux ports et places de l'une des Parties Contractantes.

II. — REGIME DES PORTS MARITIMES

139. Régime des ports maritimes. — **140.** Placement, chargement ou déchargement des navires. — **141.** Certificat de franc-bord. — **142.** Position des navires de guerre. — **143.** Déserteurs. La désertion est un fait d'ordre disciplinaire. — **144.** Définition de la désertion. — **145.** Arrestation des déserteurs.

139. Les ports maritimes font ordinairement l'objet d'une série de réglementations aussi complexes et aussi variées que le sont les préoccupations auxquelles donnent lieu pour un Etat l'ouverture du port au commerce extérieur, la navigation maritime internationale, et l'affluence des étrangers qu'elle entraîne. L'Etat légifère,

édicte des règlements administratifs afin de définir le régime du port dans l'intérêt de la navigation, de la police maritime au sens large (police du port proprement dite, placement, chargement, déchargement des bâtiments, usage des bassins, santé publique, pilotage, abordage, protection du bâlisage, surveillance douanière, etc.). Les navires de commerce qui abordent un port sont astreints, en tant qu'unité juridique, à s'incorporer sans heurts à cet ordre établi. L'administration locale a le droit de prendre des mesures en vue de l'assurer par voie de prévention (visites de douane ou de police), comme par voie de répression.

Les stipulations des traités de commerce portent fréquemment : « Ils (ressortissants des H. P. C.) bénéficieront, en se conformant toujours aux lois du pays où ils arrivent, des mêmes droits, faveurs, libertés, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation dont bénéficient ou bénéficieront les nationaux eux-mêmes »¹ ou « les ressortissants de la nation la plus favorisée »². Une autre disposition, conçue dans les termes suivants se rencontre également très fréquemment :

« Les H. P. C. conviennent que le transport de toutes les marchandises, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, dont l'importation, l'exportation et le transit sont autorisés dans les territoires de l'une d'Elles, pourra être effectué par les navires de l'autre Partie, quel qu'en soit le pays de départ ou de destination, en jouissant des mêmes privilèges et sans être soumis à d'autres taxes

1. Belgique (art. 4), France (art. 3), Grande-Bretagne (art. 6), Lettonie (art. 6), Pérou (art. 2), Siam (art. 3).

2. Allemagne (art. 4).

ou plus élevés droits de douane, ou à d'autres ou plus onéreuses charges, que les navires de tout autre pays et leurs cargaisons. »

140. Il en est de même pour le transport des passagers¹. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement, on dispose :

« En tout ce qui concerne le placement des navires, leur déchargement dans les ports (docks, rades, roadsteads, hâvres, bassins rivières, eaux territoriales) des Parties Contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties, aux navires nationaux, aucun privilège ni aucune facilité qui ne le soit également, en pareil cas, aux navires de l'autre pays, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ces rapports, leurs bâtiments respectifs jouissent d'une parfaite égalité »², ou « ...il est entendu entre les H. P. C. de s'accorder mutuellement les mêmes privilèges ou facilités qui sont ou seront, sous ces rapports, accordés à une tierce puissance quelconque », ou encore « en ce qui concerne le placement de navires, etc... et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leur équipage et leurs chargements, il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège, ni aucune

1. Etats-Unis (art. 8), Pérou (art. 7), Suède (art. 9), Norvège (art. 8), Danemark (art. 10), Italie (art. 13), Espagne (art. 9), France (art. 10), Pologne (art. 12), Grande-Bretagne (art. 16), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 12), Siam (art. 19), Mexique (art. 14), Lettonie (art. 13), Allemagne (art. 14), Finlande (art. 11).

2. Etats-Unis (art. 9), Pérou (art. 9), Suède (art. 10), Norvège (art. 9), Danemark (art. 11), Italie (art. 14), Pologne (art. 13), Espagne (art. 10), Grande-Bretagne (art. 17), France (art. 11), Belgique (art. 10), Mexique (art. 15), Lettonie (art. 15), Allemagne (art. 15), Finlande (art. 13), Pays-Bas (art. 12).

3. Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 13), Siam (art. 12).

faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, etc... »¹.

L'article 4 du protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre le Japon et l'Indo-Chine, signé à Paris le 14 septembre 1927, dispose que les bateaux immatriculés en Indo-Chine et portant pavillon français, jouiront, dans les ports du Japon, des privilèges et avantages accordés aux navires japonais, aussi longtemps qu'un pays tiers quelconque pourra réclamer les avantages du traitement national, et qu'au cas où ce traitement serait refusé aux navires de tous pays étrangers, les navires immatriculés en Indo-Chine et portant pavillon français bénéficieraient dans les ports du Japon du traitement de la nation la plus favorisée; un traitement analogue est prévu en ce qui concerne les bateaux japonais dans les ports de l'Indo-Chine (art. 3).

141. Aux termes de notes échangées avec divers pays, le gouvernement japonais s'est engagé, sous condition de réciprocité, à ne pas mettre l'embargo sur les navires de l'autre Partie Contractante et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements japonais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les autorités compétentes de l'autre ou par une association maritime reconnue officiellement par le gouvernement contractant, et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Japon ces navires se conforment aux lois et règlements de l'autre

1. Belgique (art. 10).

Partie concernant la ligne de flottaison : notes échangées avec le Danemark, le 25 juin 1926, avec les Pays-Bas, le 12 novembre 1921, et avec l'Allemagne, les 7 et 8 juillet 1922; celles échangées avec la Grande-Bretagne, les 3 et 12 novembre 1911, ou relativement aux Straits-Settlements, les 15 et 18 mars 1922, et avec la France, le 14 mars 1922, renferment une disposition moins précise.

142. L'article 15 du traité de commerce passé avec le Siam déclare que les bateaux de guerre de chacune des H. P. C. pourront... séjourner et radoubler dans les ports et places de l'autre où les navires de guerre d'autres nations ont accès; qu'ils seront soumis aux mêmes règlements et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions, que les navires de guerre d'une autre nation quelconque.

143. La désertion à bord est un fait d'ordre disciplinaire qui est exclusivement réservé à la connaissance des autorités de l'Etat dont le navire porte le pavillon. Le pays territorial n'est, faute de règles particulières, nullement obligé d'accorder sa collaboration à la répression de la désertion.

Le droit conventionnel impose parfois à l'Etat territorial l'obligation de collaborer à la répression; l'étendue et la nature de cette collaboration sont déterminées par les dispositions des traités; elle ne va jamais jusqu'à la punition du déserteur.

144. Les traités¹ définissent la désertion, le fait,

1. Allemagne (art. 2), Belgique (art. 18), Danemark (art. 17), Espagne (art. 16), Grande-Bretagne (art. 22), Lettonie (art. 20), Mexique (art. 21), Norvège (art. 15), Pérou (art. 13), Suède (art. 16).

pour un marin, de quitter irrégulièrement² le navire auquel il appartient, que ce soit un navire de guerre³ ou un bâtiment de commerce⁴ (appartenant à l'une des H. P. C.) dans les ports, eaux intérieures, eaux territoriales, ou les territoires⁵ de l'autre.

145. Lorsqu'il y a désertion, les autorités locales sont tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance ou tout l'appui et aide⁶ en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce marin, sur la demande qui leur serait adressée à cet effet par l'officier consulaire compétent du pays auquel appartient le navire en question. Parfois, on prévoit la détention du déserteur après l'arrestation⁷ sur la demande de l'agent consulaire.

Les autorités locales fourniront « tout l'appui et l'aide », prêteront toute l'assistance en leur pouvoir pour l'arrestation et la remise du marin déserteur (on emploie parfois le mot « découverte des déserteurs », « recovery of the deserters »⁸), le détiendront après l'arrestation, sur la demande du consul; elles ne sont jamais obligées de lui infliger une peine.

La demande que l'officier consulaire du pays auquel appartient le navire en question adresse aux autorités locales doit être accompagnée de l'assurance de rembourser tous les frais, et, en plus, dans certains cas, de

2. Belgique (art. 18).

3. Pérou (art. 13).

4. Belgique (art. 18).

5. Belgique (art. 18).

6. Allemagne (art. 21).

7. Allemagne (art. 21).

8. Lettonie (art. 20).

pièces officielles justificatives de la qualité de marin du déserteur¹ (extrait du rôle d'équipage).

Les dépenses effectuées de ce chef par les autorités locales sont remboursées par l'officier consulaire en question. Ces dépenses comprennent aussi les frais de détention, s'il y a lieu.

Si le marin a commis quelque délit, sa remise sera différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait reçu exécution².

Tous les traités³ déclarent que la règle établie en matière de désertion ne s'applique pas aux ressortissants du pays où la désertion a eu lieu. Il y a là une règle qui rappelle la clause de la non-extradition des nationaux dans les traités d'extradition.

Section III. — Situation des navires dans les fleuves.

146. Navigation fluviale. — **147.** Délimitation de la mer territoriale à l'embouchure d'un fleuve.

146. La navigation des fleuves et rivières nationaux est une matière ordinairement régie par la législation interne de chaque Etat⁴. L'article 15 du traité de com-

1. Pérou (art. 13).

2. Belgique (art. 18).

3. Tous les traités, sans exception, portant des dispositions relatives à la désertion.

4. Le Japon est signataire de la Convention de Barcelone, 20 avril 1921.

Le Japon est également signataire du Traité de Versailles portant le statut du Danube, mais il ne l'est pas en ce qui concerne la Convention établissant le statut définitif du Danube du 23 juillet 1921.

merce signé avec le royaume des Serbes-Croates-et-Slovènes confirme cette règle.

La disposition en question décide qu'en ce qui concerne la navigation du Danube, il est entendu qu'on s'en rapportera aux arrangements internationaux en vigueur et aux règlements apportés ou à rapporter en vertu de ces arrangements.

147. Concernant la délimitation de la mer territoriale à l'embouchure d'un fleuve, l'article 2 du protocole (A), annexé à la Convention de pêche, signée à Moscou, le 23 mai 1928, entre le Japon et l'U. R. S. S. contient une clause fort curieuse qui dispose, en effet, qu'en matière de frontière de rivières par rapport à la mer, « les deux gouvernements respecteront les principes et coutumes du droit des gens » (!) (usages of the law of nations).

§ III. — MARCHANDISES

Section Première. — Politique commerciale d'un Etat.
— **Section II.** Régime douanier. — **Section III.** Régime spécial. — **Section IV.** Droits accessoires aux droits de douane et droits intérieurs.

Section I. — Politique commerciale d'un Etat.

148. Tout Etat souverain est libre de diriger comme il l'entend sa politique commerciale¹. La politique commerciale d'un Etat n'est pas, en principe, réglée par le droit international. « En ce qui concerne ces

1. Von Liszt, 233.

matières, chaque Etat est seul maître de ses décisions² ».

L'Etat est donc bien fondé à adopter à son gré une politique protectionniste ou libre-échangiste; il peut également suivre la politique du protectionnisme mitigé, c'est-à-dire la politique des traités de commerce; le protectionnisme prohibitionniste agricole de la Restauration ou le protectionnisme industriel outrancier de la Monarchie de Juillet, sont, aux yeux du droit international, aussi licites que l'est le libéralisme du Second Empire, découlant des statuts de 1860 (convention du 10 octobre, convention du 10 novembre 1860, traité du 23 janvier 1860), et le régime tarifaire conventionnel français, établi sur la base de la loi de 1881³ n'est pas moins conforme à l'ordre juridique international que le tarif autonome de M. de Bismark (1877) ou les tarifs autonomes américains : Mac Kinley (1890), Dingley (1897), Payne Aldrich (1910).

L'Etat est également libre de ne point passer de traités de commerce, ce qui fut le cas pour l'Allemagne, de 1877 à 1891, ou, au contraire, d'en conclure pour régulariser les relations commerciales internationales par le procédé des traités dits à tarif annexé, susceptibles de régulariser les relations commerciales internationales, par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée; il peut aussi se cantonner dans une attitude intermédiaire et restreindre le rôle du traité de commerce dans sa politique douanière sans en abandonner complètement le principe. Telle fut la politique de la France depuis la loi du 11 janvier 1892 jusqu'à la guerre (loi du 21 mars 1910).

2. *Cour permanente de Justice internationale*, publ. série B, n° 4, p. 24.

3. 7 mai 1881.

L'Etat qui adopte la politique des traités de commerce est également maître d'en contrôler les effets. Ce principe est mis en lumière par la pratique internationale relative à l'emploi que les Etats font de la clause de la nation la plus favorisée. La clause de la nation la plus favorisée, fille aînée de la liberté du commerce, dont le jeu égalitaire aboutit au nivellement des droits de toutes les nations sur le territoire d'un même pays, peut s'appliquer positivement, sous une forme absolue ou relative, englobant dans son domaine d'application les droits accordés à tous ou certains Etats tiers, ou être l'objet de spécialisations, procédé auquel l'Etat recourt quelquefois afin d'éluder ou d'évincer du jeu de la clause certains privilèges concédés à des tiers, et qu'il réalise par voie conventionnelle (traités du chancelier Caprivi), ou dans sa législation interne (tarif allemand de 1902); enfin, elle est parfois éliminée complètement ou quasi-complètement des traités de commerce au nom de la réciprocité de fait, pratique, qui, inaugurée en France par la loi du 29 juillet 1919, décret du 28 mars 1921, a trouvé sa consécration conventionnelle la plus remarquable dans les traités passés par la France avec l'Espagne, le 8 juillet 1922, avec le Canada, le 15 décembre 1922.

Section II. — Régime douanier.

Généralité.

149. Nature du droit de douane. — **150.** Régime douanier.

149. Droits de douane. — Les taxes douanières sont assimilables aux impôts indirects, bien que leur but ne

soit pas toujours identique à celui de l'impôt, qui ne vise qu'à l'alimentation du trésor public¹. Elles sont perçues, en principe, à l'entrée des marchandises étrangères dans le territoire douanier d'un Etat.

150. On définit le régime douanier en disant que c'est la situation des marchandises au regard de l'impôt d'après la destination qui leur est donnée². On distingue le régime douanier en régime général et en régime spécial, celui-ci étant le régime qui comporte certaines dérogations aux règles du régime général, de droit commun.

Nous étudierons successivement le régime général (importation, exportation) et le régime spécial.

REGIME GÉNÉRAL

I. *Droits d'importation.* — II. *Droits d'exportation.*

I. — DROITS D'IMPORTATION

A) Taux des droits de douanes.

151. Problème de la perception des droits de douane. —

152. Détermination du tarif. — **153.** Le tarif conventionnel en vigueur.

151. La perception d'un droit de douane sur une marchandise importée suppose résolus deux problèmes préalables : la détermination du taux, et le mode d'application du droit de douane.

152. On établit le taux — ou le tarif — d'un droit

1. H. Berthélémy, *Droit administratif*, p. 106.

2. E. Allix, *Cours à la Faculté de Droit*, 1928-29.

de douane par la loi ou par la convention; le choix entre ces deux modes de détermination relève exclusivement de l'Etat. Certains traités confirment ce principe¹.

153. Le droit international particulier du Japon possède actuellement² deux tarifs conventionnels : 1° le tarif annexé au traité de commerce passé avec la France, le 19 août 1911. (Protocole annexé à la convention de commerce et de navigation, signée à Paris, le 19 août 1911). Le traité fut dénoncé en 1919, mais maintenu en vigueur sans modification. (Notification de la dénonciation des clauses de l'art. 5 du traité de commerce, faite le 4 septembre 1918, par le gouvernement français. Echange de notes concernant l'accord commercial provisoire, Tokio, le 19 septembre 1919)³, 2° le tarif annexé au traité de commerce conclu avec l'Italie, signé à Rome, le 25 novembre 1912. (Art. 5 du traité; tarifs A et B du traité). Ce traité devait demeurer exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917 (art. 21 du traité de commerce de 1912); il fut prolongé successivement par des échanges de notes (Echange de notes effectué à Rome, le 28 décembre 1917; Echange de notes fait

1. Etats-Unis (art. 5, Traité de commerce et de navigation. Protocole du 21 février 1911), Suède (art. 6), Danemark (art. 8).

2. Le 1^{er} juin 1928. (*The import tariff of Japan*, 1928); le 17 août 1927, Naudin, *Les accords commerciaux de la France depuis la guerre*. Paris, 1928, p. 74.

3. « Les articles : 5 (traitement favorisé des droits d'importation et d'exportation), 6 (prohibition d'entrée et de sortie), 7 (droits intérieurs) et 17 (clause spécialisée de la nation la plus favorisée) de la Convention ainsi que le Protocole annexé à la même convention, sont maintenus en vigueur jusqu'au 10 septembre 1919 et, à partir de cette date, ils se trouveront tacitement renouvelés de trois mois en trois mois jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par d'autres textes ou que l'une des deux Parties Contractantes ait déclaré arrêter cette prorogation à l'échéance du prochain délai trimestriel. »

à Tokio, les 16 et 25 décembre 1918), dénoncé le 30 juin 1919 par une note du gouvernement italien, et enfin maintenu en vigueur *sine die*, par un échange de notes des 30 août et 25 septembre 1919¹.

B) Formalités douanières²

154. Formalités douanières. — **155.** Rôle du droit conventionnel relativement aux formalités douanières. — **156.** Le droit international particulier du Japon. Matière taxable. Détermination de la matière taxable. — **157.** Origine. Détermination de l'origine. Certificat d'origine. Forme des certificats d'origine. Autorité compétente pour délivrer les certificats. — **158.** Droit d'exiger la production d'un certificat d'origine. — **159.** Délivrance des certificats. — **160.** **161.** Exemption de l'obligation de produire les certificats d'origine. — **162.** Conditions de transport. — **163.** Formalités douanières en général. — **164.** Facture consulaire.

154. Lorsque le taux est fixé, il reste à en préciser les modalités d'application. La législation interne détermine les formalités douanières sous leurs divers aspects : déclaration (y compris la déclaration sommaire, le manifeste, la déclaration de détail, les règles relatives aux bureaux où se feront les déclarations), pièces justificatives à l'appui de la déclaration (y compris les certificats d'origine, factures consulaires, connaissements directs), permis et apurement des manifestes, conditions du transport direct par mer et par terre, vérification (y compris la visite, vérification intégrale et par épreuve, expertise légale, taxes), emballage, liqui-

1. « Le traité de commerce et de navigation du 25 novembre 1912... est maintenu... (à partir du 30 septembre 1919) avec la condition que ce traité se trouvera tacitement renouvelé jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes, et dans ce cas il cessera d'être exécutoire un mois après cette dénonciation. »

Ce tarif est en vigueur le 1^{er} juin 1928 (*The tariff of Japan, 1928*).

2. Pallain, *Les douanes françaises*, tome I; Moye et Nogaro, *Régimes douaniers*, pp. 155-263.

dation et mode d'acquittement des droits, contentieux des douanes.

155. Ces formalités, purement techniques et administratives, ont souvent servi à masquer une habile politique.

On s'est appliqué, grâce au fonctionnement complexe et subtil de leur mécanisme, à une différenciation protectionniste des marchandises taxées, différenciation déguisée, certes, mais réelle. C'est la forme de protectionnisme dit administratif.

Le droit conventionnel intervient alors et cherche à y remédier¹. Le Japon possède ainsi un certain nombre de traités où l'on rencontre cette préoccupation.

156. On trouve presque toujours dans les traités de commerce une stipulation généralement ainsi conçue : « *Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires* de l'une des H. P. C. bénéficieront, à leur importation dans les territoires de l'autre, des droits de douane les plus réduits, applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère. » La matière taxable est donc ainsi définie : « Tout article, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des H. P. C. » Moins fréquemment on recourt à l'expression : « les produits du sol et de l'industrie² » ou « les produits de l'autre pays³ ». Très rarement, « les marchandises originaires⁴ » ou « une marchandise de l'autre pays⁵ ».

1. Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, Genève, le 3 novembre 1923.

2. Art. 5, Italie.

3. Art. 5, France.

4. Art. 1, Protocole annexe, 19 août 1911.

5. Belgique, Protocole additionnel au traité de commerce et de navigation.

157. Les articles, produits naturels ou fabriqués en question, doivent être originaires des territoires de l'autre Partie Contractante. Une matière taxable, pour pouvoir revendiquer les privilèges qui lui sont accordés par les traités, doit posséder un certain lien avec les territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, lien de fait sinon de droit. C'est la condition à laquelle est subordonnée l'application des droits de douane.

Selon certaines législations internes, ce lien de fait, existant entre les marchandises importées et les territoires de l'une des H. P. C., doit être justifié au moyen de ce qu'on appelle les certificats d'origine; ceux-ci doivent comporter un certain nombre de descriptions relatives aux marchandises quant au nombre, à l'espèce, aux marques et numéros, au poids brut ou net, à la valeur, au nom de l'expéditeur, etc.

D'après la législation française, les certificats d'origine peuvent résulter : 1° d'une déclaration officielle, faite devant un magistrat du lieu d'expédition; 2° d'un certificat délivré par le chef des douanes du lieu d'expédition; 3° d'un certificat d'origine proprement dit, émanant, soit d'une autorité locale du lieu d'expédition (maire, commissaire de police, président du tribunal de commerce, chambre de commerce étrangère, etc...), soit d'un agent diplomatique ou consulaire du pays d'importation établi au lieu d'expédition. Parfois, on prévoit pour certains produits l'établissement de certificats d'origine par des autorités spéciales. Ces certificats sont légalisés ou visés par l'agent diplomatique ou consulaire résident au pays d'origine (observations préliminaires, n° 70).

158. Les autorités douanières d'un pays ont le droit d'exiger, à l'importation de tout article, produit naturel ou fabriqué, la production d'un certificat d'origine en due forme. Le protocole signé avec la Pologne, Varsovie, le 7 février 1892, confirme cette règle ¹.

159. L'article 8 de la convention de commerce et de navigation, entre la France et le Japon, signée à Paris, le 19 août 1911, prévoyant l'exigence des certificats d'origine, décide que ceux-ci seront délivrés dans les lieux d'expédition, sièges d'un consulat, par le consul de carrière du pays d'importation, et, dans les autres lieux, par l'autorité douanière, ou, à défaut de cette autorité, par la chambre de commerce ou les autorités locales. Dans le même sens, l'article 8 du traité de commerce signé avec l'Italie et l'article 10 du traité de commerce conclu avec le Mexique. Les notes échangées avec l'Allemagne, le 14 mai 1928, consacrent le même principe. Un échange de notes (Tokio) avec l'Allemagne, du 17 avril 1928, détermine les autorités compétentes pour délivrer les certificats d'origine; ce sont les douanes et les Chambres de commerce des Parties Contractantes.

160. La délivrance des certificats d'origine entraîne le plus souvent la perception de taxes (y compris « les frais ou taxes consulaires »). Quelques échanges de notes avec la Grande-Bretagne (21 et 31 octobre 1912) et avec la France (4 octobre 1913) dispensent, sous condition de réciprocité, les ressortissants de chacune des H. P. C. du

1. Protocole relatif à l'art. 5 du traité de commerce du 7 février 1922.

paiement de ces taxes à l'occasion de la délivrance, du visa et de la légalisation des certificats. L'art. 8 du traité de commerce conclu avec l'Italie et l'art. 10 du traité signé avec le Mexique soumettent la perception des taxes à la condition de réciprocité.

161. Un grand nombre de traités dispensent les marchandises des Parties Contractantes, et sous condition de réciprocité, de l'obligation de produire les certificats d'origine¹. Ce principe ne souffre d'exception que dans le cas où un pays tiers ne serait lié avec l'une ou l'autre des Parties Contractantes par la clause de la nation la plus favorisée, hypothèse dans laquelle la production des certificats d'origine pourra être exceptionnellement exigée suivant les règles susmentionnées².

L'article 7 du traité germano-japonais se rapporte, en cette matière, à la Convention pour la simplification des formalités douanières du 3 novembre 1923.

162. Lorsque l'origine d'une marchandise est prouvée, elle doit encore remplir certaines conditions de transport pour pouvoir prétendre au traitement de faveur qui a été stipulé pour elle dans les traités.

Certaines législations font varier les droits applicables à la marchandise, avec l'origine et les conditions de transport; le bénéfice des faveurs douanières est limité : 1° aux marchandises dont l'origine est justifiée. (En France : art. 23, loi du 16 mai 1863) et, 2°, à celles ayant

1, 2. Norvège (art. 3. Convention spéciale et réciproque de douane), Danemark (art. 3, Convention spéciale et réciproque de douane), Suède (art. 3, Convention spéciale et réciproque de douane), Italie (art. 8), France (art. 8), Belgique (art. 7), Mexique (art. 10), Lettonie (Protocole, 2, art. 7).

fait l'objet d'un transport en droiture¹. (En France : obs. prélim. n° 54, n° 45, §§ 1, 3, n° 57).

Sur ce point encore, le droit conventionnel vient adoucir la rigueur du régime autonome.

L'article 1 de la convention spéciale de commerce passée avec l'Espagne, et le protocole additionnel au traité de commerce conclu avec la Belgique, assimilent aux articles importés en droiture, les marchandises de l'une des Parties Contractantes accompagnées d'un connaissance direct, et qui sont transbordées ou entreposées dans un port intermédiaire².

163. Concernant les formalités douanières en général, un grand nombre de traités proclament le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée relativement aux « facilités »³. Les traités de commerce (art. 7) conclus avec le Siam prévoient le traitement national et celui de la nation la plus favorisée dans la vérification et l'évaluation des marchandises.

164. Quand il s'agit de marchandises taxées ad valorem, la déclaration de la valeur doit être, en général, appuyée par une facture légalisée par l'autorité diplomatique ou consulaire résidant dans le pays d'expédition, ou éventuellement par certains organismes agréés par le pays d'importation, comme présentant des garan-

1. Pallain, tome 1, p. 53.

2. Cette règle n'est admise par la Belgique que si le port où a eu lieu l'opération dont il s'agit est situé dans un pays bénéficiant, dans les territoires de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée pour les marchandises similaires.

3. Etats-Unis (art. 6), Pérou (art. 6), Bolivie (art. 8), Paraguay (art. 8), Brésil (art. 6), Grèce (art. 6), Argentine (art. 6), Colombie (art. 6), Chili (art. 6), Equateur (art. 7), Danemark (art. 7), Grande-Bretagne (art. 1), Siam (art. 7).

ties suffisantes. Les certificats d'origine visés par l'autorité diplomatique ou consulaire, portant mention de la valeur de la marchandise, peuvent d'ailleurs tenir lieu de facture consulaire¹.

Les traités passés avec l'Italie et avec le Mexique portent que, lorsque la délivrance des factures consulaires entraînera la perception de taxes quelconques dans l'un des pays, des taxes équivalentes pourront être établies par l'autre pays à l'occasion des factures consulaires qu'il délivrera².

C) Régime suspensif des droits de douane.

165. Les marchandises pénétrant dans le territoire douanier ne sont pas toujours soumises au paiement immédiat des taxes. L'application des droits peut être suspendue pour un temps déterminé ou indéterminé. On distingue différents modes de suspension des droits : l'entrepôt (séjour des marchandises dans un local déterminé sans paiement préalable des droits), le transit (transport en franchise à travers le territoire douanier des marchandises passibles de droits de douane, de taxes intérieures, ou frappées de prohibition), (obs. prél. n° 177) et enfin l'admission temporaire (importation en suspension des droits de douane, des surtaxes d'entrepôt ou d'origine en faveur des marchandises étrangères destinées à recevoir dans le territoire douanier un complément de main-d'œuvre ou à y être fabriquées, moyennant l'engagement cautionné de les réexporter ou de les mettre en entrepôt dans un délai qui varie suivant les

1. Allix, *Cours à la Faculté de Droit*, 1928-29.

2. Italie (art. 8), Mexique (art. 10).

cas, mais qui, en général, ne dépasse pas six mois en France), (Art. 5 de la loi du 5 juillet 1936, art. 13 de la loi du 11 janvier 1892, etc.).

En ce qui concerne le transit et l'entrepôt, (parfois on ne mentionne que le magasinage ou « warehousing ») quelques traités concèdent le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée¹.

II. — DROITS D'EXPORTATION²

166. Traitement fovoaisé. — **167.** Primes, facilités, drawbacks, droits de réexportation, etc.

166. Les traités de commerce concèdent le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits d'exportation.

167. Un certain nombre de traités³ envisagent les primes, facilités, drawbacks, etc. qui sont accordés à l'occasion de l'exportation des marchandises; plus rarement on mentionne les droits de réexportation⁴.

1. Les traités conclus avec la Grèce (art. 6), l'Argentine (art. 6), la Colombie (art. 6), le Chili (art. 6), l'Equateur (art. 7), le Danemark (art. 7) parlent du transit et du magasinage, tandis que ceux passés avec les Etats-Unis (art. 6), le Pérou (art. 6), la Bolivie (art. 8), le Paraguay (art. 8) concernent le « warehousing ».

2. Etats-Unis (art. 5), Argentine (art. 5), Bolivie (art. 6), Colombie (art. 5), Chili (art. 5), Equateur (art. 6), Brésil (art. 5), Paraguay (art. 6), Grèce (art. 5), Suède (art. 6), Norvège (art. 6), Danemark (art. 6), Italie (art. 5), Pologne (art. 7), Espagne (art. 2, Convention spéciale de commerce), Grande-Bretagne (art. 9), France (art. 5), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 8), Siam (art. 9), Suisse (art. 8), Belgique (art. 5), Mexique (art. 7), Tchécoslovaquie (art. 7), Finlande (art. 7), Allemagne (art. 6), Lettonie (art. 8).

3. Etats-Unis (art. 6), Pérou (art. 6), Bolivie (art. 8), Paraguay (art. 8), Brésil (art. 6), Grèce (art. 6), Argentine (art. 6), Colombie (art. 6), Chili (art. 6), Equateur (art. 7), Danemark (art. 7), Grande-Bretagne (art. 1), Italie (art. 13).

4. Argentine (art. 6), Colombie (art. 6), Chili (art. 6), Equateur (art. 7).

Les traités passés avec la Grèce, le Pérou, le Siam, la Lettonie et la Grande-Bretagne accordent le traitement national à l'avitaillement des navires en relâches forcées¹.

Section III. — Régime spécial.

I. Admission en franchise. — II. Prohibition d'importation, d'exportation et de transit.

I. — ADMISSION EN FRANCHISE

168. Ce que c'est que le régime spécial. — **169.** Régime des échantillons. — **170.** Epaves et marchandises sauvées des navires naufragés. — **171.** Poissons et produits aquatiques.

168. Les règles du régime général peuvent fléchir dans certaines conditions que détermine parfois la législation interne. Ces dérogations existent, soit à l'égard de certains pays ou de certaines régions, soit à l'égard de certains articles qui se présentent dans des conditions particulières (épaves, échantillons, effets personnels usagés, etc.). Le régime spécial à l'égard de certains articles comporte deux modalités : l'admission en franchise et la prohibition.

Le régime spécial peut être défini également par voie conventionnelle. Le droit conventionnel du Japon impose l'admission en franchise en ce qui concerne certains articles, tels que les échantillons, les épaves et marchandises sauvées des naufrages, les poissons et produits aquatiques pêchés ou pris dans les eaux territoriales de l'U. R. S. S. en Extrême-Orient.

1. Grèce (art. 10), Pérou (art. 11), Siam (art. 14), Lettonie (art. 17), Grande-Bretagne (art. 23).

169. Régime des échantillons. — Les échantillons étrangers sont admis en franchise de tout droit d'importation¹. L'admission des échantillons est subordonnée, cependant, à l'obligation de réexpédition ou de réexportation dans le délai de six mois et de la preuve de l'identité, sous réserve éventuelle du cautionnement ou de la consignation des droits et de la taxe de transmission ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires, et, d'une manière générale, à charge d'observer les règlements en vigueur en la matière.

Bénéficient de ce régime : les échantillons proprement dits, c'est-à-dire « les articles importés comme échantillons² », échantillons passibles de droits de douane faisant partie des bagages des voyageurs que les autorités à l'importation pourront appliquer auxdits échantillons une marque supplémentaire si elles le jugent nécessaire³.

L'article 12 du traité signé avec l'Allemagne porte qu'en matière d'échantillons et de modèles, les Parties Contractantes s'engagent à appliquer la disposition de l'article 8 de la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières, le délai de réexportation prévu dans le § 5 dudit article étant fixé à douze mois.

170. Epaves et marchandises sauvées des navires naufragés. — Il est dit, dans certains traités⁴ que les arti-

1. Suède (art. 7), Danemark (art. 8), Mexique (art. 12), Suisse (art. 12), Espagne (art. 7), Pologne (art. 10), Italie (art. 10), Pays-Bas (art. 7), Grande-Bretagne (art. 12), France (art. 9), Tchécoslovaquie (art. 10), Lettonie (art. 1).

2. Grande-Bretagne (art. 12), Danemark (art. 8), etc.,

3. Italie (art. 11), Grande-Bretagne (art. 13), Suisse (art. 12), Tchécoslovaquie (art. 11), Pays-Bas (art. 8).

4. Danemark (art. 18), Mexique (art. 22), Belgique (art. 13), Suède (art. 17), Norvège (art. 26), Italie (art. 18), Espagne (art. 17), Allemagne (art. 20), Pays-Bas (art. 18), Grèce (art. 10), Pérou (art. 11), Grande-Bretagne (art. 23), Siam (art. 14), Lettonie (art. 17).

cles sauvés des navires naufragés ou avariés sont exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils ne soient ultérieurement destinés à la consommation intérieure, auquel cas ils sont tenus d'acquitter les droits prescrits.

171. Le gouvernement japonais, en échange du droit de pêche accordé par l'U. R. S. S. aux sujets japonais en vertu de la Convention sur la pêche, passée à Moscou, le 23 janvier 1928, s'engage à ne pas prélever de droits d'importation sur les poissons et produits aquatiques pêchés ou pris dans les eaux territoriales de l'U. R. S. S., en Extrême-Orient, que ces poissons ou produits aquatiques aient ou non subi une préparation industrielle¹.

II. — PROHIBITION D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE TRANSIT

172. Pratique de la prohibition. — **173.** Droit conventionnel du Japon. Règle de l'interdiction de la prohibition. — **174.** Exceptions à cette règle. — **175.** Protocole final annexé au traité de commerce conclu avec l'Allemagne.

172. La prohibition peut viser, soit l'importation, soit l'exportation, soit le transit. Elle peut être basée sur des motifs tirés de la politique commerciale ou de nécessités de police. Les Etats recourent à la prohibition en cas de guerre ou de représailles douanières; ils en usent aussi pour protéger leurs industries naissantes, (cas de la Grande-Bretagne concernant les industries colorantes), pour parer aux crises de surproduction sur les marchés nationaux, ou encore pour mettre fin à l'« Ausverkauf », accaparement des produits nationaux par l'étranger à la

1. Art. XII de la Convention entre le Japon et l'U. R. S. S., sur la Pêche signé à Moscou le 23 janvier 1928.

suite de l'avalissement du change. (Mesures prises par l'Allemagne, en 1923). Les Etats interdisent, d'autre part, pour des raisons de sécurité ou d'ordre interne, l'importation des monnaies de cuivre et de billon hors cours, de la saccharine, des médicaments composés dont la formule est secrète, des contrefaçons de librairie, des produits faisant l'objet d'un monopole de l'Etat, des marchandises portant une fausse indication d'origine, etc. (prohibition d'importation) et l'exportation des contrefaçons de librairie, des chiens de forte taille susceptibles de servir de véhicules de contrebande, etc. (prohibition de sortie) ¹.

Aux heures difficiles de l'après-guerre, les gouvernements de divers pays ont remis en honneur le vieux système de prohibition d'il y a un siècle. C'est ainsi que le gouvernement français, en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le § 1 de l'article 34 de la loi du 17 septembre 1914, édicta jusqu'au 1^{er} janvier 1925 un grand nombre de prohibitions. En Grande-Bretagne, même, patrie du « free trade », l'opinion publique se manifesta dans ce sens.

Cette orientation de la politique commerciale internationale provoqua une réaction énergique qui se traduisit par la conclusion de la Convention du 8 novembre 1927 ².

173. Le Japon a inséré dans ses nombreux traités ³

1. L'exemple est tiré de la législation française.

2. Le Japon est signataire de cette convention. Allemagne (art. 9).

Dans le même sens grâce au jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

3. Italie (art. 9), France (art. 6), Siam (art. 4), Mexique (art. 11), Etats-Unis (art. 5), Argentine (art. 5), Bolivie (art. 6), Paraguay (art. 6), Colombie (art. 5), Chili (art. 5), Equateur (art. 6), Brésil

la règle générale de l'interdiction de la prohibition, sauf exceptions déterminées, tant en ce qui concerne l'importation que l'exportation ou le transit :

« Les H. P. C. s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit. »

174. Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, seront admises seulement dans des cas¹ déterminés.

Les exceptions prévues s'inspirent ordinairement de certaines considérations de police, entendue au sens large.

Telles sont les exceptions édictées :

a) Pour des motifs tirés de la santé publique en général²;

b) Pour la protection des animaux et des plantes utiles à l'agriculture³;

(art. 5), Grèce (art. 5), Pérou (art. 5), Suède (art. 6), Norvège (art. 6), Pays-Bas (art. 6), Danemark (art. 6), Pologne (art. 6), Espagne (art. 1, 2, convention spéciale de commerce, art. 6), Grande-Bretagne (art. 7), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 6).

1. Suisse (art. 7, 8), Belgique (art. 5), Tchécoslovaquie (art. 6), Finlande (art. 6), Allemagne (art. 8), Lettonie (art. 7, 8).

2. Etats-Unis (art. 5), Bolivie (art. 6), Paraguay (art. 6), Pérou (art. 4), Suède (art. 6), Norvège (art. 5), Danemark (art. 6), Italie (art. 9), Espagne (art. 6), Pologne (art. 6), Grande-Bretagne (art. 7), France (art. 6), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 6), Siam (art. 6), Suisse (art. 7), Belgique (art. 5), Mexique (art. 11), Pays-Bas (art. 6), Tchécoslovaquie (art. 6), Finlande (art. 6), Allemagne (art. 8, 9), Lettonie (art. 7).

3. Pérou (art. 4), Italie (art. 9), Pologne (art. 6), Suède (art. 6), Norvège (art. 5), Espagne (art. 6), Grande-Bretagne (art. 7), France (art. 6), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 6), Siam (art. 4), Suisse (art. 7), Belgique (art. 5), Mexique (art. 11), Pays-Bas (art. 6), Tchécoslovaquie (art. 6), Finlande (art. 6), Allemagne (art. 8), Lettonie (art. 7), Allemagne (art. 9).

- c) Pour des motifs de sureté publique¹;
- d) Pour la protection des monopoles de l'Etat²;
- e) En raison du régime spécial suscité par le contrôle de l'Etat sur les vins et boissons alcooliques³;

f) En vue de l'application aux produits étrangers de toutes les prohibitions (ou restrictions) frappant à l'intérieur les produits similaires⁴, quant à la production, au transport ou à la vente de ces produits.

Elles s'inspirent aussi de motifs tirés de la politique commerciale ou générale :

- a) Dans le cas d'événements graves touchant à la sécurité de l'Etat, aux intérêts vitaux du pays⁵;
- b) Relativement à l'approvisionnement en cas de guerre⁶;
- c) Ayant trait à la protection de l'agriculture⁷;

175. Le protocole final annexé au traité conclu avec l'Allemagne contient une stipulation particulière :
« Dans le cas où l'une des Parties Contractantes appliquerait ou mettrait en vigueur de nouvelles interdictions

1. Pérou (art. 4), Italie (art. 4), Pologne (art. 6), France (art. 6), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 6), Siam (art. 4), Mexique (art. 11), Tchécoslovaquie (art. 6), Finlande (art. 6), Allemagne (art. 8, 9), (cet article concerne uniquement le transit). Lettonie, Protocole (3), Serbes-Croates-et-Slovènes, Protocole annexé, (transit).

2. Italie (art. 9), Pologne (art. 6), France (art. 6), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 6), Siam (art. 4), Tchécoslovaquie (art. 6), Finlande (art. 6), Lettonie, Protocole (3).

3. Finlande (art. 6).

4. Italie (art. 9), France (art. 6), Siam (art. 4), Mexique (art. 11).

5. Serbes-Croates-et-Slovènes, Protocole annexé au traité de commerce. « Il est entendu cependant que de telles mesures devront être limitées autant que possible par égard à leur durée et étendue ». Aussi Tchécoslovaquie, Protocole (2) du traité de commerce.

6. Italie (art. 9), France (art. 6), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 6), Siam (art. 4), Belgique (art. 5), Mexique (art. 11), Allemagne (art. 5).

7. Finlande (art. 6). « ...importation of seeds which on account of their origine are not deemed to thrive in the respective territories of one of the H. P. C. »

ou restrictions d'importation ou d'exportation de nature à porter sérieusement atteinte au commerce de l'autre Partie, cette Partie pourra, dans un délai d'un an, à partir de cette application ou mise en vigueur, dénoncer le présent traité. Dans ce cas, le traité cessera d'être en vigueur six mois après la dénonciation. »

Section IV. — Droits accessoires au droits de douane et droits intérieurs

I. Droits accessoires. — II. Droits intérieurs.

I. — DROITS ACCESSOIRES

176. Droits accessoires. — **177.** Condition du transport. Surtaxe du pavillon. — **178.** Surtaxe de provenance. — **179.** Droit conventionnel.

176. Les autorités douanières perçoivent, outre les droits de douane proprement dits, la surtaxe d'entrepôt et d'origine, les impôts de consommation intérieure, la taxe sur le chiffre d'affaires des transitaires et commissionnaires en douane, la taxe à l'importation des droits de navigation (y compris les droits de francisation des navires, de congé, de visite, de sécurité, etc.); les taxes accessoires, la taxe de statistique, la taxe pour le développement du commerce extérieur, etc. etc.¹.

177. Les traités de commerce interviennent très fréquemment à l'égard des taxes imposées en raison du mode de transport, afin d'éviter que la discrimination

1. Exemple tiré de la législation française.

ne soit faite, en cas d'importation par mer, d'après la nationalité des navires transporteurs.

C'est ainsi qu'un grand nombre de traités² proscrivent la surtaxe du pavillon en formulant : « Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des H. P. C. par des navires nationaux, pourront, de même, être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante, *sans être soumis à des droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des navires nationaux* »... « Il y aura, de même, *parfaite égalité de traitement pour l'exportation*, de façon que les mêmes droits de sortie seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans les territoires de chacune des Parties Contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par des navires japonais ou par des navires (de la Partie Contractante)... et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie, soit un port d'une tierce puissance. »

178. Surtaxe de provenance. — Indépendamment des droits de douane inscrits au tarif, certaines marchandises sont frappées de surtaxes de provenance. Ces surtaxes, qu'on appelle surtaxes d'entrepôt ou d'origine, constituent un droit différentiel imposé aux marchandises étrangères, en raison de leur rupture du transport

2. Etats-Unis (art. 8, 1), Pérou (art. 7), Suède (art. 9), Norvège (art. 8), Danemark (art. 10), Italie (art. 13), Pologne (art. 10), Espagne (art. 9), Grande-Bretagne (art. 16), Siam (art. 10), Mexique (art. 14), Lettonie (art. 13), Allemagne (art. 14), Finlande (art. 11), Serbie (art. 12).

direct; c'est un droit frappant les marchandises, qui, au lieu d'avoir été transportées directement du pays d'origine dans un territoire douanier déterminé, l'ont été, après avoir été mises à terre, entreposées, transbordées, etc. dans un pays tiers. Elles ne frappent pas les marchandises en elles-mêmes et, à ce titre, elles ne constituent pas un droit de douane proprement dit; ce qu'elles frappent, ce sont les conditions de transport¹.

179. Le droit conventionnel du Japon se préoccupe du mode d'application de ces surtaxes. Certains traités disposent, sans en interdire complètement le principe, qu'une égalité absolue sera garantie « sans distinction, que les articles viennent directement du lieu d'origine ou de tout autre pays étranger². »

II. — DROITS INTERIEURS

180. Droits intérieurs. — **181.** Droits de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, etc... — **182.** Certificat de jaugeage.

180. L'importance des droits intérieurs va grandissant dans le commerce international³. Les traités de commerce cherchent soigneusement à éviter aux marchandises des H. P. C. le traitement discriminatoire qui leur serait fait par ce procédé qui porte atteinte au libre

1. Pallain, t. I, p. 57; Allix, *Cours à la Faculté de Droit*, 1928-29.

2. Etats-Unis (art. 8, 1), Pérou (art. 7), Suède (art. 9), Norvège (art. 8), Danemark (art. 10), Italie (art. 13), Pologne (art. 12), Espagne (art. 9), Grande-Bretagne (art. 16), Siam (art. 10), Serbie (art. 12), Mexique (art. 14), Lettonie (art. 13), Allemagne (art. 14), Finlande (art. 11).

3. Ito, *La clause de la nation la plus favorisée*, Paris, 1930, p. 236; Oda, *Le droit administratif*, p. 449.

échange, et crée des inégalités dans les conditions du marché.

C'est donc dans ce but qu'un bon nombre de traités de commerce¹ stipulent dans une formule générale, qu'aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, d'autorités locales ou de corporation, grevant actuellement ou à l'avenir, la production, fabrication ou consommation d'un article quelconque dans les territoire de l'une des H. P. C., ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'autre, que pour les articles similaires d'origine indigène.

Il est entendu, selon l'article 10 du traité de commerce conclu avec la Lettonie, que les charges ordinaires perçues à l'occasion du maniement des marchandises dans les ports, ne tombent pas sous le coup de la règle conventionnelle en question. Parfois on énumère dans une formule plus analytique les droits intérieurs, tels les « taxes ou droits d'octroi, de péage, de magasinage, d'accise ou de consommation² » ou « droit d'accise, d'octroi, de consommation³ », ou encore « taxes ou droits d'octroi, de transit, de magasinage, d'accise ou de consommation⁴ », perçus pour le compte de l'Etat, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques. » Dans certains cas, les traités portent que les produits naturels ou fabriqués des territoires de

1. Bolivie (art. 9), Paraguay (art. 9), Italie (art. 7), Pologne (art. 9), Grande-Bretagne (art. 11), Suisse (art. 10), Serbie (art. 10), Tchécoslovaquie (art. 9), Finlande (art. 9), Allemagne (art. 10), Lettonie (art. 10); également dans ce sens, le Mexique (art. 14).

2. Belgique, (art. 6).

3. France, (art. 7).

4. Norvège, Convention spéciale et réciproque de douane, (art. 2), Suède, Convention spéciale et réciproque de douane (art. 2); Danemark Convention spéciale et réciproque de douane (art. 2).

l'une des Parties Contractantes, importés dans les territoires de l'autre, et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à aucun droit intérieur¹; ou, encore, que les marchandises en transit seront réciproquement affranchies de tout droit de transit, soit qu'elles passent directement, soit qu'elles dussent être déchargées, dépasées ou rechargées².

181. A d'autres points de vue, on prévoit dans le droit conventionnel des droits de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou autres droits ou charges similaires ou analogues, droits qui sont imposés dans les eaux territoriales de l'une des Parties Contractantes sur *les navires de l'autre*. C'est ainsi que le traité de commerce (art. 10) signé avec la Belgique, (27 juin 1924), dispose : « Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des H. P. C. qui entreront sur lest, ou chargés, dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, *quel que soit le lieu de leur départ et celui de leur destination*, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et pour le compte de

1. France (art. 7), Bolivie (art. 9), Paraguay (art. 9), Italie (art. 7), Pologne (art. 9), Grande-Bretagne (art. 11), Suisse (art. 10), Mexique (art. 7), Tchécoslovaquie (art. 9), Finlande (art. 9).

2. Etats-Unis (art. 6), Pérou (art. 6), Bolivie (art. 7), Danemark (art. 7), Paraguay (art. 7), Italie (art. 6), Pologne (art. 8, Protocole 3), Grande-Bretagne (art. 10), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 9), Suisse (art. 9), Belgique (art. 6), Mexique (art. 8), Tchécoslovaquie (art. 8), Finlande (art. 8), Allemagne (art. 9). (Chacune des H. P. C. aura droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises sont réellement en transit).

Dans le même sens : Brésil (art. 6), Grèce (art. 6), Argentine (art. 6), Colombie (art. 6), Chili (art. 6), Argentine (art. 6), Colombie (art. 6), Chili (art. 6), Equateur (art. 7), Danemark (art. 7).

l'Etat, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, *autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux*¹ ».

Une déclaration espagnole du 12 mai 1913, Madrid, exclut du jeu de cette disposition les avantages ou privilèges particuliers qui seront ou pourront être accordés d'une manière exclusive à la marine marchande nationale, et l'article 15 du traité de commerce et de navigation passé avec la Finlande réserve également de l'application de ce principe les règlements relatifs au pilotage.

182. En vue de simplifier la détermination de l'assiette, et lorsqu'il s'agit de droit frappant le navire, certaines notes échangées exemptent réciproquement du rejaugage les navires de mer d'architecture européenne, munis d'un certificat de jaugeage dans les formes requises par la législation interne de chacune des Parties Contractantes².

1. Dans le même sens :

a) Traitement national ou traitement de la nation la plus favorisée : Finlande (art. 15), Mexique (art. 17), Lettonie (art. 16), Allemagne (art. 17), Pérou (art. 8), Suède (art. 12), Norvège (art. 11), Danemark (art. 13), Italie (art. 15), Pologne (art. 15), Espagne (art. 12), Grande-Bretagne (art. 19), France (art. 13), Siam (art. 11).

b) Traitement de la nation la plus favorisée : Brésil (art. 7), Mexique (art. 6), Grèce (art. 7), Etats-Unis (art. 11), Argentine (art. 1), Chili (art. 1), Colombie (art. 1), Equateur (art. 8).

2. Protocole annexé au traité de commerce et de navigation avec les Serbes-Croates-et-Slovènes, 16 novembre 1923.

Notes échangées concernant la reconnaissance réciproque de certificats de jaugeage des navires, Pays-Bas, 12 février-18 mars 1912.

CHAPITRE II

REGLES ACCESSOIRES POSÉES AFIN DE FACILITER OU ASSURER L'EXÉCUTION DES REGLES SUSMENTIONNÉES

§ I. — SITUATION DES AGENTS CONSULAIRES

183. Traités ou conventions passés par le Japon contenant des dispositions relatives à la situation des agents consulaires. — **184** et **185.** Caractère général des agents consulaires. — **186.** Division des Consuls. — **187.** Qualité de la Partie Contractante ayant le droit de nommer les consuls. — **188.** Droit de nommer les consuls. — **189.** Exercice de la fonction consulaire. — **190.** et **191.** Les fonctions consulaires. — **192.** Privilèges du consul. — **193.** Fin des fonctions consulaires. — **194.** Juridiction consulaire.

183. Les dispositions relatives à la situation des agents consulaires se trouvent généralement dans les traités de commerce¹. Parfois elles sont insérées dans un traité politique². Très rarement dans une déclaration³.

1. Avec l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Brésil, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Danemark, l'Equateur, l'Espagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Lettonie, le Mexique, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, les Pays-Bas, les Serbes-Croates-et-Slovènes, le Siam, la Suède, la Suisse.

2. La convention comportant les principes fondamentaux réglementaires des relations entre le Japon et l'U. R. S. S., Pékin, 1925.

3. Déclaration concernant l'Indo-Chine française, Paris, 10 juin 1927. Déclaration concernant l'Indo-Chine française, Paris, 19 août 1911.

Le droit conventionnel du Japon ne possède pas de convention consulaire ayant une portée générale ¹.

Il n'existe aucune règle conventionnelle de portée générale définissant le statut des agents consulaires à l'égard de la Finlande, la France, l'Italie et la Tchécoslovaquie.

184. Le Consul a toujours été le protecteur des intérêts économiques, et particulièrement commerciaux, de ses compatriotes ². Son importance a été grandissante au cours de ce siècle dernier, en raison du développement des relations économiques. Aujourd'hui, on tend à assimiler la situation juridique des consuls de carrière à celle des agents diplomatiques, au point de vue des immunités qui leur sont accordées ³.

185. Le Consul est un organe permanent de l'Etat, sans caractère diplomatique, dont la fonction consiste surtout dans l'exercice de certaines prérogatives — d'ordre économique et administratif — appartenant à un Etat sur le territoire d'un autre Etat. L'exercice de cette fonction n'est juridiquement possible qu'en vertu d'une reconnaissance formelle, de la part de l'Etat sur le territoire duquel sera admis le consul, et dans la mesure où elle existe. Cette reconnaissance s'obtient, soit que l'Etat de résidence autorise l'exercice de l'activité du

1. Il est vrai qu'il n'existe actuellement qu'une seule convention consulaire en vigueur. C'est celle qui fut passée avec les Pays-Bas à La Haye, le 27 avril 1909.

Mais cette convention a une portée très restreinte, car elle ne vise que la situation des consuls *japonais* et s'applique seulement dans les *possessions ou colonies néerlandaises*.

2. Fauchille, t. 1, 3, pp. 111 et ss.

3. V. Liszt, p. 138.

consul, en se référant à des usages dont l'intérêt pratique est suffisant pour qu'il se décide à les suivre sans y être obligé, soit qu'il reconnaisse cet exercice en vertu d'une norme conventionnelle.

Le droit consulaire est une matière qui a été réservée aux traités bilatéraux¹.

186. Division des consuls :

1° Consuls envoyés et consuls élus. — Les traités ne mentionnent guère la distinction entre le consul envoyé, fonctionnaire de carrière, en mission ad hoc dans le lieu où il doit exercer sa fonction, et le consul élu parmi les habitants de la ville consulaire. Dans de très rares traités, on se réfère parfois au « consul de carrière » à propos de la délivrance des certificats d'origine. C'est ainsi que l'article 8 du traité conclu avec la France porte, par exemple : « ...Dans ce cas, les certificats seront délivrés dans les lieux d'expédition, siège d'un consulat, par le consul de carrière du pays dans lequel l'importation doit être faite...² » ;

2° Division en consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires. — On a l'habitude de distinguer 4 catégories de consuls : les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires. La plupart des traités consacrent cette distinction³. Certains traités⁴ font mention des « Deputy-Consuls » ; l'article 15 du traité signé avec le Pérou⁵ vise également les « Pro-Consuls ».

1. Oppenheim, I, p. 559 ; Strupp, I, p. 228.

2. Dans le même sens : Italie (art. 8), Mexique (art. 10).

3. Argentine (art. 2), Chili (art. 2), Colombie (art. 2), Equateur (art. 2), Mexique (art. 4), Brésil (art. 2), Grèce (art. 2), Danemark (art. 3), Espagne (art. 3), Grande-Bretagne (art. 9), Siam (art. 17), Suisse (art. 4), Belgique (art. 16), Lettonie (art. 4), Allemagne (art. 3).

4. Etats-Unis (art. 3), Bolivie (art. 4), Paraguay (art. 4).

5. Oppenheim, I, p. 592.

Cette distinction ne présente qu'un intérêt d'ordre purement administratif et relativement à la carrière, au traitement, etc. Elle n'a de portée juridique que dans la mesure où ils « auront, à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités, qui sont ou pourront être accordés aux officiers consulaires *de même grade de la nation la plus favorisée.* »

187. Le droit conventionnel du Japon ne traite de la sorte qu'avec les Etats pleinement souverains. Ni Etats dépendants, ni dominions, ni colonies ne jouissent de ce droit à ses yeux.

188. Les traités de commerce portent généralement que chacune des H. P. C. pourra nommer des consuls dans tous les postes, villes et places de l'autre, à l'exception des localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels fonctionnaires consulaires, et qu'aucune exception ne serait faite en faveur de l'une des Parties Contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances. L'art. 4 du traité avec la Serbie stipule que « chacune des H. P. C. a le droit de nommer des représentants consulaires sur les territoires de l'autre, d'après les principes du droit international public, les usages internationaux, et sur la base de réciprocité. » La convention signée à Pékin avec l'U. R. S. se borne à stipuler dans son article I : « Les H. P. C. conviennent d'établir des relations consulaires entre Elles ».

189. Le consul n'a toutefois, le droit d'exercer ses fonctions et de jouir des privilèges, exemptions et immu-

nités, qu'après avoir reçu du gouvernement du pays où il est nommé, l'exequatur ou autres autorisations nécessaires.

En l'absence de règles conventionnelles, on admet sans difficulté l'existence d'usages internationaux, qui reconnaissent au consul la faculté d'exercer ses fonctions en ce qui concerne la protection du commerce et de la navigation, ainsi que sa compétence administrative à l'égard de ses compatriotes¹.

Le droit conventionnel du Japon abandonne aux usages le soin de déterminer la nature et l'étendue des fonctions consulaires, en déclarant reconnaître aux consuls l'exercice « de toutes les fonctions qui sont ou pourront être accordées aux fonctionnaires consulaires du même grade de la nation la plus favorisée. » Il ne comporte aucune règle de fond définissant la fonction consulaire en général, à laquelle ce traitement pourrait se référer.

190. Par contre, le droit conventionnel précise certains points au sujet desquels la coutume demeure incertaine. C'est ainsi que certains traités déterminent les fonctions consulaires relatives à l'administration et à la liquidation dans les successions. L'article 3 du traité de commerce avec la Belgique dispose :

« En cas de décès d'un Japonais en Belgique ou au Luxembourg, ou d'un Belge ou bien d'un Luxembourgeois au Japon, les autorités locales compétentes *doivent immédiatement en donner avis au consul le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci,*

1. Oppenheim, I, p. 599.

2. Avec l'Espagne, la Belgique, le Siam, les Pays-Bas, le Danemark, la Suisse, la Lettonie, la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, le Mexique.

de leur côté, *devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers.*

« L'autorité locale compétente complètera ledit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais de l'acte de décès. (Formalité de l'information).

« En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec les autorités locales compétentes, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire *tous actes nécessaires à la conservation, à l'administration et à la liquidation de la succession, et de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être jugées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.*

« Les dispositions précédentes, seront, de même, applicables dans le cas où un ressortissant de l'une des Parties Contractantes, possédant des biens dans les territoires de l'autre, viendrait à mourir en dehors desdits territoires sans avoir laissé, au lieu où ses biens sont situés, aucune personne ayant qualité pour prendre charge de la succession et pour l'administrer. »

191. En outre, les dispositions des traités portent, parfois, *sur les fonctions consulaires* relatives :

1° A la police maritime :

- a) Arrestation des marins déserteurs;
- b) Maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de la nationalité du consul;
- c) Assistance aux navires en avarie ou naufragés;

2° A la connaissance des différends qui pourraient

survenir, soit en mer, soit dans les eaux territoriales et ports du pays de résidence, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats, lorsque ces différends n'entraînent pas de désordres dans les eaux territoriales et ports, que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre;

3° A la délivrance des certificats d'origine.

192. Le droit conventionnel du Japon ne comporte aucune disposition de fond déterminant le caractère et l'étendue des privilèges des consuls. Les conventions consulaires signées vers la fin du xix siècle avaient stipulé minutieusement l'inviolabilité de la personne du consul, (y compris celle de son habitation), des locaux, archives consulaires, documents d'ordre officiel, l'obligation du témoignage, l'immunité des prestations personnelles, taxes et impôts directs, et même les prérogatives honorifiques (y compris l'usage des emblèmes, pavillons et armes de leur Etat) ¹. Ces conventions ne sont plus en vigueur.

Les dispositions relatives à la situation des agents consulaires insérées dans les traités de commerce, se bornent à disposer que les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ayant reçu du gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou autres autorisations nécessaires, auront, à charge de réciprocité, les droits de... jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être ac-

1. Cf. V. Liszt, p. 140. *Analyse du traité consulaire conclu entre l'Allemagne et le Japon.*

cordés aux officiers consulaires d'une autre nation tierce quelconque.

193. Il est dit dans les traités¹ que le gouvernement qui accorde l'exequatur ou les autorisations nécessaires a le droit de les annuler à sa guise. Toutefois, le gouvernement est tenu, dans ce cas, d'expliquer les raisons pour lesquelles il a jugé à propos d'agir ainsi.

194. La juridiction consulaire fut maintenue au Japon jusqu'à la fin du xix^e siècle², et en Corée jusqu'en 1910, date de son annexion au Japon.

Ce régime était déterminé par une série de traités passés notamment avec les Etats-Unis (17 juin 1857, 29 juillet 1858, 18 décembre 1878), la Grande-Bretagne (26 août 1858), la France (9 octobre 1858), etc.

1. Etats-Unis (art. 3), Bolivie (art. 4), Paraguay (art. 4), Norvège (art. 3), Suède (art. 3), Danemark (art. 3), Espagne (art. 3), Grande-Bretagne (art. 4), Suisse (art. 4), Belgique (art. 16), Mexique (art. 4), Lettonie (art. 4), Allemagne (art. 3).

2. Traités passés avec : la Grande-Bretagne, 16 juillet 1894, les Etats-Unis, 22 novembre 1894, 12 décembre 1894, la France, 4 août 1896, etc.

§ II. — RÈGLEMENT DES CONFLITS RELATIFS A L'INTERPRÉTATION DES NORMES

Section Première. Application des règles conventionnelles
— **Section II.** Règlement des conflits internationaux nés de l'interprétation des traités.

Section I. — Application des règles conventionnelles

195. Problème de l'application des règles conventionnelles.
— **196.** Comment détermine-t-on la signification et la portée des normes ? — **197.** Procédure diplomatique ou juridictionnelle. — **198.** Plan de l'étude. — **199.** L'esprit dans lequel est poursuivie la procédure de règlement des différends.

195. Les règles conventionnelles, qu'elles soient destinées à déterminer la compétence d'un Etat donné, ou qu'elles se proposent de coordonner cette compétence avec celle d'un autre Etat, doivent être, comme toutes normes juridiques, appliquées conformément à leurs termes et à leur esprit. Appliquer une règle conventionnelle, s'entend de la confrontation d'un fait concret à la norme juridique à laquelle il se réfère, afin d'en dégager les conséquences juridiques qui y sont rattachées¹.

Lorsque l'existence d'une norme est consacrée d'une façon certaine par les instruments diplomatiques, il convient encore, avant de l'appliquer, d'en déterminer exactement le sens et la portée.

196. La signification d'une règle, obligatoire pour un Etat donné, ne peut s'établir qu'avec le consentement de celui-ci, consentement qui se manifeste normalement dans des accords internationaux. Ceux-ci peuvent pren-

1. Anzilotti, p. 105.

dre diverses formes. On peut fixer le sens d'une règle de façon générale et objective, en prévision de tous les cas susceptibles de se présenter². L'accord peut être aussi interprétatif, et n'avoir en vue qu'un cas concret. Des accords de ce genre se réalisent quotidiennement dans la pratique des Etats; c'est là le terrain sur lequel la diplomatie trouve ordinairement son domaine d'action. Il arrive parfois que l'Etat confie, faute d'accord direct, le règlement des difficultés d'interprétation à un tiers, (Etat, chef d'Etat, Académie de droit, etc..., tribunaux arbitraires ou judiciaires) s'engageant préalablement à se soumettre à sa décision dans le cas envisagé.

197. Ces accords peuvent être rédigés suivant une procédure diplomatique ou juridictionnelle. La procédure est dite juridictionnelle lorsqu'elle se développe entre les mains de juges qui peuvent avoir été choisis par les Parties Contractantes : « sur la base du respect du droit », c'est-à-dire lorsqu'elle se déroule devant la Cour Permanente de Justice Internationale ou la Cour Permanente d'Arbitrage ou devant un tribunal arbitral constitué ad hoc. Elle est dite diplomatique lorsqu'elle est poursuivie entre les agents diplomatiques d'un Etat et le gouvernement d'un autre, sous la forme de négocia-

2. Cette forme se trouve surtout dans les protocoles annexes d'un traité qui précisent le sens des dispositions contenues dans le traité. Les exemples ne sont pas rares dans le droit conventionnel japonais. Par exemple : Notes échangées relatives au traité de commerce et de navigation entre le Japon et le Mexique, 8 octobre 1924 déclarent que dans tous les cas où ledit traité emploie l'expression « une autre nation amie quelconque » et où l'une des H. P. C. demande à l'autre d'avoir part à l'un quelconque des droits et privilèges consentis à « une autre nation amie quelconque » elle pourra choisir, pour base de sa demande, les droits ou privilèges quelconques accordés aux sujets ou citoyens d'une tierce Puissance quelconque.

tions dans le but de concilier les prétentions opposées des deux Parties, avec ou sans l'entremise d'un ou plusieurs Etats tiers (bons offices, médiation, conciliation) et avec ou sans recours à une institution internationale établie afin de les faciliter, sans que ses décisions soient toujours obligatoires (commission d'enquête, de conciliation, Conseil de la S. D. N., etc.).

198. Nous allons examiner dans les paragraphes suivants ce que le droit conventionnel du Japon prescrit au sujet du règlement pacifique des conflits nés de l'interprétation des textes de traités.

199. Un certain nombre de traités contiennent une stipulation susceptible d'éclairer le juge, l'arbitre ou les diplomates, sur l'esprit dans lequel ils sont tenus de poursuivre la procédure de règlement des différends; il s'agit des dispositions qui sont insérées notamment dans les vieux traités passés avec les Etats américains, et qui portent : « Il y aura paix constante et perpétuelle et amitié entre... et l'Empire du Japon et leurs ressortissants respectifs »¹.

1. Bolivie, (art. 1, 1914), Brésil (art. 1, 1895), Chili (art. 1, 1897), Colombie (art. 1, 1908), Equateur (art. 1, 1918), Mexique (art. 1, 1888), Paraguay (art. 1, 1919) Grèce (art. 1, 1899), Siam (art. 1, 1924).

**Section II. — Règlement des conflits internationaux
nés de l'interprétation des traités**

I. Procédure diplomatique dans le règlement. — II. Bons offices, médiation, conciliation. — III. Règlement arbitral et judiciaire.

**I. — PROCEDURE DIPLOMATIQUE
DANS LE REGLEMENT
DES CONFLITS INTERNATIONAUX
NES DE L'INTERPRETATION DES TRAITES**

200. Un conflit d'interprétation est un différend d'ordre juridique, mais il peut faire l'objet d'un règlement diplomatique. — **201.** La diplomatie est un facteur important dans le règlement des conflits. — **202.** La situation des agents diplomatiques. — **203.** La négociation directe. — **204.** La forme et la durée de la négociation.

200. Un différend relatif à l'interprétation d'un traité est un différend d'ordre juridique qui appelle une solution juridictionnelle¹. Il faut tout de suite ajouter, cependant, que le caractère juridique d'un différend n'en exclut pas nécessairement la solution diplomatique², car « le différend le plus nettement juridique revêt un caractère politique, aussitôt qu'aux yeux de l'Etat mis en cause, il est de nature à affecter ses intérêts essentiels »³. « C'est une illusion de croire que, dans la pratique internationale, les différends se présentent sous un jour tel

1. Dans ce sens : art. 38 de la Convention de 1907; art. 13 du Pacte de la S. D. N.; art. 36, II, du Statut de la Cour; arrêt 37 de la Convention-modèle A de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, du 26 septembre 1928; traité anglo-français du 14 octobre 1903; le rapport rédigé par M. de Lapradelle et accompagnant le projet de Statut présenté par le Comité de juristes au Conseil suggère que le caractère juridique des différends est défini par l'énumération que contient l'art. 36 du statut.

2. Oppenheim, II, p. 5.

3. Ch. de Visscher, *R. D. I.*, 1928, p. 40.

qu'il soit possible de les ranger a priori dans la catégorie des différends juridiques²... etc », car « tout différend venant à surgir dans la vie internationale peut revêtir un caractère politique³ ». Voilà pourquoi, certains traités d'arbitrage qui soumettent de façon générale tous les différends d'ordre juridique à la solution arbitrale ou judiciaire, réservent expressément un certain nombre de cas susceptibles d'entraîner des conséquences politiques importantes. Bien mieux encore, la négociation directe entre les représentants des Parties en litige précède toujours la solution des différends par le Juge international, parce qu'aujourd'hui la citation directe de la Partie adverse devant le tribunal international n'est encore qu'exceptionnellement, la règle étant que, pour le pourvoi devant le juge international, il faut un compromis entre les Parties en désaccord.

201. Aujourd'hui comme hier, la diplomatie est donc la pierre de touche de tous les différends internationaux, première étape du règlement pacifique des conflits, amortisseur des chocs entre des prétentions opposées qui peuvent dresser l'un contre l'autre deux Etats prêts à en appeler aux armes.

202. La diplomatie est l'œuvre des diplomates que l'Etat envoie dans les pays étrangers afin de nouer et entretenir avec ceux-ci des relations amicales, et d'aplanir les difficultés qui pourront surgir le cas échéant. La situation des agents diplomatiques à l'étranger relève, à

2. *Ibid.*, p. 38.

3. Wehberg, *Annuaire, Institut de Droit international*, session de Grenoble, 1922, p. 57; rapport Marshall-Brown-Politis, 1922, p. 5.

l'heure qu'il est, plus du droit coutumier que du droit conventionnel. Certains traités¹ passés avec le Japon, stipulent cependant, que les Parties Contractantes ont le droit de s'adresser mutuellement des agents diplomatiques, et elles se garantissent le traitement de la nation la plus favorisée quant aux droits, privilèges, exemptions et immunités à leur accorder. Il y a aujourd'hui une tendance très nette à ne plus mentionner cette matière dans les traités.

203. La négociation, quelle que soit son but, (échange de vues sur une question politique, conclusion et rédaction des traités, règlement de conflits, création d'une institution internationale) est poursuivie, soit entre le ministre des affaires étrangères d'un Etat et l'agent diplomatique d'un autre, soit au sein d'un congrès ou d'une conférence, soit beaucoup plus rarement par les chefs d'Etat eux-mêmes. Elle se termine lorsqu'elle constitue un moyen de solution diplomatique d'un différend, ou parce qu'une entente se réalise entre les Parties en litige sur le point contesté, ou encore parce que l'un d'eux reconnaît la validité des demandes de l'autre, ou renonce à ses propres prétentions. Il n'est guère besoin d'insister sur l'intérêt et la valeur de ce mode de règlement des conflits que le Pacte de la S. D. N. lui même tient pour un très important facteur de solution des litiges².

Les deux traités d'arbitrage³ passés par le Japon pré-

1. Argentine (art. 2), Chili (art. 2), Colombie (art. 2), Brésil (art. 2), Equateur (art. 2), Grèce (art. 2).

2. Art. 13, I, pacte de la S. D. N. par exemple.

3. V. traités passés avec la Suisse et les Etats-Unis; traité de règlement judiciaire avec la Confédération helvétique, Tokio, 26 décembre 1924; convention d'arbitrage avec les Etats-Unis, 5 mai 1908.

voient également, indirectement, la négociation directe comme mode de solution pacifique des différends. Ils stipulent en effet, que « tout litige d'ordre juridique... qui n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique... etc. ».

204. « Une négociation ne suppose pas toujours et nécessairement une série plus ou moins longue de notes et de dépêches; ce peut être assez qu'une conversation ait été entamée »¹.

« La conversation peut être très courte, tel est le cas où elle a rencontré un point mort, si elle s'est heurtée finalement à un non possumus ou à un non volumus péremptoire de l'une des Parties, et qu'ainsi il est apparu avec évidence que le différend n'est pas susceptible d'être réglé par une négociation diplomatique² ».

II. — BONS OFFICES, MEDIATION, CONCILIATION

205. Bons offices, médiation, commission d'enquêtes, arbitrages. — **206.** Les bons offices, médiation, commission d'enquêtes sont les accessoires de la négociation diplomatique. — **207.** Ces modes de règlement ne sont que facultatifs. — **208.** La matière a fait l'objet de nombreux traités particuliers. — **209.** Le droit conventionnel du Japon en la matière. — **210.** Les modes pacifiques du règlement des conflits non juridictionnels ne sont pas incompatibles avec la médiation de la S. D. N.

205. Le règlement pacifique des conflits internationaux a été la préoccupation dominante du droit international, depuis la première Conférence de la Paix jusqu'au Pacte Briand-Kellog, qui a fait son chemin à travers mille péripéties, et qui a trouvé une aide précieuse

¹ et ². Arrêt de la Cour Permanente de Justice, n° 11, publi. A. II, p. 13.

dans l'institution de la S. D. N., œuvre faisant époque, et à laquelle est lié le souvenir du Président Wilson.

Les Conventions de La Haye pour le règlement pacifique des litiges internationaux, le Pacte de la Société des Nations, le Protocole de signature du Statut de la Cour, le pacte Briand-Kellog, sont des actes diplomatiques réalisés sur une base largement collective. Bien que le Japon en soit un des signataires les plus importants, leur étude sort de notre cadre dont l'objet consiste dans l'examen des actes particuliers.

206. Il y a lieu de noter ici, que les bons offices, médiation, commission d'enquête, commission de conciliation, ne sont que les accessoires de la négociation diplomatique entre les Parties litigieuses : le but qu'on se propose d'atteindre par ces modes de règlement est d'assurer à la négociation le maximum de chances de réussite, soit en admettant l'ingérence d'un Etat tiers dans les litiges entre les Parties, cette ingérence n'étant parfois qu'une simple démarche auprès de ces Etats afin de les amener à nouer des négociations ou à en renouer, au cas où elles auraient été rompues (bons offices), ou pouvant consister en une participation directe de l'Etat tiers aux négociations mêmes (médiation), soit en recourant à une institution internationale, temporaire ou permanente, très souvent désignée sous le nom de commission, dont la tâche est d'éclairer les points de fait sur lesquels il existe des divergences d'appréciation (commission d'enquête), ou de présenter un rapport sur les questions qu'on soumet à l'enquête ou à l'investigation de la commission (commission de conciliation).

207. Il n'existe aucune règle de droit coutumier pour imposer à un Etat l'obligation de recourir à l'un ou l'autre de ces modes ou de se soumettre à la solution qui lui est proposée; ces modes de règlement ne sont que facultatifs.

208. Cette matière a été l'objet de nombreux traités particuliers¹. Il est sans doute superflu de mentionner ici le développement inouï pris depuis la guerre par les traités dits de conciliation, continuateurs de l'œuvre heureuse de MM. Knox et Bryan.

209. Contrairement à cette tendance de la pratique européenne, le droit conventionnel japonais en vigueur ne possède aucun traité particulier stipulant une obligation quelconque de recourir à la médiation et à la conciliation. Il n'est nulle part question de commission d'enquête, de commission du traité Bryan : en cette matière, la souveraineté de l'Etat demeure intacte.

Un traité signé le 29 juillet 1858 (traité d'amitié et de commerce avec les Etats-Unis) portait dans son article 2 que le Président des Etats-Unis est requis d'agir, *sur l'invitation du gouvernement japonais*, comme médiateur dans les différends qui pourraient s'élever entre le gouvernement du Japon et celui de tout gouvernement européen quelconque.^{2,3} Ce traité n'est plus en vigueur.

1. Von Liszt, 289 : Traité de commerce du 26 novembre 1883, Grande-Bretagne et la Corée, (*R. G., B. I.*, 1884, p. 221).

2. Il est à signaler que : 1° cette stipulation concerne l'obligation d'offrir la médiation; 2° elle est unilatérale; 3° elle est beaucoup moins juridique que politique.

3. *Commentaires sur le droit international*, Wheaton, par Lawrence, t. I, p. 148.

210. Les modes pacifiques de règlement des conflits non juridictionnels ne sont pas incompatibles avec la médiation de la S. D. N. prévue sous l'article 15 du Pacte. Ils ne le sont pas non plus avec la solution arbitrale¹ ou judiciaire². C'est ce que confirme le traité d'arbitrage³ passé avec la Confédération helvétique, dont une disposition porte : « les litiges d'ordre juridique... qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique ou *par tout autre moyen de conciliation* seront soumis à un règlement judiciaire. »

III. — REGLEMENT ARBITRAL ET JUDICIAIRE

211. Arbitrage. Règlement judiciaire. — **212.** L'interprétation des traités est une question d'ordre juridique pour laquelle l'arbitrage est reconnu comme le moyen le plus efficace et le plus équitable. — **213.** Traité d'arbitrage dans le droit conventionnel du Japon. — **214.** Traités d'arbitrage passés avec les Etats-Unis et la Confédération helvétique.

211. La solution des différends prend parfois un caractère analogue aux procédures judiciaires internes; il s'agit d'un arbitrage lorsque cette solution est tentée par « les juges du choix » des Puissances en litige, et d'un règlement judiciaire lorsqu'elle est confiée aux juges internationaux, permanents et indépendants.

212. L'interprétation des traités est une question d'ordre juridique pour laquelle, lorsqu'il y a litige, la solution juridictionnelle apparaît devoir être la plus efficace. Ce principe est constamment répété dans les traités relatifs au règlement pacifique des conflits internationaux.

1. Art. 21, Pacte de la S. D. N.

2. Art. 13, Pacte de la S. D. N.

3. Traité de règlement judiciaire entre le Japon et la Confédération helvétique, Tokio, 26 décembre 1924.

213. La solution juridictionnelle d'un différend international n'est obligatoire qu'en vertu d'une règle conventionnelle. Cette règle résulte des traités dits d'arbitrage au sens large, comprenant la clause compromissoire spéciale ou générale, et le traité d'arbitrage proprement dit, conditionnel, inconditionnel ou mixte.

Le droit conventionnel du Japon ne contient guère de traités d'arbitrage. C'est d'ailleurs là un de ses traits remarquables. On ne rencontre à peine que deux traités d'arbitrage proprement dits, rédigés selon la vieille forme conditionnelle du traité franco-anglais de 1903 (Traité général franco-anglais d'arbitrage, 14 octobre 1903). Il n'y a pas une seule clause compromissoire même sous la forme restrictive.

214. Le Japon possède actuellement deux traités d'arbitrage :

La Convention d'arbitrage passée avec les Etats-Unis, à Washington, le 5 mai 1908 (ce traité fut signé pour une durée de 5 ans et a fait l'objet de prolongements quinquennaux successifs par une série d'arrangements¹⁾ et le Traité de règlement judiciaire conclu avec la Suisse à Tokio, le 26 décembre 1924. En vertu de ces traités :

1° Les différends d'ordre juridique sont soumis obligatoirement à un règlement judiciaire ou arbitral;

2° Sous réserve, cependant, de tout litige qui, *de l'avis d'une des Parties Contractantes*, mettrait en cause ses

1. Arrangements prolongeant la durée de la convention : 28 juin 1918, 23 août 1918, 23 août 1923.

Echange de notes relatives à l'arrangement prolongeant la durée de la Convention, 23 août 1923.

intérêts vitaux, son indépendance, ou son honneur, ou toucherait aux intérêts de tierce puissance;

3° Ces litiges sont soumis, soit à la Cour Permanente d'Arbitrage (Etats-Unis), soit à la Cour Permanente de Justice Internationale et à la Chambre de procédure sommaire de ladite Cour, ou à un tribunal arbitral constitué d'un commun accord (Suisse);

4°. Dans chaque cas particulier, les Parties Contractantes, avant de s'adresser à un tribunal arbitral ou judiciaire, doivent établir un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, les compétences qui pourraient être dévolues à l'arbitre ou au juge, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Elles;

5° Le compromis est établi, soit par échange de notes entre les gouvernements des H. P. C. (Suisse), soit sous forme d'un traité pour lequel le conseil et l'assentiment du Sénat sont nécessaires (Etats-Unis);

6° Le compromis est interprété en tous points par la Cour (Suisse);

7° L'arrêt ou la sentence rendus par l'arbitre ou le juge doit être exécuté de bonne foi par les Parties; ceci est sous-entendu (Etats-Unis), ou expressément formulé (Suisse);

8° Les H. P. C. s'abstiendront, autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'exécution de l'arrêt à rendre par la Cour (Suisse).

CHAPITRE III

REGLES RELATIVES AU MODE D'APPLICATION DES NORMES

§ I. — MODALITES D'APPLICATION DES REGLES CONVENTIONNELLES

215. Le statut des étrangers défini par les traités peut être indépendant de la législation interne de la Partie Contractante, ou de la situation juridique des ressortissants d'un pays tiers. Tout au contraire, il peut dépendre, dans chaque cas particulier, d'une situation juridique qui se détermine, soit par la législation interne du pays où les étrangers se trouvent (traitement national) ou de celui auquel ils appartiennent (traitement réciproque), soit par les traités que ce pays aura passés avec une nation tierce (traitement de la nation la plus favorisée). Il est instable et précaire puisqu'il repose sur une base qui peut se modifier ; ce fait est particulièrement frappant lorsqu'il est déterminé par les traités : la situation

1. Y compris les règles accessoires que nous avons étudiées dans le chapitre précédent.

des étrangers est alors subordonnée à l'expiration, l'amendement, ou la dénonciation de ces traités.

216. Lorsque le droit conventionnel renvoie la détermination du statut des étrangers à la législation interne de chacune des Parties Contractantes, il suffit alors de se référer à cette législation. Il en va tout autrement lorsque les règles conventionnelles font dépendre ce statut de la situation définie par les traités qu'aurait passés la Partie Contractante avec des nations tierces. Ces règles sont énoncées ordinairement dans une stipulation de traité qui porte le nom de clause de la nation la plus favorisée. Celle-ci fera l'objet de l'étude suivante.

§ II. — CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE

Section Première. Définition. — **Section II.** Formes de la clause, quant à l'étendue de la matière à laquelle elle s'applique. — **Section III.** Objets de la clause. — **Section IV.** Portée de la clause dans le temps et dans l'espace. — **Section V.** Clause conditionnelle ou inconditionnelle.

Section I. — Définition

217. Définition. — **218.** Actes diplomatiques comportant la clause. — **219.** Forme positive ou négative. — **220.** Bénéficiaire de la clause.

217. La clause de la nation la plus favorisée est une stipulation que l'on rencontre dans la plupart des traités modernes de commerce, d'établissement, de navigation, etc...¹ et par laquelle « un Etat promet à un autre de lui accorder, avec ou sans obligations corrépectives, les

1. Calvo, III, p. 1577; Oppenheim, I, p. 744, etc.

avantages qu'il a concédés ou qu'il concédera par la suite à d'autres Etats ¹ » son intention étant que sur certains points déterminés ², l'autre Etat soit placé à tous égards sur le pied le plus avantageux. L'effet de la clause de la nation la plus favorisée, est que l'Etat au profit de qui elle a été stipulée, peut revendiquer tous les droits qui sont accordés à un Etat tiers. Le mécanisme de cette clause aboutit donc, à une sorte d'égalité, de nivellement dans la manière dont les nations se traitent entre elles ³.

218. La clause fait ordinairement partie d'un traité ⁴. Elle se rencontre parfois dans des notes échangées ⁵ ou dans un protocole ⁷. Très rarement elle se trouve dans un article additionnel ⁸.

1. Anzilotti, 433.

2. Allemagne (art. 22), France (art. 17), Grande-Bretagne (art. 24), Grèce (art. 4), Lettonie (art. 24), Pérou (art. 16), Tchécoslovaquie (art. 15).

3. Farra : *Effets de la clause de la nation la plus favorisée et la spécialisation des tarifs douaniers*, thèse, Paris, 1910, p. 49; Sasmalian : *Clause de la nation la plus favorisée*, thèse, Paris, 1921.

4. On désigne sous le terme de l'Etat concédant, l'Etat signataire du traité dans lequel la clause est insérée, qui accorde à un pays tiers toute immunité, droit ou privilège, avantages, qui par le jeu de la clause sont communiqués à son co-contractant, l'Etat assuré. Le pays tiers indéterminé, pour lequel le traité n'est qu'une *res inter alios acta*, intervient accidentellement dans les rapports des deux Parties Contractantes, à raison des avantages spéciaux que l'une d'Elles viendrait à lui concéder : ce pays tiers est le pays favorisé.

5. Grande-Bretagne (art. 24), Lettonie (art. 24), Allemagne (art. 22), Pays-Bas (art. 17), Mexique (art. 23), Grèce (art. 4), Pérou (art. 4), Norvège (art. 17), Paraguay (art. 11), Bolivie (art. 11), Belgique (art. 14), Equateur (art. 4), Danemark (art. 19), Brésil (art. 4), Italie (art. 19), Etats-Unis (art. 14), Suède (art. 18), Suisse (art. 14), Espagne (art. 18), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 16), Finlande (art. 17), Tchécoslovaquie (art. 15), Argentine (art. 4), Colombie (art. 4), U. R. S. S. (art. 4), (convention), France (art. 17), (convention).

6. Echange de notes, Nouvelle-Zélande, 24 juillet 1928. Echange de notes, Bulgarie, 2 novembre 1927. Echange de notes, (Accord additionnel de commerce), Autriche, 3 octobre 1925. Echange de notes (Accord provisoire), Autriche, 2 octobre 1923.

7. Protocole, Pologne, 7 décembre 1922. Protocole, Siam, 10 mars 1924.

8. Article additionnel, Chili, 16 octobre 1899.

219. La rédaction de la clause est normalement positive. Parfois elle revêt une forme négative. On l'appelle alors « clause de la nation la moins défavorisée ¹ » ou « Gleichbenachteiligungspflicht » (obligation de soumettre les Etats autres que l'Etat assuré à un traitement également défavorable) ^{2 3} : dans cette hypothèse, l'Etat concédant doit s'abstenir de toute mesure qui viserait particulièrement l'Etat assuré et le placerait dans une situation d'infériorité vis-à-vis d'autres Etats ⁴.

L'article 1, § 6, du traité passé avec la Belgique porte par exemple : « Ils *ne* seront *pas* contraints à subir des charges ou à payer des impôts... autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée ».

Le protocole annexé au traité de commerce conclu avec le Siam porte également : « Dans l'application des stipulations portant la clause de la nation la plus favorisée... *aucune discrimination quelconque ne se fera en faveur du gouvernement, des ressortissants et de tout autre pays...* »

Dans le même sens, le protocole ⁴ signé avec la Finlande stipule : « ...La Finlande traitera le Japon aussi favorablement que n'importe quel autre pays, et sous ce rapport *aucune discrimination quelconque ne se fera contre le Japon.* »

220. Il est à peine besoin de dire que les bénéficiaires de la clause, au sens juridique du mot, ne peuvent

1. Farra, *op. cit.*, p. 56.

2. Riedl, *Clause de la nation la plus favorisée*, Vienne, 1928, p. 6.

3. S. Basdevant, *Clause de la nation la plus favorisée*, Paris, 1929.

4. Le 7 juillet 1924.

être que des sujets de droit international, agrégats sociaux, qu'ils s'appellent Etat ou non, doués d'une certaine qualité juridique, auxquels ce droit impute la conséquence des faits appréciés selon les normes qui lui sont propres.

Néanmoins, au point de vue pratique, les bénéficiaires immédiats de la clause sont les agents ordinaires du commerce (commerçants, commis-voyageurs, etc...) qui jouissent des avantages résultant de l'effet égalitaire du traitement le plus favorisé. Cet aspect, d'ordre plus économique que juridique, se révèle, en réalité, de beaucoup le plus important.

Ceci explique, dans une certaine mesure, la rédaction de la clause qui envisage généralement les sujets ou citoyens des H. P. C. comme s'ils étaient les titulaires *ex jure* de droits d'ordre international.

En effet, la clause dispose ordinairement que « tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une des H. P. C. a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux *ressortissants* de tout autre Etat, seront étendus... aux *ressortissants* de l'autre Partie Contractante¹. On ne rencontre d'exceptions à cette pratique que dans de rares traités. C'est ainsi que l'article 16 du traité de commerce signé avec le Royaume des Serbes-Croates-et-Slovènes est rédigé dans les termes suivants : « Toute faveur, privilège ou immunité quelconque que l'une des H. P. C. a déjà accordés... à une *tierce puissance*..., seront étendus immédiatement... à l'autre H. P. C., etc... », et que l'ar-

1. Argentine (art. 4), Bolivie (art. 11), Belgique (art. 14), Equateur (art. 4), Danemark (art. 19), Brésil (art. 4), Italie (art. 19), Etats-Unis (art. 14), Suède (art. 18), Suisse (art. 14), Espagne (art. 18), Paraguay (art. 11), Norvège (art. 17).

ticle 17 du traité de commerce passé avec la France stipule : « ...tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une des H. P. C. a déjà accordés ou accorderait à l'avenir *au commerce, à l'industrie et à la navigation de tout autre Etat*, seront étendus... *au commerce, à l'industrie et à la navigation de l'autre Partie Contractante*, etc... »

La tendance récente est de mentionner dans la clause, outre les ressortissants, les navires en tant que bénéficiaires immédiats. L'article 22 du traité entre l'Allemagne et le Japon stipule que « toutes sortes de privilèges, faveurs ou immunités que l'une ou l'autre des H. P. C. a déjà accordés... aux navires ou ressortissants de tout autre Etat seront étendus *aux navires* ou aux *ressortissants* de l'autre Partie, etc... » (dans le même sens : Lettonie, art. 24; Mexique, art. 23; Finlande, art. 17; Tchécoslovaquie, art. 15; Grande-Bretagne, art. 24; Pays-Bas, 17).

Certains traités (art. 4 du traité de commerce avec la Grèce; l'art. 4 du traité avec le Pérou; le protocole annexé au traité avec le Siam) visent « le gouvernement, navires et ressortissants »; l'article additionnel signé avec le Chili mentionne « le gouvernement, navires, ressortissants et marchandises ».

C'est pour cette raison que M. Tachi, professeur de la Faculté de Droit de l'Université Impériale de Tokio, propose la formule : « clause des *ressortissants* ou des *commerçants* les plus favorisés », au lieu de celle de la « clause de la *nation* la plus favorisée¹ ».

1. Tachi, I, p. 608.

**Section II. — Formes de la clause
quant à l'étendue de la matière à laquelle elle s'applique**

I. *Forme générale.* — II. *Forme spécialisée.* —
III. *Forme déterminée.*

221. Distinction de la clause selon l'étendue de la matière à laquelle elle s'applique.

221. La clause se présente, quant à l'étendue de la matière à laquelle elle s'applique, sous trois formes : forme générale, forme spécialisée et forme déterminée¹.

I. — FORME GENERALE

222. Forme générale de la clause.

222. La clause se présente sous la forme générale lorsqu'en énonçant la formule générale du traitement de la nation la plus favorisée, elle ne précise pas dans quelles hypothèses il y aura lieu de la faire jouer. Le droit conventionnel particulier du Japon, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ne contenait la clause que sous cette forme. L'article XIX du traité de paix, d'amitié et de navigation signé à Yedo avec la France le 9 octobre 1858 stipule, par exemple : « Le gouvernement français et ses sujets jouiront librement de tous les privilèges, immunités et avantages qui ont été ou qui seraient garantis à l'avenir par S. M. l'Empereur du Japon, au gouvernement ou aux sujets de toute autre nation. »^{2 3}.

1. S. Basdevant, *Clause de la nation la plus favorisée*, Paris, 1929.

2. Martens, *N. R. G.*, XVI, 2^e série, p. 493.

3. Dans le même sens : art. 9 du traité de paix et d'amitié avec les Etats-Unis signé à Shimoda le 31 mars 1854 (Martens, *N. R. G.*, XVI, 1^e série, p. 503) ; art. 5 de la convention concernant l'admission des bâtiments anglais dans les ports du Japon suivie de règlements, signés avec la Grande-Bretagne à Nagasaki le 14 oct. 1854 ; l'art. 9 du traité de paix,

Le droit conventionnel international du Japon en vigueur ignore complètement cette forme.

II. — FORME SPECIALISEE

223. Caractère de la clause sous cette forme. — **224.** Commerce, industrie, navigation, droits de douane.

223. Sous cette forme, la clause établit le traitement favorisé pour un ordre de choses déterminées qui rentrent *in genere* dans son domaine d'application. Elle est stipulée sous cette forme : « les H. P. C. conviennent que,

de commerce et de délimitation, suivi d'articles explicatifs signé avec la Russie le 26 janvier 1885 (Martens, *N. R. G.*, XVI, 2^e série, p. 454); l'art. 39 des articles additionnels et articles supplémentaires aux traités de commerce du 30 janvier 1956 signés avec les Pays-Bas le 16 octobre 1957 à Nagasaki (*N. R. G.* XVI 2^e série, p. 404); l'art. 12 du traité d'amitié et de commerce signé avec les Etats-Unis le 29 juillet 1858 à Yedo (*N. R. G.*, XVII, 1^e série, p. 51); l'art. 23 du traité de paix, d'amitié et de commerce, signé avec la Grande-Bretagne le 26 août 1858 à Yedo (*N. R. G.*, XVI, 2^e série, p. 426); l'art. 19 du traité de paix, d'amitié et de commerce, signé avec la France le 9 octobre 1858 à Yedo (*N. R. G.*, XVI, 2^e série, p. 439).

De même le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé avec le Zollverein allemand le 20 février 1869 à Yokohama (*N. R. G.*, XIX, p. 435); le traité d'amitié, de commerce et de navigation avec le Danemark du 12 janvier 1812 (*Archives diplomatiques*, 1869, p. 1083); le traité de paix, d'amitié et de commerce avec le Portugal du 3 août 1860 (*N. R. G.*, XVII, p. 21); le traité d'amitié et de commerce avec la Suisse du 6 février 1804 (*Archives diplomatiques*, 1870, p. 712); le traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Belgique du 1^{er} août 1866 (*N. R. G.*, XVII, p. 51); le traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Japon et l'Italie du 25 août 1816 (*Archives diplomatiques*, 1869, IV, p. 1046); le traité d'amitié, de commerce et de navigation avec l'Espagne du 12 novembre 1868 (*N. R. G.*, XVII, p. 89); le traité de commerce et de navigation avec l'Autriche-Hongrie du 18 octobre 1869 (*N. R. G.*, II, 418), (art. 20), (le plus complet).

1. S. Basdevant, *Clause de la nation la plus favorisée*, Paris, 1929.

2. La clause, sous sa forme spécialisée, visant les avantages accordés au commerce, à l'industrie et à la navigation.

Etats-Unis (art. 14), Pérou (art. 14), Chili (article additionnel), Argentine (art. 4), Grèce (art. 4), Brésil (art. 4), Bolivie (art. 11), Paraguay (art. 11), Suisse (art. 14), Colombie (art. 4), Equateur (art. 4), Danemark (art. 19), France (art. 17), Grande-Bretagne (art. 24), Pays-Bas (art. 17), Italie (art. 19), Norvège (art. 17), Suède (art. 18), Espagne (art. 18), Siam (Protocole 2), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 16),

pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'Elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir, etc... »

224. La clause vise très fréquemment des avantages relatifs au commerce, à la navigation et à l'industrie. Un grand nombre ¹ de traités stipulent que « les H. P. C. conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation, tout privilège, etc..., que l'une d'Elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir à..., seront étendus à... l'autre Partie Contractante, leur intention étant que le commerce, l'industrie et la navigation de chaque pays jouissent sous tous rapports du traitement de la nation la plus favorisée. »

L'article 4 de la Convention signée avec l'U. R. S. S. porte également que ni l'une ni l'autre des Parties Contractantes n'appliquera, à titre de traitement discriminatoire dirigé contre l'autre Partie, les mesures quelconques de prohibition, de restriction ou de taxation, susceptibles d'entraver le développement des échanges économiques ou autres entre les deux pays, chacune des Puissances ayant, en effet, l'intention d'appliquer au

Belgique (art. 14), Mexique (art. 23), Lettonie (art. 24), Tchécoslovaquie (art. 15), Allemagne (art. 22), Autriche (Accord additionnel), 3 octobre 1925, Nouvelle-Zélande, (Echange de notes), 24 juillet 1928, Bulgarie (Echange de notes), 2 novembre 1927.

Concernant le voyage et la résidence : Argentine (art. 4), Chili (art. 4), Grèce (art. 4), Brésil (art. 4), Colombie (art. 4), Equateur (art. 4), Autriche (Accord additionnel).

En matière douanière : Autriche (Accord additionnel), Nouvelle-Zélande, Bulgarie (Echange de notes).

1. Danemark (art. 19), France (art. 17), Grande-Bretagne (art. 24), Pays-Bas (art. 17), Italie (art. 19), Norvège (art. 17), Suède (art. 18), Espagne (art. 18), Siam (Protocole 2), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 16), Belgique (art. 14), Mexique (art. 23), Lettonie (art. 24), Tchécoslovaquie (art. 15), Allemagne (art. 22), U. R. S. S. (art. 4).

commerce, à la navigation et à l'industrie de l'autre, autant que faire se pourra, le régime de la nation la plus favorisée.

Moins fréquemment la stipulation est relative au commerce et à la navigation seulement¹. Parfois, la clause ne s'applique qu'au commerce et à l'industrie². Elle concerne, dans les traités conclus avec la Grèce (art. 4), l'Argentine (art. 4), le Chili (art. 4) et le Brésil (art. 4) « le commerce, navigation, voyage et résidence », dans le traité signé avec l'Equateur « le commerce, navigation, voyage, résidence et industrie ». L'article 4 du traité de commerce avec la Colombie prévoit l'application de la clause au commerce et à la navigation, à l'exercice des métiers et professions, au voyage et à la résidence. Les notes échangées avec la Nouvelle-Zélande le 24 juillet 1928, et avec la Bulgarie le 1^{er} novembre 1927, envisagent le jeu de la clause pour tout ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation, tandis que celles échangées avec l'Autriche le 2 octobre 1923 et le 3 octobre 1925, portent sur « le commerce, les droits de douane, la navigation »³ « la liberté d'entrer, de séjourner, l'exercice des métiers, professions, commerces et industries »⁴.

III. — FORME DETERMINEE

225. Forme déterminée. — 226. Exemples.

225. La clause est déterminée lorsque le traitement le plus favorisé porte sur certains objets limitativement énumérés.

1. États-Unis (art. 14), Pérou (art. 14), Chili (*Additionnel article*).

2. Bolivie (art. 11), Paraguay (art. 11), Suisse (art. 14).

3. Echange de notes, 2 octobre 1923.

4. Echange de notes, 3 octobre 1925.

226. Cette forme est relativement rare. En ce qui concerne le droit conventionnel international du Japon, on la trouve dans la Déclaration relative à l'Indo-Chine française du 10 juin 1907 qui accorde le traitement de la nation la plus favorisée aux fonctionnaires et sujets du Japon dans l'Indo-Chine française pour tout ce qui concerne leurs personnes et la protection de leurs biens, et stipule le même traitement pour les sujets et protégés de l'Indo-Chine française dans l'Empire du Japon. (Cette déclaration a été renouvelée le 26 août 1911); dans le protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre le Japon et l'Indo-Chine du 30 août 1927, en vertu duquel la France et le Japon s'engagent réciproquement à accorder en Indo-Chine et sur le territoire de l'Empire (y compris tous les territoires et possessions appartenant au Japon ou administrés par lui), le traitement de la nation la plus favorisée aux personnes physiques et morales ressortissantes de l'autre Partie Contractante¹ pour tout ce qui concerne les conditions de leur activité en toute matière d'ordre économique, taxes et charges fiscales, ainsi que l'administration de la justice; également dans le même protocole, en ce qui concerne les bateaux japonais se trouvant dans les ports de l'Indo-Chine ou les bateaux immatriculés en Indo-Chine et portant pavillon français se trouvant dans les ports du Japon (art. 3, 4); de même le protocole annexé au traité de commerce passé avec la Finlande prévoit certaines circonstances dans lesquelles la Finlande sera obligée d'accorder au Japon le traitement de la nation la plus

1. Ici, il s'agit seulement, en ce qui concerne la France, des personnes physiques et morales ressortissantes de l'Indochine (art. 2).

favorisée en ce qui concerne les avantages qu'elle accorde ou accordera à l'Esthonie, à la Suède relativement à la navigation au nord du 59° degré de latitude nord et à la Russie relativement à la pêche et à la chasse aux phoques dans les eaux territoriales finlandaises dans l'Océan arctique; d'autre part, le Japon est tenu de concéder à la Finlande le traitement le plus favorisé en ce qui concerne les avantages qu'il accorde ou accordera aux produits de la pêche dans les eaux territoriales étrangères voisines du Japon, et aux avantages tarifaires qu'il accorde ou accordera à la Chine. Egalemeut dans ce sens, le traité relatif à l'île de Yap signé avec les Etats-Unis à Washington le 11 février 1922 qui accorde aux Etats-Unis et à leurs nationaux le droit d'accéder à l'île de Yap sur le pied d'égalité avec toutes autres nations et leurs nationaux respectifs, pour ce qui concerne les communications radio-télégraphiques, et pour tout ce qui concerne la pose et l'exploitation du câble existant Yap-Guam, ou de tout câble qui serait ultérieurement posé ou exploité par les Etats-Unis ou par leurs nationaux, et relié avec l'île de Yap; le protocole additionnel au traité signé à Pékin le 22 décembre 1905 (art. 11) qui prévoit le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce frontalier sur les frontières sino-coréennes.

L'article 6 2° du traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles, signé à Saint-Pétersbourg le 7 mai 1875, accorde le traitement de la nation la plus favorisée aux bâtiments et commerçants japonais en ce qui concerne la navigation et le commerce dans les ports russes de la mer d'Okhotsk et de ceux de Kamtchatka.

Section III. — Objets de la clause

227 et 228. Avantages douaniers. — **229.** Exceptions.
230. Tarif conventionnel du Japon. — **231.** Commerce, industrie et navigation. — **232.** Exceptions. Art. 23 du traité du commerce signé avec l'Allemagne. — **233.** Pêche nationale.
234. Navigation. — **235.** Exceptions. — **236.** Droits privés.
237. Propriété industrielle. Propriété littéraire et artistique. —
238. Privilèges et immunités des agents diplomatiques. —
239. Situation des agents consulaires.

227. Avantages douaniers. — La clause trouve son principal champ d'application en ce qui concerne le régime des droits de douane; la clause est alors une stipulation ordinaire des traités de commerce qui comportent la fixation, la réduction ou la consolidation des droits de douane. Le domaine d'application de la clause est susceptible d'englober la matière douanière toute entière, le tarif, les formalités douanières de toute espèce et de toute nature : droits d'importation, d'exportation et de réexportation, prohibitions, droits accessoires de toute espèce (surtaxe de provenance ou surtaxe du pavillon), transit, entrepôt, prime et drawbacks, formalités inhérentes aux opérations douanières (y compris les certificats d'origine, facilités, vérification et évaluation), droits intérieurs (droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, droits de transit, droits d'octroi, de péage, de magasinage, d'accise ou de consommation) ¹.

228. La clause garantit le traitement le plus favorisé aux ressortissants, aux moyens de transport et aux marchandises de l'une des Parties Contractantes, tant en ce qui concerne le taux que le mode d'application des

1. Il s'agit du droit conventionnel du Japon,

droits de douane; en retour, cette partie concède à l'autre le bénéfice de son tarif minimum ou de son tarif conventionnel le moins élevé. L'effet de la clause amène ainsi à l'unification du tarif sur le pied le plus avantageux, au régime de l'égalité de droit, sinon de fait. Il se peut que l'effet de la clause, en matière tarifaire soit limité, soit que l'on formule des exceptions à la clause égalitaire, la clause elle-même gardant le caractère de règle générale, soit qu'on applique expressément la clause seulement à certaines marchandises ou liste de marchandises sans la proclamer comme règle générale¹. Cette dernière forme de limitation ne se rencontre pas dans le droit conventionnel du Japon.

229. La répercussion de la clause peut être limitée par les exceptions énumérées dans les traités. Ces exceptions portent sur :

1° Les concessions tarifaires accordées aux produits de la pêche nationale; les traités passés avec la Pologne (art. 18), la Serbie (art. 17) et la Suisse (art. 15) stipulent que leurs dispositions ne s'appliquent pas, y compris la clause de la nation la plus favorisée, aux traitement, tarif ou faveurs accordés par la H. P. C. aux produits de la pêche nationale. Comportent une stipulation analogue les traités passés avec la Norvège (art. 5, Convention spéciale et réciproque de douane), le Danemark (art. 5, Convention spéciale et réciproque de douane), la Suède (art. 5, Convention spéciale et réciproque de douane), l'Italie (art. 20), la Belgique (art. 15), le

¹. La Convention franco-canadienne, 1922; S. D. N., *Recueil des traités*, XXI, 38.

Mexique (art. 24), la Lettonie (art. 25), la Tchécoslovaquie (art. 17) et l'Allemagne (art. 23) (b protocole).

2° Les faveurs tarifaires accordées aux produits de la pêche dans les eaux territoriales d'une tierce Puissance voisine du Japon. Dans ce sens : les traités passés avec la Norvège (art. 15, Convention spéciale et réciproque de douane), le Danemark (art. 5, Convention spéciale et réciproque de douane), la Suède (art. 5, Convention spéciale et réciproque de douane), l'Italie (art. 20), la Pologne (art. 18), la France (art. 16), les Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 17), la Suisse (art. 15), la Belgique (art. 15), le Mexique (art. 24), la Lettonie (art. 25), la Tchécoslovaquie (art. 17), l'Allemagne (art. 23), (b Protocole), la Finlande (Protocole).

3° Les faveurs accordées à une zone déterminée conventionnellement; l'article 18 du traité contracté avec la Pologne laisse en dehors du jeu de la clause les faveurs tarifaires accordées à la Haute-Silésie.

4° Les stipulation des traités, conventions, arrangements conclus entre l'Italie et la Serbie liquidant l'héritage des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise (Protocole, Serbes-Croates-et-Slovène);

5° Les avantages accordés à l'avenir par la République tchécoslovaque à la République autrichienne conformément à l'article 222 du traité de paix (Saint-Germain, 10 septembre 1919), avantages accordés à la Hongrie en vertu de l'article 205 du traité de paix (Trianon, 4 juin 1920) (Protocole 1, Tchécoslovaquie).

230. Le tarif douanier du Japon est un tarif à colonne unique susceptible de réduction ou de consoli-

dation par voie conventionnelle¹. Son système douanier comporte aujourd'hui sur un certain nombre de marchandises un tarif conventionnel dont les accords avec la France et l'Italie ont déterminé le taux.

Ce tarif conventionnel s'applique, par le jeu de la clause, à l'Allemagne (art. 22), l'Argentine (art. 4), l'Autriche (Echange de notes, 2 octobre 1923), la Belgique (art. 14), la Bolivie (art. 11), le Brésil (art. 4), la Bulgarie (Echange de notes, 2 novembre 1927), le Chili (Article additionnel, 16 octobre 1899), la Colombie (art. 4), le Danemark (art. 19), l'Equateur (art. 4), l'Espagne (art. 18), les Etats-Unis (art. 14), la Finlande (art. 17), la France (art. 17), la Grande-Bretagne (art. 24), la Grèce (art. 4), l'Italie (art. 19), la Lettonie (art. 24), le Mexique (art. 23), la Nouvelle-Zélande (Echange de notes, 24 juillet 1928), la Norvège (art. 17), le Paraguay (art. 11), les Pays-Bas (art. 17), le Pérou (art. 14), la Pologne (Protocole, 7 décembre 1922), les Serbes-Croates-Slovènes (art. 16), le Siam (Protocole, 10 mars 1924), la Suède (art. 18), la Suisse (art. 14), la Tchécoslovaquie (art. 15), la Turquie (Traité de Lausanne, 24 juillet 1923), l'U. R. S. S. (art. 4); la Belgique y compris le Congo belge (art. 19, du traité, Notes échangées concernant l'annexion de l'Etat indépendant du Congo à Tokio, les 12-20 novembre 1908) et le Luxembourg; la France, l'Algérie (art. 19), la Guyane, l'Afrique-Occidentale française, l'Afrique équatoriale française, la Martinique, Saint-Pierre-de-Miquelon, la Nouvelle-Calédonie, l'Inde française, la Côte des Somalis, la Réunion, Madagascar, la Guadeloupe (Echange de notes, Paris, 19 août 1911) et, enfin, la zone française du Maroc (Déclaration concer-

1. The import tariff of Japan, 1928, Tokio, *The Herald of Asia*.

nant l'abolition de la juridiction consulaire et l'application de la convention franco-japonaise dans la zone française au Maroc, à Tokio, le 14 juillet 1915); la Grande-Bretagne, Terre-Neuve (Note de l'ambassadeur britannique au ministère des affaires étrangères japonais, Tokio, le 31 décembre 1911); les Straits-Settlements et Ceylan (Note britannique adressée au ministère des affaires étrangères japonais à Tokio le 3 mars 1913), les colonies de la Couronne et protectorats (Note britannique, Tokio, le 22 avril 1913)¹, le Canada (6 mai 1913, Echange de notes, 7 février, 1-5 mars 1913, Ottawa, Note britannique Tokio le 1^{er} mai 1913), l'Etat libre d'Irlande; les Etats-Unis; les îles Hawaï, Alaska, Guam, Samoa américain, les îles Philippines et Porto-Rico²; la Pologne la ville libre de Dantzig (Echange de notes Varsovie le 11 avril 1927); les Pays-Bas, toutes ses colonies (art. 19 du traité).

231. Ce qui importe, c'est de faire tomber sous le coup de la clause les objets, les intérêts, l'activité et les instruments du commerce et de l'industrie sous tous leurs aspects. Le traité de commerce signé avec la Belgique, type-modèle du traité de commerce moderne, prévoit en matière de commerce et de l'industrie : le voyage et la résidence, les études et investigations,

1. Bahamas, Bermuda, Barbados, British Guiana, British Honduras, India, Ceylon, Cyprus, East Africa Protectorate, Falkland Islands, Federate Malay States (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang), Gambia (including the protectorate), Gold Coast (including Ashanti and Northern Territories), Grenada, Hongkong, Jamaica (including Turks and Caicos Islands and Cayman Island), Leeward Islands (Antigua, Montserrat, St-Christopher and Nevis, Virgin Islands, Dominica), Malta, Mauritius, Northern Nigeria, Nyasaland Protectorate, St-Helena, St-Lucia, St-Vincent, Seychelles, Sierra Leone (including the Protectorate), Somaliland Protectorate, Southern Nigeria (including the protectorate), Trinidad and Tobago and Uganda Protectorate.

2. *Import tariff of Japan, 1928*, Tokio, p. 176.

l'exercice des métiers et professions, l'exécution des entreprises industrielles et manufacturières, l'acquisition et possession de toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, le paiement des impôts, taxes ou contributions, la liberté de commerce entre les territoires des H. P. C., les négociants industriels et les commis-voyageurs.

232. Toutefois l'article 23 du traité signé avec l'Allemagne déclare que le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux avantages que chacune des H. P. C. accorde ou accorderait à un tiers Etat en vertu des arrangements conclus ou à conclure : a) en vue d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs, notamment pour éviter la double imposition; b) en vue de l'assistance mutuelle administrative ou judiciaire, notamment en matière fiscale et relativement aux pénalités fiscales.

233. Certains traités¹ excluent du jeu de la clause l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des H. P. C.

234. En ce qui concerne la navigation, on prévoit le traitement de la nation la plus favorisée pour la navigation proprement dite, ses conditions d'exercice et les opérations qui lui sont inhérentes : liberté d'accès sur les territoires de chacune des H. P. C., des navires de guerre, de commerce et des paquebots-poste de l'autre, condition de ces navires dans la mer territoriale et les

1. Italie (art. 20), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 17), Mexique (art. 24), Lettonie (art. 25).

ports de l'autre Partie Contractante, exercice du cabotage et transport des marchandises, droits, faveurs, immunités et exemptions en matière de navigation, placement, chargement, déchargement des navires dans les ports, privilèges ou facilités sous ce rapport, formalités et dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce.

235. On écarte parfois du jeu de la clause les faveurs accordées à la marine marchande nationale de chacune des Parties Contractantes. L'article 20 du traité avec l'Italie, l'article 24 du traité signé avec le Mexique l'article 18 du traité passé avec la Pologne et enfin l'article 18 du traité franco-japonais disposent dans ce sens.

236. En matière de droits privés¹, le droit conventionnel du Japon applique le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne notamment les droits réels : acquisition et possession de toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, disposition, par voie successorale ou autre, de la propriété mobilière ou immobilière, exportation des produits de la vente de la propriété, possession, location ou occupation des locaux nécessaires à l'industrie, au commerce, prise à bail des terrains afin de les affecter à un usage quelconque licite.

237. En ce qui concerne la propriété industrielle, la propriété littéraire et artistique, le droit convention-

1. La législation interne du Japon consacre le principe de l'assimilation des étrangers aux nationaux (art. 2, Code civil); Nagoaka, *La condition des étrangers au Japon*, Clunet, 1905-1906, cité par Weiss, 1, 2; Yamada, *La condition des étrangers au Japon*.

nel japonais ne prévoit pas l'application du traitement de la nation la plus favorisée ¹.

238. Certains vieux traités ², notamment ceux passés avec les Etats sud-américains prévoient le jeu de la clause en ce qui concerne les pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités des agents diplomatiques.

Aujourd'hui on ne mentionne plus dans les traités les privilèges et immunités des ambassadeurs et des ministres résidents.

239. Agents consulaires. — Aux termes de plusieurs traités de commerce ³, chacune des H. P. C. concède à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous ses ports, villes et places.

Quant aux pouvoirs, privilèges et immunités des agents consulaires, un certain nombre de traités ³ stipulent que les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ayant reçu du gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exéquatur ou autres autorisations nécessaires, auront, à charge de réciprocité, le droit

1. Convention concernant la protection des droits d'auteurs, Etats-Unis, Tokio, 10 novembre 1905.

Traités de commerce, Etats-Unis (art. 18), Pérou (art. 16), Siam (art. 16), Lettonie (art. 21).

2. Argentine (art. 2, § 2), Chili (art. 2, § 2), Colombie (art. 2, § 2), Equateur (art. 2, § 2), Brésil (art. 2, § 2), Grèce (art. 2).

3. 2. Les Etats-Unis (art. 3), l'Argentine (art. 2), la Bolivie (art. 4), le Chili (art. 2), la Colombie (art. 2), l'Equateur (art. 2), le Brésil (art. 2), le Paraguay (art. 4), la Grèce (art. 2), le Pérou (art. 15), le Danemark (art. 3), l'Espagne (art. 3), la Grande-Bretagne (art. 4), les Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 4), le Siam (art. 17), la Suisse (art. 4), la Belgique (art. 16), le Mexique (art. 4), la Lettonie (art. 4), l'Allemagne (art. 3).

d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités, qui sont ou pourront être accordés aux officiers consulaires de même grade de la nation la plus favorisée. Les traités mentionnent, relativement à la matière à laquelle la clause s'applique tantôt « les droits... exemptions et immunités¹ » tantôt « les droits... privilèges, exemptions et immunités² » tantôt « les droits... privilèges, immunités et honneurs³ ». Les articles 2 du traité signé avec le Brésil, et 15 du traité passé avec le Pérou visent les « droits, privilèges et immunités », l'article 3 du traité avec l'Allemagne envisage les « droits, privilèges et exemptions. »

Section IV. — Portée de la clause dans le temps et dans l'espace

- I. *Précision.* — II. *Portée de la clause dans le temps.*
III. *Portée de la clause dans l'espace.*

I. — PRECISION

- 240.** Clause unilatérale de la nation la plus favorisée. —
241. Définition de « la nation la plus favorisée ».

240. Le droit conventionnel en vigueur du Japon ignore la clause unilatérale de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire la clause qui donne lieu à une obligation unilatérale à sa charge. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le Japon posséda la clause sous cette forme seulement,

1. Etats-Unis (art. 3), Bolivie (art. 4), Paraguay (art. 4).
2. Argentine (art. 1), Chili (art. 2), Colombie (art. 2), Equateur (art. 2), Grèce (art. 2), Norvège (art. 3), Suède (art. 3), Danemark (art. 3), Espagne (art. 3), Grande-Bretagne (art. 4), Suisse (art. 4), Belgique (art. 16), Mexique (art. 4), Lettonie (art. 4), Pays-Bas (art. 3).
3. Siam (art. 17).

grâce aux circonstances politiques, économiques et sociales particulières où il se trouvait. L'article 16 du traité d'amitié et de commerce entre le Japon et la Suisse, conclu à Yedo le 6 février 1884, porte, par exemple :

« Il est expressément stipulé que le gouvernement et les citoyens suisses jouiront librement... de tous les avantages, immunités et privilèges... garantis par S. M. le Taïcoun du Japon, au gouvernement ou aux sujets de toute autre nation. »

Actuellement, la Chine accorde au Japon le traitement unilatéral de la nation la plus favorisée. (Traité de Shimonoseki, 26 juillet 1895).

241. Qu'entend-on par la nation la plus favorisée ? La plupart des traités disposent : « ... tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une des Parties Contractantes a déjà accordé ou accorderait à l'avenir au commerce, à l'industrie... de tout autre *Etat*, seront étendus, etc... ». Le pays favorisé est donc, en principe, *l'Etat*. Mais certains traités emploient également les termes « nation ¹ », « pays ² », ou encore « puissance ³ ».

II. — PORTEE DE LA CLAUSE DANS LE TEMPS

242. La clause vise généralement les avantages présents et futurs.

242. La clause stipule ordinairement que les avantages qu'elle vise sont « tout droit, faveur et immunité » *présents et futurs*, « que l'une des Parties Contractantes

1. Argentine (art. 4), Chili (art. 4), Colombie (art. 4), Equateur (art. 4).

2. Siam (Protocole annexé), Nouvelle-Zélande (Echange de notes, 24 juillet 1928).

3. Allemagne (Protocole 6).

a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants de tout autre Etat... »

Cependant, le Protocole I annexé au traité signé avec la Tchécoslovaquie dispose que le Japon ne peut invoquer que les avantages qui seront accordés à *l'avenir* (seulement) par la République Tchécoslovaque à la République autrichienne, en vertu de l'article 222 du traité de Saint-Germain.

III. — PORTEE DE LA CLAUSE DANS L'ESPACE

243. Clause absolue. — **244. 245.** Clause relative ou limitée. — **246.** Avantages concédés à un Etat déterminé. — **247.** Bénéfices concédés aux pays limitrophes. — **248.** Trafic frontalier. — **249.** Union douanière. — **250.** Situation des colonies. — **251.** Territoire sous mandat et territoire à bail. — **252.** Situation de la Mandchourie.

243. La portée territoriale de la clause est ordinairement illimitée¹. L'Etat contractant peut prétendre à tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des H. P. C. a déjà accordé ou accorderait à l'avenir « aux ressortissants de tout autre Etat » quelconque.

244. L'effet de la clause est parfois territorialement limité par la détermination des Etats dont le traitement favorisé peut être réclamé. C'est ainsi que certains vieux traités passés avec les pays sud-américains limitent le jeu de la clause aux avantages accordés ou à accorder « aux nations européennes ou américaines² » ou « nations européennes ou aux Etats-Unis.³ »

1. On appelle la clause sous cette forme « absolue ». Anzilotti, p. 434; Strupp, I, 286.

2. Equateur (art. 4).

3. Argentine (art. 4), Chili (art. 4), Colombie (art. 4).

245. On écarte parfois du domaine d'application de la clause les avantages concédés à un Etat déterminé ou aux pays limitrophes.

246. L'article 5 de la Convention spéciale et réciproque de Douane passée avec la Suède, limité territorialement l'effet de la clause en ce qui concerne les facilités spéciales accordées ou devant être accordées par la Suède à la Norvège, et à l'article 5 de la Convention spéciale et réciproque de Douane conclue avec la Norvège écarte du champ de répercussion de la clause les avantages spéciaux qu'a accordés ou accorderait la Norvège à la Suède.

247. Sont également écartés du jeu de la clause, les bénéfices que les pays limitrophes s'accordent, en matière douanière ou autre, en raison des rapports économiques spéciaux qui résultent du fait de leur voisinage. C'est ainsi que certains traités excluent de l'application de la clause les concessions faites aux pays limitrophes du Japon en Asie¹, c'est-à-dire à la Chine² et à l'U. R. S. S.³

248. La clause ne s'applique pas non plus aux concessions relatives au tarif que l'une des Parties Contractantes a accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le *trafic-frontière*. Un grand nombre de traités stipulent expressément dans ce sens⁴. L'article 18 du traité passé avec la Pologne, et

1. Paraguay (art. 12), Chili (article additionnel).

2. Finlande (Protocole, ne concerne que la Chine).

3. Lettonie (art. 14), vise à la fois la Chine et l'U. R. S. S.

4. Allemagne (art. 23), Belgique (art. 15), Bolivie (art. 12), Danemark (art. 5, Convention spéciale et réciproque de Douane), Espa-

l'article 15 du traité conclu avec la Suisse portent que les concessions de tarif en question sont celles accordées par l'une des H. P. C. à des Etats limitrophes dans le seul but de faciliter le trafic frontière « *dans une zone limitée de chaque côté de la frontière* », sans préciser davantage cette zone quant à son étendue.

249. Certains traités¹ portent que leurs stipulations, y compris la clause, ne s'appliquent pas aux faveurs résultant d'une union douanière. L'article 17 du traité conclu avec le royaume des Serbes-Croates-et-Slovènes stipule avec plus de précision, que la clause ne s'applique pas aux obligations imposées à l'une des H. P. C. par des engagements pris, ou qui pourront être pris, dans une union douanière.

250. Un grand nombre de traités² stipulent que leurs dispositions, y compris la clause de la nation la plus favorisée, sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant au Japon. L'article 19 de la Convention conclue avec la France dispose, par exemple,

gne (art. 19), France (art. 18), Italie (art. 20), Mexique (art. 24), Norvège (art. 5. Convention spéciale et réciproque de douane), Paraguay (art. 12), Pologne (art. 18), Serbie (art. 17), Suisse (art. 15), Tchécoslovaquie (art. 17).

1. France (art. 16), Danemark (art. 5. Convention spéciale et réciproque de Douane), Norvège (art. 5. Convention spéciale et réciproque de Douane), Pologne (art. 18), Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 17).

2. France (art. 19), Suède (art. 19), Norvège (art. 18), Suède (art. 4. Convention spéciale et réciproque de Douane), Norvège (art. 4. Convention spéciale et réciproque de Douane), Danemark (art. 20), Danemark (art. 4. Convention spéciale et réciproque de Douane), France (art. 19), Suisse (art. 15), Belgique (art. 19), Mexique (art. 26), Tchécoslovaquie (art. 16), Allemagne (art. 24), Lettonie (art. 26).

Protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre le Japon et l'Indochine (art. 5) : « Il est entendu que les dispositions du présent Protocole sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant au Japon ou administrés par lui. »

que... la convention est applicable à *toutes les colonies et possession du Japon*. Les colonies du Japon *peuvent être*, ainsi, aux yeux du droit conventionnel de l'Empire, des pays favorisés !

251. Mieux encore, les traités de commerce disposent que la clause s'étend à tous les territoires et possessions appartenant au Japon ou *administrés par lui*, c'est-à-dire, à notre sens, les territoires sous mandat (mandat c) et les territoires à bail².

252. Le protocole annexé au traité de commerce conclu avec la Finlande écarte de l'application de la clause les avantages que le Japon a déjà concédés ou concèdera à la Mandchourie.

Section V. — Clause conditionnelle ou inconditionnelle

253. La clause inconditionnelle. — **254.** Rédaction de la clause inconditionnelle. — **255.** Traités qui possèdent la clause inconditionnelle. — **256.** Clause conditionnelle. — **257 et 258.** Interprétation de la clause. — **259.** Clause de réciprocité.

253. Clause inconditionnelle. — La clause est inconditionnelle lorsque les H. P. C. conviennent que... tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'Elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux res-

2. Convention supplémentaire : Grande-Bretagne (art. 6), Suède (art. 19), Norvège (art. 18), Suède (art. 4. Convention spéciale et réciproque de Douane), Norvège (art. 4. Convention spéciale et réciproque de Douane), Danemark (art. 20), Danemark (art. 4. Convention spéciale et réciproque de Douane), France (art. 19), Suisse (art. 15), Belgique (art. 19), Mexique (art. 20), Tchécoslovaquie (art. 16), Allemagne (art. 24), Lettonie (art. 26), Etats-Unis (Traité relatif à l'île de Yap, Washington, 11 février 1922, art. 2).

sortissants de tout autre Etat, seront étendus *immédiatement et sans conditions* aux ressortissants de l'autre Partie Contractante.

254. Dans la rédaction de la clause inconditionnelle on emploie ordinairement la formule de « immédiatement et sans condition ». Cependant, l'article 22 du traité passé avec l'Allemagne emploie celle de « immédiatement, sans condition et sans compensation ». L'article 24 du traité signé avec la Lettonie celle de « simultanément et sans condition », et enfin l'article 16 du traité conclu avec le royaume des Serbes-Croates-et-Slovènes adopte celle de « immédiatement, sans condition et par ce fait même ». Les traités passés avec la Grèce (art. 4), avec la Grande-Bretagne (art. 24), avec la Lettonie (art. 24), et enfin avec la Tchécoslovaquie (art. 15), ont choisi les termes « immédiatement et *unconditionnally* ». On ne rencontre pas de clause inconditionnelle qui comporte la formule de « inconditionnellement ».

255. Les traités signés avec la Grande-Bretagne (art. 24), la Grèce (art. 4), la Lettonie (art. 24), la Tchécoslovaquie (art. 15), l'Allemagne (art. 22), la Norvège (art. 17), la Suède (art. 18), le Danemark (art. 19), l'Italie (art. 19), la France (art. 17), la Suisse (art. 14), la Belgique (art. 14), le Mexique (art. 23), le Siam (protocole 2), les Serbes-Croates-et-Slovènes (art. 10), l'Allemagne (art. 22), les Pays-Bas (art. 17), l'Espagne (art. 18), les échanges de notes avec l'Autriche (3 octobre 1925), avec la Nouvelle-Zélande, portent la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée.

256. Clause inconditionnelle. — « Les deux H. P. C. conviennent que tout privilège, faveur ou immunité... que l'une des deux H. P. C. accorde actuellement ou pourra accorder à l'avenir aux sujets ou citoyens d'un autre Etat, seront étendus aux sujets ou citoyens de l'autre Partie Contractante, *gratuitement, si la concession accordée en faveur de cet autre Etat aura été gratuite, et avec les mêmes conditions ou avec des conditions équivalentes si la concession aura été conditionnelle...* etc. » ¹².

C'est la clause conditionnelle de la nation la plus favorisée.

Les avantages concédés à un Etat tiers ne se communiquent pas dans cette hypothèse, *ipso jure*, à l'Etat bénéficiaire de la clause. Il en résulte, la nécessité pour l'Etat bénéficiaire de traiter à nouveau avec le pays concédant, afin de définir la compensation qu'il aura à fournir pour être admis à la jouissance des bénéfices accordés.

257. La clause conditionnelle se rencontre dans les traités passés avec les Etats-Unis (art. 11), l'Argentine (art. 4), le Chili (art. 4), la Bolivie (art. 11), le Paraguay (art. 11), la Colombie (art. 14), l'Equateur (art. 6), le Brésil (art. 5), le Pérou (art. 14), et dans l'Article additionnel signé avec le Chili. Ces traités sont relativement peu importants.

On accepte très souvent l'idée selon laquelle le Japon aurait surtout pratiqué la clause conditionnelle de la nation la plus favorisée ³. Cette idée n'est pas fondée.

1. Brésil (art. 4).

2. L'article additionnel, Chili, emploie le terme « on the like terms and conditions ».

3. Anzilotti, I, 425.

258. Le gouvernement du Japon tend aujourd'hui à l'interprétation inconditonnelle de la clause non conditionnelle. L'abandon de la forme unilatérale de la clause lui a permis de se libérer de la nécessité d'une interprétation rigoureusement restrictive, et, d'autre part, ses industries nationales fortement outillées sont plus intéressées à un traitement égalitaire sur les marchés extérieurs qu'à une protection à l'intérieur.

259. La clause est parfois ainsi conçue : « ...le gouvernement... accorde, sous conditions de réciprocité, aux ressortissants de l'autre Partie Contractante le traitement de la nation la plus favorisée. » Il s'agit sous cette forme de la clause dite de réciprocité. L'Etat bénéficiaire ne peut revendiquer les avantages concédés que s'il a lui-même rempli vis-à-vis de l'Etat concédant certaines conditions de réciprocité. On trouve la clause sous cette forme dans les notes échangées avec la Bulgarie, le 1^{er} novembre 1927.

La clause de réciprocité s'applique très fréquemment en ce qui concerne la situation faite aux agents consulaires¹.

1. Etats-Unis (art. 3), Bolivie (art. 4), Paraguay (art. 4), Norvège (art. 3), Suède (art. 3), Danemark (art. 3), Espagne (art. 3), Belgique (art. 16), Mexique (art. 4), Allemagne (art. 3).

Vu, le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de la Thèse.
J. BASDEVANT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCTRINE

- ANZILOTTI (D.). — *Cours de droit international*. Edition française par Gidel, Paris, 1929.
- ARNAUNÉ (A.). — *Le commerce extérieur et les tarifs de douane*, Paris, 1911.
- BASDEVANT (J.). — *La conclusion et la rédaction des traités et des instruments diplomatiques autres que les traités*. Recueil des Cours, 1926, V, pp. 539-643, Paris, 1928.
- *Etude comparée de l'occupation proprement dite, mode d'acquisition des territoires en droit international et des procédés divers usités à notre époque, tels que : occupation en protectorat, interland, zone d'influence, dation à bail*. Agrégation des Facultés de droit, section du droit public, composition de droit international public, Paris 1903, 44.
- BASDEVANT (S.). — *La clause de la nation la plus favorisée. Effets du droit international privé*, Paris 1929.
- BRIERLY (James Leslie). — *The law of nations*, Oxford, 1928.
- CALVO (Ch.). — *Le droit international théorique et pratique*, 6 vol. Paris, 1887-1888 et 1896.
- CLAVERY (Ed.). — *Etude sur les étrangers au Japon et les Japonais à l'étranger*; Revue Générale d'administration, 1904, t. I.
- COBBETT (W.P.). — *Leading cases on international law*, London, I, 1922, II, 1924.
- DELESSERT (C.). — *L'établissement et le séjour des étrangers au point de vue juridique et politique*, Lausanne, 1924.
- LOUTER (J. de). — *Le droit international public positif*, 2 vol. Oxford, 1920.
- DESPAGNET (F.). — *Cours de droit international public*, Paris, 1894.
- DIENA (G.). — *Les mandats internationaux*, Recueil des cours, 1924, IV, pp. 215-265, Paris, 1924.
- DILLON (G.). — *Essai sur la condition juridique des étrangers au Japon*, thèse, 1908.
- FAUCHILLE (P.). — *Le droit international*, Paris, tome I, 1^{re} partie, (1922) II^e Partie, (1925); III^e Partie (1926); tome II, (1921).

- FEDOZZI (P.). — *La condition juridique des navires de commerce*, Recueil des cours, 1925 V, t. 10, pp. 1-222, Paris, 1927.
- FENWICK. — *International law*, London, 1924.
- FUNCK-BRENTANO (Th.) et DUPUIS (Ch.). — *Les tarifs douaniers et les traités de commerce*, Paris, 1896.
- LAPRADELLE (G. de) (A.) et POLITIS (N.). — *Recueil des arbitrages internationaux*, 2 vol. Paris, 1905.
- LAPRADELLE (G. de) (P.). — *La frontière*, Paris, 1928.
- GIGNOUX (C. J.). — *L'après-guerre et la politique commerciale*, Paris, 1924.
- GUERRERO G. — *La codification du droit international*, Paris, 1930.
- HALL (W. E.) PEARCE HIGGINS (A.). — *Treatise on international law*, Oxford, 1924.
- HERSHEY (Amos S.). — *Essentials of international public law and organisation*, New-York, 1927.
- HOSHIE-TCHEN. — *Etudes sur les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon de 1871 à nos jours*, thèse, Paris.
- HYDE (Charles Cheney). — *International law chiefly as interpreted and applied by the United States*, 2 vol. Boston.
- ITO (N.). — *La clause de la nation la plus favorisée*, Paris 1930.
- JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL ET DE LA JURISPRUDENCE COMPARÉE, 1875, *L'exterritorialité et les tribunaux mixtes dans l'extrême-orient et particulièrement au Japon* (article anonyme).
- LAUTERPACHT (H.). — *Private law and analogies of international law*, Londres, 1927.
- LISZT (F.). — *Le droit international*, traduction française par Gidel, d'après la 9^e édition allemande (1913), Paris, 1928.
- MÉRIGNAC (A.). — *Traité de droit international*, 3 vol. Paris, I, 1905; II, 1907; III, 1912.
- MIYAOKA (T.). — *The Japanese law of nationality and the rights of foreigners in land under the law of Japan*, New-York, International Conciliation, n° 206.
- MOORE (B.). — *Digest of international law*, 8 vol. Washington, 1906.
- NAGAOKA (H.). — *Condition juridique des étrangers au Japon*, dans le «Journal du Droit international privé et de la jurisprudence comparée», Paris, 1905 (p.1117-1231), 1906 (pp. 107-115, pp. 1055-1063), 1907 (pp. 314-321).
- NAUDIN (J.). — *Les accords commerciaux de la France depuis la guerre*, thèse, 1928.
- NOGARO (B.) et MOYE (N.). — *Les régimes douaniers*, Paris, 1910.
- NOLDE (B.). — *Droit et technique des traités de commerce*, Recueil des Cours, Paris, 1924, II, 3. pp. 293-462.
- ODA (Y.). — *Principes du droit administratif du Japon*, Paris, 1928.
- *Sources du droit positif actuel du Japon*; extrait des Opera Académies Universalis Jurisprudentiae Comparativae, Berlin,

- OPPENHEIM (Mc Nair). — *International law*, 2 vol. Londres, I., 1928; II, 1926.
- PALLAIN (G.). — *Les douanes françaises*, 3 vol. Paris, 1913.
- PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité de droit international public européen et américain*, 8 vol. Paris, 1884-1906.
- *Cours de droit diplomatique*, Paris, 1881, 20 vol.
- RIEDL (R.). — *La clause de la nation la plus favorisée*, Vienne, 1928.
- RIVIER (A.). — *Principes du droit des gens*, 2 vol. Paris, 1896.
- ROLIN (H.). — *La pratique des mandats internationaux*, Recueil des Cours, 1927, IV, pp. 492-624, Paris, 1928.
- SASMALIAN. — *La clause de la nation la plus favorisée*, thèse, Paris, 1921.
- SATOW (E.). — *A guide to the diplomatic practice*, Londres, 1917, 2 vol.
- SCOTT (Brown). — *International Conciliation*, 1925, New-York.
- SERRUYS (D.). — *Traité de commerce, systèmes tarifaires et méthodes contractuelles*, Genève, 1927, Documentation.
- STRISOWER (L.). — Note doctrinale dans l'affaire du navire *Créole* et autres, (15 janv. 1865), pp. 795-732.
- TACHI (S.). — *Traité de droit international public*, Tokio, 1930.
- *La souveraineté et l'indépendance de l'Etat et questions intérieures en droit international*, Paris, 1930.
- TCHANG-SIN. — *Problème du chemin de fer Chinois de l'Est*, thèse, Paris, 1927.
- WEISS (A.). — *Traité théorique et pratique de droit international privé*, Paris, 1892-1905, 5 vol. t. II.
- WESTTAKE. — *International law*, 2 vol. Cambridge, 1904-1907.
- WOU. — *La Chine et la Conférence de Washington*, Paris, thèse, 1927.
- YAMADA (S.). — *Condition juridique des étrangers au Japon*. Bulletin de la société franco-japonaise, Paris, 1929.
- *Journal du Droit international privé et de la Jurisprudence comparée* (Clunet), 1901.
- YANG. — *Les territoires à bail en Chine*, Paris, thèse, 1927.
-

II. RECUEIL DES TRAITÉS

Archives diplomatiques.

Nouveau recueil général de traités, 2^e série, 1848-1908.

36 vol., 3^e série, 4 vol. et 11 fas., Murhard, Pinhas, Samver et Hopf.

Recueil des Traités et Conventions entre le Japon et les Puissances étrangères, 3 vol. Tokio, 1925. Supplément, Tome I, Tokio, 1928. Vol. II. Parties 1, 2, 3, Tokio, 1929. Vol. III. Parties, 1, 2, 3, Tokio, 1925.

Recueil des vieux traités entre l'Empire du Japon et les Puissances étrangères vol. I. Tome I (seulement), Tokio, 1930.

Recueil des traités et des engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

Recueil de textes de droit international public, Paris, 1928, Le Fur (L.), et Chklaver (G.).

Recueil général des traités du XIX^e siècle. Descamps et Renault, Paris, 1914.

Recueil international des traités du XX^e siècle, 7 vol., Paris, 1905-1913.

Répertoire des traités de paix, de commerce et d'alliance etc..., conclus entre toutes les Puissances du globe principalement depuis la Paix de Westphalie jusqu'à nos jours. Table générale des Recueils de Dumont, Wenck, Martens etc... Paris, 1866, 1899, 4 vol.

Traités et conventions en vigueur entre la France et les Puissances étrangères (ministère des Affaires Etrangères), Paris, 1918, Basdevant (J.).

Traités et Conventions entre l'Empire du Japon et les Puissances étrangères. Partie I, Tokio, 1908.

Traités et conventions entre le Japon et la Chine et Traités et Conventions entre le Japon et les Puissances étrangères concernant la Chine, Tokio, 1923.

Treaties and Agreements with and concerning China (1894-1919) 2 vol. New-York, 1921. Mac Murray.

III. TRAITÉS, CONVENTIONS ET AUTRES INSTRUMENTS DIPLOMATIQUES QUI ONT FAIT L'OBJET DE CETTE ÉTUDE

I. — TRAITES ET CONVENTIONS

Traités de paix.

CHINE. — *Traité de Shimonoseki*, signé à Chimonoseki, en japonais et chinois, le 17 avril 1895 ; ratifié le 20 avril 1895 ; ratifications échangées à Tchéfou, le 8 mai 1895 ; promulgué le 13 mai 1895.

RUSSIE. — *Traité de Portsmouth*, signé à Portsmouth (New Hampshire), en français et anglais, le 5 septembre 1905 ; ratifié le 14 octobre 1905 ; *ratifications notifiées* le 15 octobre 1905 ; promulgué le 16 octobre 1905 ; ratifications échangées à Washington le 25 novembre 1905 ; entré en vigueur à partir de la date de la dernière des *notifications de la ratification* (art. XIV du traité).

— *Traité de Portsmouth après la révolution soviétique* : « L'U.R.S.S. convient que le traité de Portsmouth du 5 septembre 1905 conserve son plein effet. » (art. 11. Convention comportant les principes fondamentaux applicables aux relations entre le Japon et l'U.R.S.S. signée à Pékin, le 20 janvier 1925).

Traités d'annexion.

CORÉE. — *Traité concernant l'incorporation de la Corée à l'Empire japonais*, signé à Séoul le 22 août 1910 ; promulgué le 29 août 1910 ; mis en vigueur le 29 août 1910 ; « Ce traité ayant été approuvé par leurs Majestés l'Empereur du Japon et l'Empereur de la Corée, sera mis en vigueur à partir de la date de sa promulgation. » (art. 8 du dit traité)¹.

1. A. J. Documents, 1910, p. 289.

Traités d'échange.

RUSSIE. — *Traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles*, signé à Saint-Petersbourg, en français et japonais le 7 mai 1875; ratifié le 22 août 1875; ratifications échangées à Tokio le 22 août 1875; promulgué le 10 novembre 1875; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Autres traités politiques.

CHINE. — *Traité de Mandchourie* (y compris le Protocole additionnel), signé à Pékin en japonais et chinois le 22 décembre 1905; ratifié le 9 janvier 1906; ratifications échangées à Pékin le 13 janvier 1906; promulgué le 31 janvier 1906; entré en vigueur à partir de la date de la signature.

— *Traité relatif à la Mandchourie méridionale et à la Mongolie Intérieure Orientale*, signé à Pékin en japonais et chinois le 25 mai 1915; ratifié le 7 juin 1915; ratifications échangées à Tokio le 8 juin 1915; promulgué le 9 juin 1915; entré en vigueur à la date de la signature.

ETATS-UNIS. — *Traité concernant l'île de Yap*, signé à Washington en anglais, le 11 février 1922, ratifié le 23 juin 1922; ratification échangées à Washington le 13 juillet 1922; promulgué le 13 juillet 1922; entré en vigueur le 13 juillet 1922.

Traités de commerce

ALLEMAGNE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Tokio en allemand, français et japonais le 20 juillet 1927; ratifié le premier avril 1928; ratifications échangées à Tokio le 5 avril 1928; promulgué le 14 avril 1928; entré en vigueur le quinzième jour après la date où la dernière notification de la ratification aura été effectuée. Demeure exécutoire pendant trois ans à partir de sa mise en vigueur. Dans le cas où aucune des H.P.C. n'aurait notifié à l'autre, six mois avant l'échéance de ce terme, son intention de mettre fin au traité, celui-ci continuera à rester en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une des H.P.C. l'aura dénoncé; enregistré le 4 juin 1928 : *Recueil S. D. N.* LXXIV, 107.

ARGENTINE. — *Traité d'amitié, de commerce et de navigation*, signé à Washington, en anglais, japonais et espagnol, le 8 février 1898; ratifié le 18 juillet 1901; ratifications échangées à Washington le 18 septembre 1901; promulgué le premier octobre 1901; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de notification de la dénonciation de l'une des Parties Contractantes.

BELGIQUE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Bruxelles en français, le 27 juin 1924, ratifié le 25 mars 1925 ; entré en vigueur deux mois après l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

BOLIVIE. — *Traité de commerce*, signé à La Paz, en anglais, le 13 avril 1914 ; ratifié le 3 février 1915 ; ratifications échangées à Santiago, le 15 mars 1916 ; promulgué le 22 mars 1916 ; entré en vigueur sept jours après l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de la notification de la dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

ETATS-UNIS du BRÉSIL. — *Traité d'amitié, de commerce et de navigation*, signé à Paris, en français, japonais et portugais le 5 novembre 1895 ; ratifié le 7 avril 1896 ; ratifications échangées à Paris, le 12 février 1897 ; promulgué le 22 février 1897 ; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

CHILI. — *Traité d'amitié, de commerce et de navigation*, signé à Washington, en anglais, japonais et espagnol, le 25 septembre 1897 ; ratifié le 28 juin 1906 ; ratifications échangées à Washington, le 24 septembre 1906 ; promulgué le 6 novembre 1906 ; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

CHINE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Pékin, en anglais, japonais et chinois, le 21 juillet 1896 ; ratifié le 29 septembre 1896 ; ratifications échangées à Pékin le 20 octobre 1896 ; promulgué le 29 octobre 1896

— *Traité supplémentaire de commerce et de navigation*, signé à Changhaï, en anglais, japonais et chinois, le 8 octobre 1903 ; ratifié le 9 décembre 1903 ; ratifications échangées à Pékin le 11 janvier 1904 ; promulgué le 20 janvier 1904.

COLOMBIE. — *Traité d'amitié, de commerce et de navigation*, signé en anglais, japonais et espagnol à Washington le 25 mai 1908 ; ratifié le 13 octobre 1908 ; ratifications échangées à Washington le 10 décembre 1908 ; promulgué le 12 décembre 1908 ; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

DANEMARK. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Copenhague, en anglais, le 12 février 1912; ratifié le 30 avril 1912; ratifications échangées à Tokio, le 6 mai 1912; promulgué le 7 mai 1912; entré en vigueur le 7 mai 1912; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

EQUATEUR. — *Traité d'amitié, de commerce et de navigation*, signé à Washington, en espagnol et anglais, le 26 août 1918; ratifié le 29 novembre 1918; ratifications échangées à Washington, le 31 mars 1919; promulgué le 5 avril 1919; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

ESPAGNE. — *Traité d'amitié et de relations générales*, signé à Madrid, en français, le 15 mai 1911; ratifié le 11 juillet 1911; ratifications échangées à Tokio le 10 juillet 1915; promulgué le 11 juillet 1915; entré en vigueur le 17 juillet 1911.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Washington, en anglais, le 21 février 1911; ratifié le 30 mars 1911; ratifications échangées à Tokio, le 4 avril 1911; promulgué le 4 avril 1911; entré en vigueur le 17 juillet 1911; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la notification de la date de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

FINLANDE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Helsingfors, en anglais, le 7 juin 1924; ratifié le 3 février 1926; ratifications échangées à Helsingfors le 22 octobre 1926; promulgué le 29 octobre 1926; entré en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes; enregistré le 6 décembre 1926, *Recueil S. D. N.* LVIII, 379.

GRANDE-BRETAGNE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Londres en anglais le 3 avril 1911; ratifié le 4 mai 1911; ratifications échangées à Tokio le 5 mai 1911; promulgué le 6 mai 1911; entré en vigueur le 17 juillet 1911; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

Ont adhéré à ce traité : Terre-Neuve (note britannique, Tokio, 30 décembre 1911), Straits Settlements et Ceylan (note britannique, Tokio, 3 mars, 1913), colonies de la Couronne et protectorats (note britannique, Tokio, 22 avril 1913), Canada (6 mai 1913, échange de notes 7 février, 1/5 mai, 1913,

Ottawa note britannique Tokio, 1^{er} mai 1913). Un échange de notes, Londres, 14 juillet 1924 a rendu caduc l'art. 8 de ce traité et le tarif douanier conventionnel y annexé.

Une convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation en question, Londres, 30 juillet 1925 a modifié en partie ses dispositions.

GRÈCE. — *Traité d'amitié, de commerce et de navigation*, signé à Athènes, en anglais, japonais et grec, le premier juin 1899; ratifié le 16 août 1899; ratifications échangées à Rome le 21 septembre 1899; promulgué le 12 octobre 1899; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes. (Echange de notes, le 8 mai, 30 mai 1925, Athènes). (Ce traité fut dénoncé par le gouvernement grec le 6 mai 1919. Il a été cependant, maintenu par plusieurs accords qui sont intervenus ultérieurement : échange de notes, 19 mars/2 mai 1920, échange de notes, 9/27 décembre 1924, échange de notes, 20 février 20 mars 1925, échange de notes, 8/30 mai 1925).

ITALIE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Rome en français le 25 novembre 1912; ratifié le 11 juin 1913; ratifications échangées à Tokio le 17 juin 1913; promulgué le 18 juin 1913; entré en vigueur le lendemain de l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes. (Ce traité fut dénoncé par l'Italie le 30 juin 1919. Il a été maintenu, cependant en vigueur par l'accord du 30 août/25 septembre 1919).

LETTONIE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Berlin en anglais le 4 juillet 1925; ratifié le 7 juillet 1928; ratifications échangées à Berlin le 25 août 1928; promulgué le 19 août 1928; entré en vigueur dix jours après la date de l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes; enregistré le 30 août 1927, *Recueil S. D. N.*, Lxxx, 305.

MEXIQUE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Mexico, en espagnol et français, le 8 octobre 1924; ratifié le 25 mars 1925; ratifications échangées le 4 mai 1925; promulgué le 14 mai 1925; entré en vigueur le quinzième jour après la date de l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour où l'une des Parties Contractantes l'aura dénoncé. (§ I de l'art. 7 de ce traité pourra être dénoncé à toute époque et dans ce cas, il cessera d'être exécutoire un an après cette dénonciation). Enregistré 17 juillet 1925, *Recueil S. D. N.*, xxxvi, 260.

- NORVÈGE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Christiania en français le 16 juin 1911; ratifié le 15 juillet 1911; ratifications échangées à Tokio, le 15 juillet 1911; promulgué le 15 juillet 1911; entré en vigueur le 17 juillet 1911; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncé.
- PARAGUAY. — *Traité de commerce*, signé à Asuncion, en anglais, le 17 novembre 1919; ratifié le premier juin 1921; ratifications échangées à Santiago, le 25 août, 1921; promulgué, le 30 août 1921; entré en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes; enregistré, 30 septembre 1921, VI, 398.
- PAYS-BAS. — *Traité de commerce et de navigation* signé à La Haye, en français, le 6 juillet 1912; ratifié le 22 septembre 1913; ratifications échangées à Tokio le 8 octobre 1913; promulgué le 9 octobre 1913; entré en vigueur le lendemain de l'échange des ratifications; demeure obligatoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.
- PÉROU. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Washington en anglais, le 20 mars 1895; ratifié le 30 octobre 1896; ratifications échangées à Washington le 24 décembre 1896; promulgué le 9 janvier 1897; entré en vigueur le 17 juillet 1899; demeure exécutoire jusqu'à la mise en vigueur d'un nouveau traité de commerce. (Arrangement provisoire du 26 décembre 1924, échange de notes, Lima) signé à Lima, le 30 septembre 1924). (Ce traité fut dénoncé par le gouvernement péruvien le 11 octobre 1922. - Echange de notes, Lima, les 11, 17 octobre 1922. En attendant la mise en vigueur du nouveau traité de commerce signé à Lima, le 30 septembre 1924, il a fait, cependant, l'objet de prolongations successives par une série d'accords dont le dernier porte la date du 26 décembre 1924).
- POLOGNE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Varsovie en anglais, le 7 décembre 1922; ratifié le 21 octobre 1924; ratifications échangées à Varsovie le 8 janvier 1925; promulgué le 17 janvier 1925; entré en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes; enregistré, 26 janvier 1925, *Recueil S. D. N.*, xxxii, 62.
- SERBES-CROATES-ET-SLOVÈNES. — *Traité de commerce et de navigation*; signé à Vienne en français, le 16 novembre 1923; ratifié le 21 octobre 1924; ratifications échangées à Belgrade, le 13 janvier 1925; promulgué le 21 janvier 1925; entré en vigueur le dixième jour après le jour de l'échange des ratifications; demeure

exécutoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

SIAM. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Bangkok, en anglais, le 10 mars 1924; ratifié le 17 novembre 1924; ratifications échangées à Bangkok, le 22 décembre 1924; enregistré 2 janvier 1925, *Recueil S. D. N.*, xxxi, 188; promulgué le 24 décembre 1924; entré en vigueur le septième jour après l'échange des ratifications; demeure exécutoire pendant dix ans. Dans le cas où aucune des H.P.C. n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de la dite période, son intention de mettre fin au traité, celui-ci restera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date où l'une ou l'autre des H.P.C. l'aura dénoncé.

SUÈDE. — *Traité de commerce et de navigation*, signé à Stockholm en français, le 19 mai 1911; ratifié le 11 juillet 1911; ratifications échangées à Tokio, le 12 juillet 1911; promulgué le 13 juillet 1911; entré en vigueur le 17 juillet 1911; reste obligatoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

SUISSE. — *Traité d'établissement et de commerce*, signé à Berne, en français, le 21 juin, 1911; ratifié le 18 décembre 1911; ratifications échangées à Tokio, le 20 décembre 1911; promulgué le 21 décembre 1911; entré en vigueur le lendemain de l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date où l'une ou l'autre des Parties Contractante l'aura dénoncé.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — *Traité de commerce*, signé à Prague en anglais, le 30 octobre 1925; ratifié le 4 août 1926; ratifications échangées à Prague le 20 octobre 1926; promulgué le 27 octobre 1926; entré en vigueur le dixième jour après la date de l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes; enregistré, 26 novembre 1926, *Recueil S. D. N.*, LVIII, 263.

Traités d'extradition

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — *Traité d'extradition*, signé à Tokio en anglais le 29 avril 1886; ratifié le 25 septembre 1886; ratifications échangées à Tokio le 27 septembre 1885; promulgué le 6 octobre 1886; mis en vigueur le soixantième jour après l'échange des ratifications; demeure obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

- *Traité supplémentaire d'extradition*, signé à Tokio, en japonais et en anglais, le 17 mai 1906 ; ratifié le 22 septembre 1906 ; ratifications échangées à Tokio le 25 septembre 1906 ; promulgué le 26 septembre 1906 ; entré en vigueur dix jours après l'échange des ratifications ; demeure obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

Traité d'arbitrage

- SUISSE. — *Traité de règlement judiciaire*, signé à Tokio, en français le 26 décembre 1924 ; ratifié le 19 novembre 1925 ; ratifications échangées à Tokio le 19 décembre 1925 ; promulgué le 21 décembre 1925 ; entré en vigueur le 21 décembre 1925 ; demeure en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an compté à partir du moment où l'une quelconque des H.P.C. aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin ; enregistré 6 février 1926, *Recueil S. D. N.*, XLIII, 343.

CONVENTIONS

Conventions politique.

- U. R. S. S. — *Convention comportant les principes fondamentaux applicables aux relations entre le Japon et l'U. R. S. S.* ; signée à Pékin en anglais, le 20 janvier 1925 ; ratifiée le 25 février 1925 ; ratifications échangées à Pékin, le 25 avril 1925 ; promulguée le 27 février, 1925 ; entrée en vigueur le 26 février 1925, c'est-à-dire à partir de la date de la dernière des deux notifications de la ratification ; enregistrée, 20 mai 1925, *Recueil xxxiv*, 32.

Convention de délimitation

- CHINE. — *Convention en vue de délimiter les frontières entre la Chine et la Corée et de régler les relations des deux Etats en Mandchourie* ; signée à Pékin en japonais et chinois, le 4 septembre 1907 ; entrée en vigueur immédiatement après la date de la signature.

Convention de télégraphe

- CHINE. — *Convention de télégraphe*¹, signée à Tokio en anglais le 7 novembre 1908.

Convention de pêche

- U. R. S. S. — *Convention de pêche entre le Japon et l'U. R. S. S.* ; signée à Moscou, en anglais, le 23 janvier, 1928 ; ratifiée le 22 mai 1928 ; ratifications échangées à Tokio le 23

1. Hoshien-Tchen, thèse, Paris 1923. Etude sur les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon de 1871 à nos jours.

mai 1928; promulguée le 25 mai 1928; entrée en vigueur le cinquième jour après l'échange des ratifications; demeure exécutoire pendant une période de huit années, doit être revuée ou renouvelée à l'expiration de ladite période; enregistrée *Recueil S. D. N.*, LXXX, p. 341.

Convention concernant la protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique.

ETATS-UNIS. — *Convention concernant la protection des droits d'auteur*, signée à Tokio en japonais et anglais, le 10 novembre 1905; ratifiée le 28 avril 1906; ratifications échangées à Tokio le 10 mai 1906; promulguée le 11 mai 1906; entrée en vigueur à partir de la date de l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

— *Convention concernant la protection réciproque en Chine des inventions, dessins, marques de fabrique et droits d'auteur*, signée à Washington en anglais, le 19 mai 1908; ratifiée le 6 août 1908; ratifications échangées à Tokio le 6 août 1908; promulguée le 13 août 1908; entrée en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications.

FRANCE. — *Convention pour la protection réciproque en Chine des inventions, dessins, marques de fabrique et droits d'auteur*, signée à Tokio, en français et japonais le 14 septembre 1909; ratifiée le 3 mars 1910; ratifications échangées à Tokio, le 18 mai 1911; promulguée le 20 mai 1911; entrée en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

SUÈDE. — *Convention pour la protection réciproque en Chine de la propriété industrielle*, signée à Tokio, en français, le 24 août 1916; ratifiée le 15 août 1917; ratifications échangées à Tokio, le 23 août 1917; promulguée le 14 septembre 1917; entrée en vigueur six mois après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date où l'une des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

Convention commerciale et douanière.

DANEMARK. — *Convention spéciale et réciproque de douane*, signée à Copenhague, en anglais, le 12 février 1912; ratifiée le 30 avril 1912; ratifications échangées à Tokio le 6 mai 1912; promulguée le 7 mai 1912; entrée en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration de douze mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

ESPAGNE. — *Convention commerciale spéciale*, signée à Tokio en anglais, japonais et espagnol, le 28 mars 1900 ; ratifiée le 12 mars 1901 ; ratifications échangées à Tokio le 30 mars 1901 ; promulguée le 8 avril 1901 ; entrée en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes (Echange de notes, 5 novembre 1925.) La Convention a été dénoncée par le gouvernement espagnol le 5 novembre 1922. (Echange de notes, 5/14 novembre 1922, Tokio) mais a été maintenue en vigueur par des accords successifs. (Echange de notes 3 novembre / 21 décembre 1923. Echange de notes, 29 avril / 2 juin 1924. Echange de notes avril / mai 1925. Echange de notes 5 novembre 1925), en attendant la conclusion d'un nouveau traité de commerce.

FRANCE. — *Convention de commerce et de navigation*, signée à Paris, en français, le 10 août 1911 ; ratifiée le 11 janvier 1912 ; ratification notifiée par le gouvernement français le 25 février 1912 ; ratification notifiée par le gouvernement japonais le 29 février 1912 ; ratifications échangées à Tokio le 22 avril 1912 ; promulguée le 29 février 1912 ; entrée en vigueur à partir de la date de la dernière des deux notifications de la ratification. Demeure exécutoire pendant une période de dix années (c'est-à-dire jusqu'en 1922). Toutefois l'article 5 en vertu duquel les droits de douane perçus en France sur les produits d'origine japonaise et au Japon sur les produits d'origine française ne seront autres ou plus élevés que ceux perçus sur les produits similaires originaires du pays le plus favorisé, pourra être dénoncé à toute époque par chacune des deux Parties Contractantes, et dans ce cas, il cessera d'être exécutoire un an après cette dénonciation. Au cas où douze mois avant la date d'expiration de la présente convention aucune des deux Parties Contractantes n'aurait notifié son intention d'en faire cesser les effets, cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre Partie Contractante l'aura dénoncé.

La France a dénoncé l'art. 5 (seulement)¹ (Note du 4 sept. 1918) mais a consenti à la maintenir en vigueur (ainsi que les articles 5, 6, 7, 17 et le Protocole annexé (tarif douanier conventionnel) par tacite reconduction de trois mois en trois mois jusqu'à ce qu'il eût été remplacé par un autre texte ou que l'une des deux Parties Contractantes eût déclaré arrêter cette prorogation à l'échéance du prochain délai trimestriel.

Ont adhéré à cette Convention les colonies françaises : la Guyane, l'Afrique occidentale française,

1. Naudin, Accords commerciaux de la France depuis la guerre, thèse, Paris, 1928.

l'Afrique équatoriale française, la Martinique, Saint-Pierre de Miquelon, la Nouvelle-Calédonie, l'Inde française, la Côte des Somalis, la Réunion, Madagascar, et la Guadeloupe. (Echange de notes, Paris, le 19 août 1911.)

GRANDE BRETAGNE. — *Convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation*, signée à Londres, en anglais, le 30 juillet 1925 ; ratifiée le 1^{er} juin 1927 ; ratifications échangées à Londres le 29 juillet 1927 ; promulguée le 3 août 1927 ; entrée en vigueur à partir de la date de l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes ; enregistrée le 10 août 1927, *Recueil S. D. N.*, LXV, 29.

Se trouvent en dehors du domaine d'application de cette Convention, à moins d'une adhésion particulière les Dominions, Colonies, Possessions ; Protectorats et l'Etat libre d'Irlande.

INDE. — *Convention concernant les rapports commerciaux entre le Japon et l'Inde*, signée à Tokio, en japonais et anglais, le 29 août 1904 ; ratifiée le 14 mars 1905 ; ratifications échangées à Tokio, le 15 avril 1905 ; promulguée le 16 mars 1905 ; entrée en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications ; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir de la date de la notification de sa dénonciation par l'une des Parties Contractantes.

NORVÈGE. — *Convention spéciale et réciproque de douane*, signée à Christiania, en français, le 16 juin 1911 ; ratifiée le 15 juillet 1911 ; ratifications échangées à Tokio, le 15 juillet 1911 ; promulguée le 15 juillet 1911 ; entrée en vigueur le 17 juillet 1911 ; reste exécutoire jusqu'à l'expiration de douze mois à compter de la date où l'une des Parties Contractantes aurait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

SUÈDE. — *Convention spéciale et réciproque de douane*, signée à Stockholm, en français, le 19 mai 1911 ; ratifiée le 11 juillet 1911 ; ratifications échangées à Tokio, le 12 juillet 1911 ; promulguée le 13 juillet 1911 ; entrée en vigueur le 17 juillet 1911 ; reste exécutoire jusqu'à l'expiration de douze mois à compter de la date où l'une des Parties Contractantes aurait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

*Convention relative au libre exercice de la profession
de médecine*

MEXIQUE. — *Convention relative au libre exercice de la profession de médecine entre le Japon et le Mexique* ; signée à Mexico, en français, le 26 avril 1917 ; dénoncée le 20 mai 1927 ; (Echange de notes, 20 mai, 5 juillet 1927).
A cessé d'être en vigueur le 20 mai 1928.

Convention consulaire

PAYS-BAS. — *Convention consulaire en ce qui concerne les possessions et colonies néerlandaises*, signée à La Haye, en français, le 27 avril 1908; ratifiée le 27 juillet 1908; ratifications échangées à Tokio, le 31 juillet 1908; promulguée le 7 août 1908; entrée en vigueur à partir du dixième jour après l'échange des ratifications; demeure exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Parties Contractantes.

Convention d'arbitrage

ETATS-UNIS. — *Convention d'arbitrage*, signée à Washington, en japonais et anglais, le 5 mai 1908; ratifiée le 20 juillet 1908; ratifications échangées à Washington, le 24 août 1908; promulguée le 12 septembre 1908— entrée en vigueur à partir de la date des ratifications; demeure exécutoire pour une période de cinq années à compter de la date des ratifications.

Cette Convention a été prolongée successivement par une série d'arrangements (agréements signés à Washington, le 26 juin 1913, le 23 août 1918, et le 23 août 1923).

**II. PRINCIPAUX INSTRUMENTS DIPLOMATIQUES
AUTRES QUE LES TRAITÉS ET CONVENTIONS
PASSÉS AVEC LES ETATS EUROPEENS ET AMERICAINS**

ARTICLES ADDITIONNELS

CHILI. — *Article additionnel au traité d'amitié, de commerce et de navigation* du 25 septembre 1897; signé à Tokio, en anglais, japonais et espagnol, le 16 octobre 1899; ratifié le 28 juin 1905; ratifications échangées à Tokio, le 24 septembre 1904; promulgué le 6 novembre 1906.

RUSSIE. — *Article supplémentaire au traité d'échange de l'île de Sakhaline entre le groupe des îles Kouriles*, 7 mai 1875. signé à Tokio, en français, le 22 août 1875; promulgué le 29 février 1876;

— *Articles additionnels au traité de Portsmouth*, signé à Portsmouth, en français et anglais, le 5 septembre 1905; promulgués le 10 octobre 1905.

Déclaration

ESPAGNE. — *Déclaration concernant le Traité d'amitié et de relations générales* du 15 mai 1911, datée à Madrid, le 12 mai 1913.

ETATS-UNIS. — *Déclaration du Japon et de l'Espagne concernant une délimitation de territoire*, Tokio, le 7 août 1895.

FRANCE. — *Déclaration concernant l'Indo-Chine française*, Paris, le 10 juin 1907.

— *Déclaration concernant l'Indo-Chine française*, Paris, le 19 août 1911.

CANADA. — *Déclaration concernant la limitation et le contrôle de l'émigration des travailleurs japonais au Canada*. Ottawa, le 11 avril 1911.

Echange de notes.

AUTRICHE. — *Echange de notes concernant la suppression du visa des passeports*, 6 juillet 1928; enregistrée le 9 octobre 1928, *Recueil S. D. N.*, LXXXI : 425.

ALLEMAGNE. — *Exchange of notes concerning reciprocal recognition of load-line certificate of vessels and load-line mark*, Berlin, les 9-21 juillet 1920.

BELGIQUE. — *Notes échangées relatives au traité de commerce et de navigation*, Bruxelles, le 27 juin 1924.

— *Notes échangées concernant la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord*, Tokio, le 30 janvier 1922.

BULGARIE. — *Notes échangées comportant un arrangement provisoire en matière de commerce et de navigation*, Angora, le 11 novembre 1927.

DANEMARK. — *Notes échangées concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires*, Tokio, les 17-22 mai 1922; Enregistrée, le 27 janvier 1923, XIV : 248.

— *Echanges de notes concernant la reconnaissance des certificats de franc-bord* le 5 juin 1926; enregistrée le 2 octobre 1926, *Recueil S. D. N.* LV : 219.

— *Echange de notes concernant l'exemption de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime*, le 15 octobre 1927; Enregistré le 2 mars 1928 *Recueil S. D. N.*, LXXI : 375.

EQUATEUR. — *Exchange of notes regarding the matter of immigration or en enjoyment of civil rights in Ecuador* Washington, le 26 août 1918.

ESPAGNE. — *Notes échangées concernant la prolongation de l'effet de la Convention spéciale de commerce*, Madrid, le 8 octobre 1928.

ETATS-UNIS. — *Echange de notes concernant la protection des intérêts commerciaux en Chine*, Tokio, les 20-26 décembre 1899.

— *Echange de notes relatives à l'interprétation de l'art. 3 de la Convention concernant la protection des droits d'auteur*, du 10 novembre 1905, Washington, le 10 novembre 1905.

— *Echange de notes concernant l'Océan Pacifique*, Washington, le 30 novembre 1908.

— *Echange de notes concernant les amendements du traité de commerce et de navigation* du 21 février 1911, Washington, le 25 février 1911.

— *Echange de notes relatives au traité concernant l'île de Yap*, du 11 février 1922, Washington, le 11 février 1922.

- FINLANDE. — *Echange de notes concernant l'abolition du visa de passeports*, 25 février 1928 ; enregistré le 2 avril 1928, LXXI : 467.
- FRANCE. — *Notes échangées relativement à l'adhésion des colonies françaises à la Convention de commerce et de navigation du 19 août 1911*, Paris, le 19 août 1911.
- *Notes échangées concernant l'exemption réciproque des frais des certificats d'origine*, Tokio, le 4 octobre 1913.
- *Notes échangées concernant l'accord commercial provisoire*, Tokio, le 19 septembre 1919.
- *Notes échangées concernant la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord*, Paris, le 14 mars 1922.
- GRANDE-BRETAGNE. — *Exchange of notes regarding abrogation of art. 8 of the treaty of commerce and navigation and the schedule annexes*, Londres, le 14 juillet 1924. ; enregistrée le 12 septembre 1924; *Recueil S. D. N.*, XXVIII : 538.
- *Exchange of notes concerning the adhesion of Canada to the treaty of april 3, 1911*, Ottawa, les 7 février, les 1/3 mars 1913.
- *Exchange of notes relating to the reciprocal waiver of consular fees or certificates of origine*, Tokio, les 26-31 octobre 1912.
- *Exchange of notes concerning reciprocal recognition of load-line certificates of vessel and corresponding load-line mark*, Londres, les 3-12 novembre 1921.
- *Echange de notes concernant le jaugeage des navires de commerce* le 27 juillet 1923 ; enregistré le 6 octobre 1923, *Recueil S. D. N.*, XIX : 288.
- STRAITS-SETTLEMENTS. — *Exchange of notes concerning reciprocal recognition of load-line certificate of vessels and corresponding load-line mark*, Londres, les 15-18 mars 1922.
- NORVÈGE.. — *Echange de notes concernant l'abolition des passeports* le 21-29 mars 1928 ; Enregistré le 14 mai 1928, *Recueil S. D. N.* LXXIII : 81.
- PARAGUAY. — *Exchange of notes relating to the racial discrimination des 29-30 novembre 1920*, Asuncion, *Recueil S. D. N.* ; Enregistré, 30 sept. 1921, VI : 376.
- POLOGNE. — *Notes échangées de l'adhésion de la ville libre de Dantzig au traité de commerce et de navigation*, Varsovie, le 11 avril 1927.
- PAYS-BAS. — *Echange de notes concernant la ligne de flottaison des navires*, le 12 novembre 1922 ; enregistré le 20 août 1922, *Recueil S. D. N.*, XII : 240.
- SIAM. — *Exchange of notes regarding art. I, art. 16, of treaty and art. 2 of Protocole*, Bangkok, les 19-24 février et le 10 mars 1924.
- U. R. S. S. — *Exchange de notes concernant l'approbation des travaux de délimitation*, Tokio, le 6 août 1908.

- *Echange de notes relatives à la Convention comportant les principes fondamentaux applicables aux relations entre le Japon et l'U. R. S. S.*, Pékin, le 20 janvier 1925.

Accord.

- AUTRICHE. — *Accord commercial provisoire*, Vienne, le 2 octobre 1923 ; enregistré le 4 février 1924, *Recueil, S. D. N.*, xxii : 350.
- *Accord additionnel de commerce*, Vienne, le 3 octobre 1925.
- GRÈCE. — *Accord provisoire concernant la prolongation du traité d'amitié, de commerce et de navigation*, Athènes, les 8-30 mai 1925.
- ITALIE. — *Accord provisoire prolongeant l'effet du traité de commerce et de navigation*, Rome, les 30 août-25 septembre 1919.
- *Accord concernant le G. B. jaugeage des navire de commerce* le 30 novembre 1922 ; Enregistré le 12 avril 1923, *Recueil S. D. N.*, xvi : 208.

Arrangements et agréments

- ETATS-UNIS. — *Agreement extending the duration of the Arbitration Convention of May 5, 1908*, Washington, le 23 août 1923 Enregistré le 10 novembre 1924, *Recueil S. D. N.*, xxx : 264.
- *Agreement affected by exchange of notes cancelling the Ischii-Lanshing Agreement of november 2, 1907*, Washington, le 14 avril 1923.
- FRANCE. — *Arrangement de 1907*, Paris, le 10 juin 1907.
- NOUVELLE-ZÉLANDE. — *Provisional Arrangement concerning commerce, customs and navigation*, *Recueil, S. D. N.*, lxxxv, p. 129, Wellington, le 24 juillet 1928 ; enregistré 11 janvier 1929, lxxxv : 129.
- PÉROU. — *Arrangement prolongeant l'effet du traité de commerce et de navigation*, Lima, le 26 décembre 1924.

Protocole

- BELGIQUE. — *Protocole additionnel au traité de commerce et de navigation signé à Bruxelles*, le 27 juin 1924, Bruxelles, le 27 juin 1924.
- ETATS-UNIS. — *Protocole annexé au traité de commerce et de navigation signé à Washington*, le 17 juillet 1911, Washington, le 17 juillet 1911.
- FRANCE. — *Protocole annexé à la Convention de commerce et de navigation signé à Paris*, le 19 août 1911, Paris, le 17 juillet 1911.
- *Protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre le Japon et l'Indo-Chine*, Paris, le 30 août 1927, *Recueil, S. D. N.*, lxxviii : p. 235 ; enregistré le 30 novembre 1927.

- LETTONIE. — *Protocole relatif au traité de commerce et de navigation signé à Berlin, le 4 juillet 1925, Berlin, le 7 avril 1927.*
- PÉROU. — *Protocole annexé au traité de commerce et de navigation signé à Washington, le 20 mars 1895, Washington, le 20 mars 1895.*
- POLOGNE. — *Protocole relatif au traité de commerce et de navigation signé à Varsovie, le 7 décembre 1922, Varsovie, le décembre 1922.*
- SERBES-CROATES ET SLOVÈNES. — *Protocole annexé au traité de commerce et de navigation, signé à Vienne, le 16 novembre 1923, Vienne, le 16 novembre 1923.*
- SIAM. — *Protocole annexé au traité de commerce et de navigation signé à Bangkok, le 10 mars 1924, Bangkok, le 10 mars 1924.*
- U. R. S. S. *Protocoles (A) (B). Protocole de signature annexé à la Convention signée à Pékin le 20 janvier 1925, Pékin, le 20 janvier 1925.*

Notes annexées.

- RUSSIE. — *Notes annexées au traité d'échange de l'île de Sakaline contre le groupe des îles Kouriles signé à Saint-Pétersbourg, le 7 mai 1875, Saint-Pétersbourg, les 25 avril-7 mai 1875.*

Statut sous le régime soviétique de la Russie des traités et autres instruments diplomatiques passés par le Japon avec le Gouvernement tsariste.

L'art. II de la Convention signée avec l'U. R. S. S. à Pékin le 20 janvier stipule : « Il est convenu que les traités, conventions et accords, autres que ledit traité de Portsmouth, qui ont été conclus entre le Japon et la Russie antérieurement au 7 novembre 1917, feront l'objet d'un nouvel examen au cours d'une conférence que tiendront ultérieurement les Gouvernements des H. P. C., et pourront être révisés ou abrogés, selon les circonstances ».

Parmi ces « traités, conventions et accords », se trouvent le traité d'extradition (le 1^{er} juin 1911, Tokio), la Convention pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale (le 23 juin 1911, Tokio), l'arrangement pour la reconnaissance réciproque des sociétés par actions et autres associations (le 23 juin 1911, Tokio), la Convention pour la protection réciproque de la propriété industrielle en Chine (le 23 juin 1911, Tokio, etc...).

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS.....	7
-------------------	---

INTRODUCTION

1. Objet de cette étude. Définition des règles constatées dans les traités bilatéraux.	
2. Intérêt de cette étude. a) Caractère technique du droit conventionnel ; b) Hiérarchie établie entre le droit particulier, les actes collectifs et le droit coutumier.	
3. Plan de l'ouvrage.....	9

PREMIERE PARTIE

RÈGLES RELATIVES A LA DÉTERMINATION DE LA COMPÉTENCE

CHAPITRE PREMIER

Normes touchant le territoire

3. Définition du territoire.	
5. Plan d'études	15

§ I. STATUT DU TERRITOIRE

Section I. Territoire métropolitain.

6 et 7. Territoire métropolitain.	
8 et 9. Situation des îles Kouriles.	
10. La situation des russes dans les îles Kouriles.	
11. Situation des russes domiciliés dans les territoires cédés.	
12. Situation conventionnelle des aborigènes.....	16

Section II. Territoire colonial.

13. Expansion japonaise au point de vue politique.	
14. Colonies du Japon.	
15. Notion des Colonies.	

16.	Statut de Formose.	
17.	Statut de la Sakhaline.	
18.	Situation des Russes.	
19.	Situation des Japonais dans la partie septentrionale de l'île de Sakhaline.	
20.	Statut des aborigènes dans l'île de Sakhaline (en ce qui concerne la partie septentrionale).	
21.	Liberté de navigation des détroits de la Pérouse et de Tartarie. Défense des fortifications ou de travaux militaires semblables.	
22.	Concessions en faveur des sujets japonais dans l'île de Sakhaline.	
23.	Droits du Japon le long des côtes des possessions de la Russie en Extrême-Orient. Condition des bâtiments et commerçants japonais dans les ports de la mer d'Okhotsk et de ceux de Kamtchatka.	
24.	Droit de pêche le long des côtes des possessions de l'U. R. S. S. en Extrême-Orient.	
25.	Statut de la Corée.	
26.	Condition des Russes en Corée.	
27.	Condition des sujets britanniques en Corée.	
28.	Droit d'exploiter les mines.....	19

Section III. Territoire à bail.

29.	Bail de Port-Arthur.	
30.	Règles conventionnelles relatives à l'exercice du droit de bail. Condition des Russes dans le territoire à bail.	
31.	Condition des Chinois dans la province.	
32.	Liberté de commerce dans le territoire (province de Kouang-Tong'.	
33.	Régime douanier de la Province.	
34.	Installation télégraphique ou téléphonique.	
35.	Juridiction consulaire.	
36.	Maintien des forces armées dans la Province.....	27

Section IV. — Chemin de fer Sud-Mandchourien

37, 38 et 39.	Droit du Japon sur ce chemin de fer.	
40.	Certaines irrégularités que présente la situation de la Mandchourie	32

Section V. Territoire sous mandat.

41.	Ile de Yap et autres îles.....	36
-----	--------------------------------	----

§ II. FRONTIÈRES

42.	Importance politique du problème des frontières.	
43.	Rôle de la frontière.....	37

Section I. Détermination du parcours des frontières.

44.	Détermination du parcours de la frontière.	
45.	Opérations de délimitation.	
46.	Le droit conventionnel du Japon.	
47.	Frontières naturelles.....	38

Section II. Aménagement des frontières.

48. Généralités.....	43
<i>I. Aménagement des frontières en ce qui concerne les frontaliers.</i>	
49. Frontières sino-coréennes. Frontières de Kiang-Heung.	
50 et 51. Frontières de Hsin-Wiju.....	44
<i>II. Coordination des services publics.</i>	
52. 1° Chemins de fer ; 2° Concordance entre les diverses exploitations de chemins de fer 3° Douanes ; 4° Frontières russo-coréenne.	
53. Faible développement du régime de la frontière sino-coréenne	46
<i>III. Coordination des services publics en Mandchourie.</i>	
1° Service du transport ferroviaire.	
54. Chemins de fer. Raccordement.	
55. Privilèges accordés au gouvernement chinois.....	48
2° Services postaux.	
56. Services télégraphiques	
57. Câbles sous-marins.....	50

CHAPITRE II**Règles ayant trait à la population**

58. La détermination de la nationalité rentre dans la compétence exclusive de l'Etat.	
59. Conflits de nationalité.	
60. Souveraineté personnelle.	
61. Aborigènes du groupe des îles Kouriles.	
62. Aborigènes de l'île de Sakhaline.	
63. « Habitants » de Formose.	
64. Russes dans les îles Kouriles et dans l'île de Sakhaline.	
65. Japonais dans l'île de Sakhaline.	
66. Coréens.	
67. Nationalité des navires de commerce.	
68. Nationalité des personnes morales.....	51

DEUXIEME PARTIE
**NORMES CONCERNANT LA COORDINATION
 DE LA COMPÉSENCE**

CHAPITRE PREMIER

Règles déterminant le statut des étrangers
 (étrangers proprement dits, navires et marchandises)

§ I. ETRANGERS

Section I. Admission des étrangers.

I. Admission des étrangers.

69. Le principe de droit international en la matière..... 61

II. Immigration.

70. Le problème de l'immigration est indépendant de celui de l'admission des étrangers en général.
 71. Règles établies à l'égard de l'immigration japonaise... 6

III. Formalités relatives à l'admission sur le territoire japonais.

72. Formalités relatives à l'admission sur le territoire japonais..... 64

Section II. Condition des étrangers.

I. Généralités.

73. La règle du droit des gens en la matière.
 74. La violation de cette règle rend responsable l'Etat délictueux vis-à-vis de l'Etat auquel appartient l'étranger lésé. Droit conventionnel en la matière.
 75. La condition des étrangers est une matière qui échappe progressivement à l'emprise du droit conventionnel.
 76. La situation des étrangers est envisagée dans les traités de commerce..... 65

II. Condition des étrangers proprement dits.

A) Commerce et Industrie.

77. Règle conventionnelle.
 78. Exceptions.
 79. Commerce par escales..... 68
 B) Conditions nécessaires à l'exercice du commerce et de l'industrie. 72

1° Droits privés.

80. Droits de propriété.
 81. Droits civils.
 82. Certaine influence de la législation interne sur la rédaction des traités..... 72

2° *Droit de propriété littéraire, artistique
et industrielle.*

83. Propriété littéraire et artistique.....
 84. Propriété industrielle.....
 85. Protection réciproque de la propriété industrielle litté-
 téraire et artistique en Chine.....
 86. Protection de la propriété littéraire, artistique et indus-
 trielle dans les pays de juridiction, possessions insu-
 laires, territoire à bail et autres.....
 87. Traité avec la Lettonie..... 75

3° *Droits publics.*

88. Respect de la personnalité de l'individu et Etat.....
 89. Protection de la personne et de la propriété.....
 90. Liberté individuelle. Liberté de résidence et de voyage.
 91. Liberté de conscience et de culte.....
 92. Inviolabilité de domicile.....
 93. Charges fiscales.....
 94. Les impositions sur les revenus des entreprises de trans-
 ports maritimes.....
 95. Immunité fiscale des bâtiments construits sur les ter-
 rains possédés à bail perpétuel.....
 96. Service militaire obligatoire.....
 97. Emprunts forcés.....
 98. Réquisitions militaires, prestations, etc.....
 99. Protection juridictionnelle des étrangers.....
 100. Juridiction civile.....
 101. Recours administratif, gracieux ou contentieux..... 80

4° *Personnes morales.*

102. Sociétés de fait.....
 103. Rôle de droit convention, attributif de la capacité juri-
 dique.....
 104. Une société de fait a-t-elle le droit de faire du commerce,
 d'exploiter une industrie ou d'acquérir les biens ?
 Problème de la société de jure.....
 105. Personnes morales et emprunts forcés, réquisitions,
 contributions, taxes, impôts, etc... ..
 106. Personnes morales japonaises en Indo-Chine..... 88

§ II. NAVIRES

Section I. Conditions des navires dans la mer
territoriale.

I. *Mer territoriale*

107. Mer territoriale.
 108. Le principe même de la mer territoriale est admis uni-
 versellement. Doctrine.
 109. Il semble pouvoir accepter la théorie qu'un Etat a la
 souveraineté sur la mer territoriale.
 110. Certaines dispositions de traité.
 111. Contenu du droit de l'Etat riverain..... 92

II. *Restriction à l'exercice de la souveraineté.*

112. L'exercice de la souveraineté est limité par le droit international.
 113. Passage inoffensif.
 114. Force majeure.
 115. La force majeure limite-t-elle la compétence juridictionnelle de l'Etat riverain ?
 116. Affaire Maria-Lüz.
 117. Naufrage, avarie en mer et relâche forcée.
 118 et 119. Régime du navire en relâche forcée.
 120. Naufrage.
 121. Articles sauvés des vaisseaux naufragés. Restitution de ces articles.
 122. Régime douanier des épaves 96

III. *Juridiction.*

123. Compétence de l'Etat riverain en matière de juridiction dans la mer territoriale.
 124. Navires de guerre.
 125. Paquebots-poste.
 126. Navires de commerce
 127. Juridiction civile.
 128. Juridiction pénale.
 129. Discipline intérieure.
 130. Certains traités consacrent la territorialité de la juridiction.
 131. Particularité de la législation des P. C. dans les traités en question.
 132. Une autre série de traités que le Japon possède en la matière.
 133. Avis du Conseil d'Etat français de 1882.
 134. La différence qui existe entre la règle conventionnelle et règle contenue dans l'avis du Conseil d'Etat. 103

IV. *Exercice de la police à bord d'un navire marchand étranger*

135. Exercice de la police à bord d'un navire marchand étranger ... 109

Section II. *Statut des navires dans les ports maritimes.*I. *Accès aux ports maritiles.*

136. L'accès libre aux ports d'un état étranger.
 137. Bateaux de commerce.
 138. Bateaux de guerre 110

II. *Régime des ports maritimes.*

139. Régime des ports maritimes.
 140. Placement, chargement ou déchargement des navires.
 141. Certificat de franc-bord.
 142. Position des navires de guerre.
 143. Déserteurs. La désertion est un fait d'ordre disciplinaire.
 144. Définition de la désertion.
 145. Arrestation des déserteurs. 111

Section III. Situation des navires dans les fleuves

146. Navigation fluviale.
 147. Délimitation de la mer territoriale à l'embouchure d'un fleuve..... 117

§ III. MARCHANDISES**Section I. Politique commerciale d'un Etat**

148.

Section II. Régime douanier.

Généralités

149. Nature du droit de douane.
 150. Régime douanier..... 120

Régime général

I. *Droits d'importation.*

A) Taux des droits de douanes.

151. Problèmes de la perception des droits de douane.
 152. Détermination du tarif.
 153. Le tarif conventionnel en vigueur..... 121

B) *Formalités douanières.*

154. Formalités douanières.
 155. Rôle du droit conventionnel relativement aux formalités douanières.
 156. Le droit international particulier du Japon.
 Matière taxable. Détermination de la matière taxable.
 157. Origine. Détermination de l'origine. Certificat d'origine
 Forme des certificats d'origine. Autorité compétente
 pour délivrer les certificats.
 158. Droit d'exiger la production d'un certificat d'origine.
 159. Délivrance des certificats.
 160.
 161. Exemption de l'obligation de produire les certificats
 d'origine.
 162. Condition de transport.
 163. Formalités douanières en général.
 164. Facture consulaire..... 123

C) *Régime suspensif des droits de douane.*

165. 129

II. *Droits d'exportation.*

166. Traitement favorisé.
 167. Primes, facilités, drawbacks, droits de réexportation, etc..... 130

Section III. Régime spécial.I. *Admission en franchise.*

168. Ce qu'est le régime spécial.

169. Epaves et marchandises sauvées des navires naufragés.	
170. Epaves.	
171. Poissons et produits équatiques	131
<i>II. Prohibition d'importation, d'exportation et de transit.</i>	
172. Pratique de la prohibition.	
173. Droit conventionnel du Japon. Règle de l'interdiction de la prohibition.	
174. Exceptions à cette règle.	
175. Protocole annexé au traité de commerce conclu avec l'Allemagne.	133
Section IV. Droits accessoires aux droit de douane et droits intérieurs.	
<i>I. Droits accessoires.</i>	
176. Droits accessoires.	
177. Condition du transport. Surtaxe du pavillon.	
178. Surtaxe de provenance.	
179. Droit conventionnel.....	137
<i>II. Droits intérieurs</i>	
180. Droits intérieurs.	
181. Droits de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, etc...	
182. Certificat de jaugeage.	139

CHAPITRE II

Règles accessoires posées afin de faciliter ou assurer l'exécution des règles susmentionnées

§. SITUATION DES AGENTS CONSULAIRES

183. Traités ou conventions passés par le Japon contenant des dispositions relatives à la situation des agents consulaires.	
184 et 185. Caractère général des agents consulaires.	
186. Division des Consuls.	
187. Qualité de la Partie Contractante ayant le droit de nommer les consuls.	
188. Droit de nommer les consuls.	
189 et 190 Exercice de la fonction consulaire	
191. Les fonctions consulaires.	
192. Privilèges du consul.	
193. Fin des fonctions consulaires.	
194. Juridiction consulaire.	143

§ II. REGLEMENT DES CONFLITS RELATIFS A L'INTERPRETATION DES NORMES

Section I. Application des règles conventionnelles.

- 195. Problème de l'application des règles conventionnelles.
- 196. Comment détermine-t-on la signification et la portée des normes ?
- 197. Procédure diplomatique ou juridictionnelle.
- 198. Plan de l'étude.
- 199. L'esprit dans lequel est poursuivie la procédure de règlement des différends..... 151

Section II. Règlement des conflits internationaux nés de l'interprétation des traités.

I. *Procédure diplomatique dans le règlement des conflits internationaux nés de l'interprétation des traités.*

- 200. Un conflit d'interprétation est un différend d'ordre juridique, mais il peut faire l'objet d'un règlement diplomatique.
- 201. La diplomatie est un facteur important dans le règlement des conflits.
- 202. La situation des agents diplomatiques.
- 203. La négociation directe.
- 204. La forme et la durée de la négociation..... 154

II. *Bons offices, médiation, conciliation*

- 205. Bons offices, médiation, commission d'enquête, arbitrage.
- 206. Les bons offices, médiation, commission d'enquête, sont les accessoires de la négociation diplomatique.
- 207. Ces modes de règlement ne sont que facultatifs.
- 208. La matière a fait l'objet de nombreux traités particuliers.
- 209. Le droit conventionnel du Japon en la matière.
- 210. Les modes pacifiques de règlement des conflits non juridictionnels ne sont pas incompatibles avec la médiation de la S.D.N..... 157

III. *Règlement arbitral et judiciaire.*

- 211. Arbitrage. Règlement judiciaire.
- 212. L'interprétation des traités est une question d'ordre juridique pour laquelle l'arbitrage est reconnu comme le moyen le plus efficace et le plus équitable.
- 213. Traité d'arbitrage dans le droit conventionnel du Japon
- 214. Traités d'arbitrage passés avec les Etats-Unis et la Confédération helvétique..... 160

CHAPITRE III

Règles relatives au mode d'application des normes**§ I. MODALITES D'APPLICATION DES REGLES CONVENTIONNELLES**

215.	
216.	163

§ II CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE**Section I. Définition.**

217.	Définition.	
218.	Actes diplomatiques comportant la clause.	
219.	Forme positive ou négative.	
220.	Bénéficiaire de la clause	164

Section II. Formes de la clause quant à l'étendue de la matière à laquelle elle s'applique.

221.	Distinction de la clause selon l'étendue de la matière à laquelle elle s'applique.	169
------	--	-----

I. Forme générale.

222.	Forme générale.	169
------	-----------------	-----

II. Forme spécialisée

223.	Commerce, industrie, navigation, droits de douane.	
224.		170

III. Forme déterminée

225.	Forme déterminée	
226.		172

Section III. Objets de la clause

217 et 228.	Avantages douaniers.	
229.	Exceptions.	
230.	Tarif conventionnel du Japon.	
231.	Commerce, industrie et navigation.	
232.	Exceptions. Art. 23 du traité de commerce signé avec l'Allemagne.	
233.	Pêche nationale.	
234.	Navigation.	
235.	Exceptions.	
236.	Droits privés.	
237.	Propriété industrielle, Propriété littéraire et artistique.	
238.	Privilèges et immunités des agents diplomatiques.	
239.	Situation des agents consulaires.	175

Section IV. Portée de la clause dans le temps et dans l'espace.*I. Précision.*

240.	Clause unilatérale de la nation la plus favorisée.	
241.	Définition de la « nation la plus favorisée »	183

II. *Portée de la clause dans le temps.*

242. La clause vise généralement les avantages présents et
futurs 184

III. *Portée de la clause dans l'espace.*

243. Clause absolue.
244.
245. Clause relative ou limitée.
246. Avantages concédés à un Etat déterminé.
247. Bénéfices concédés aux pays limitrophes
248. Trafic frontalier.
249. Union douanière.
250. Situation des colonies.
251. Territoire sous mandat et territoire à bail
252. Situation de la Mandchourie 185

Section V. Clause conditionnelle ou inconditionnelle

253. La clause inconditionnelle.
254. Rédaction de la clause inconditionnelle.
255. Traités qui possèdent la clause inconditionnelle.
256. Clause conditionnelle.
257.
258. Interprétation de la clause.
259. Clause de réciprocité. 188

- BIBLIOGRAPHIE** 193

- LISTE DES TRAITES** 197

